

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et Sociologie

Département de Sociologie



MEMOIRE DE MAITRISE

**IMPACTS DES FORMATIONS SUR LES ASSOCIATIONS
PAYSANNES**

CAS DE L AUTOPROMOTION COMMUNAUTAIRE

DES FAMILLES - VILLAGE AINA-

ASSOCIATION LOVASOA COMMUNE DE FENOARIVO

ASSOCIATION VALISOA COMMUNE D'AMABATOMIRAHAVAVY

Présenté par : RAKOTOARISOA Andrianaina Sariaka

Membres du jury :

Président du jury : M. SOLOFOMIARANA RAPANOEL Bruno Allain

Juge : M. RANAIVOARISON Guillaume

Rapporteur : M. RAZAFINDRALAMBO Martial

Date de soutenance : 29 Octobre 2009

Année universitaire : 2008-2009

**IMPACTS DES FORMATIONS SUR LES ASSOCIATIONS
PAYSANNES**

CAS DE L'AUTOPROMOTION COMMUNAUTAIRE

DES FAMILLES - VILLAGE AINA-

ASSOCIATION LOVASOA COMMUNE DE FENOARIVO

ASSOCIATION VALISOA COMMUNE D'AMBATOMIRAHAVAVY

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les personnes suivantes qui nous ont aidés à mettre en oeuvre le présent mémoire de maîtrise:

- M. RAZAFINDRALAMBO Martial, notre encadreur, pour sa disponibilité et les précieux conseils qu'il nous a prodigués pour l'élaboration de ce mémoire;
- Au coordinateur du BUCAS, ANDRIAMAMONJY Lanto, et toute son équipe ; la commission développement rural (CDR) et la commission éducation formation (CEF) de nous avoir accueilli, d'avoir partagé et collaboré avec nous pendant le travail au quotidien ;
- Au village Aina et aux associations Lovasoa et Valisoa d'avoir accepté d'être au centre de notre étude.
- Le personnel des communes de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy pour les informations qu'il a mises à notre disposition.
- A ma petite et grande famille pour leur soutien indéfectible, à mes amis
- A tous ceux qui ont collaboré de loin ou de près à l'aboutissement de ce travail.

Je vous adresse ici ma profonde gratitude, Merci !

SOMMAIRE

Remerciements

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE

Première Partie : Approche theorique et monographique

Chapitre 1 : Apareillage theorique et conceptuel

Chapitre 2 : Monographie des deux communes

Deuxième partie : Les activités de développement des associations

Chapitre 3 : Le village Aina et les associations bénéficiaire des aides

Chapitre 4 : Les facteurs de production et leurs contraintes

Chapitre 5 : Les activités de production et leurs retombées

Troisième partie : Perspectives d'avenir

Chapitre 6 : Recommandation pour les différents acteurs du développement

Chapitre 7 : Vers la professionalisation du métier d'agriculteur

CONCLUSION GENERALE

Tables des matières

Bibliographie

Annexes

INTRODUCTION GENERALE

Généralités :

Après la décolonisation, les tentatives d'installer en Afrique des républiques populaires et socialistes gouvernées par des parties uniques ont échoué. La majorité des Etats africains se trouvent dans une situation économique désastreuse : ils sont tout le temps dépendants des aides internationales. Malgré l'aide financière et matérielle considérables reçue par l'Afrique depuis des années, l'écrasante majorité de la population vit dans des conditions de grande misère et de détresse. Cela étant, depuis plus de 50 ans, on observe une corrélation négative entre la valeur de l'aide internationale reçue par un pays et son taux de croissance. La plupart des pays sont endettées mêmes si certaines données sont à rectifier du fait qu'une partie de la production est invisible et qu'une partie de la population vit avec sa production sans que celles-ci ne soit déclarée. L'Afrique demeure un continent profondément rural. Les agriculteurs se heurtent à des problèmes tels l'eau, l'effectif des bouches à nourrir, une main d'œuvre restreinte avec une faible productivité. De tels propos pessimistes sont également portés sur l'évolution de l'agriculture malgache.

Devant les difficultés du secteur agricole, l'Etat, dans son mode d'administration, demande une implication de tous les acteurs du développement rural. Une des voies que l'Etat malgache utilise pour trouver une alternative de pilotage est la promotion d'organisations paysannes ou rurales.

Faute de ressources, l'Etat doit déléguer localement l'exercice de certaines fonctions. Les structures de développement sont donc là pour combler le vide. Les initiatives les plus visibles proviennent souvent des sources de financements extérieures. Elles ont cherché à provoquer l'émergence d'organisations rurales ou appuyé certaines d'entre elles. Elles privilégient de plus en plus le thème de la structuration du milieu rural en vue de favoriser un développement participatif. Nous distinguons entre autre les bailleurs des ONG qui travaillent à une échelle plus réduite.

Les organisations rurales s'insèrent au départ dans un tissu de communauté locale où les dimensions sociales et les préoccupations de maintien d'une certaine solidarité sont prioritaires. Actuellement, on entre dans une nouvelle phase où, théoriquement, le progrès de la démocratisation dans un contexte libéral devrait permettre l'acquisition par les

organisations rurales d'une réelle autonomie par rapport à l'Etat. Ce sont la plupart du temps une conjonction de facteurs et d'impératifs qui pousse les paysans à s'organiser sur le plan local.

Choix du thème et du terrain :

Nous avons choisi le village Aina parmi les acteurs oeuvrant dans le développement rural car il correspond à notre thème d'étude.

Le village Aina fait partie de ces structures de développement. Il a été fondé en 1988 par les Sœurs de la congrégation des Filles de la Sagesse. Les religieuses viennent en aide aux paysans ruraux selon la vision chrétienne du développement « de promouvoir tout l'Homme et tout Homme ». Cette ligne directrice a été adoptée par la congrégation dans le cadre de la pastorale sociale de l'Eglise catholique, tirée du de l'encyclique « *Popularum Progressio* » du pape Paul VI.

Le Village Aina a sensibilisé et incité les familles à se regrouper. Au début, les groupements étaient informels. Puis, ils ont évolué en associations régies par la loi 60-133 du 31 octobre 1960. Erigées légalement, les associations pouvaient jouir de plus de droits et d'activités élargies. L'élément le plus constant pour les paysans est la persistance d'impératifs économiques (organisation de la production, amélioration de l'accès aux crédits et aux équipements, etc). Dans cette perspective d'analyse, nous avons nous choisi comme thème de notre étude : *« Impacts des formations sur les associations paysannes – Cas du projet d'autopromotion communautaire- Village Aina – Association Lovasoa commune Fenoarivo, association Valisoa commune Ambatomirahavavy »*

Problématique :

Malgré le foisonnement associatif répertorié dans la partie occidentale de la capitale, nous nous sommes proposé d'étudier deux associations paysannes membre du Village Aina : l'association Lovasoa de Fenoarivo et Valisoa d'Ambatomirahavavy et nous posons la problématique suivante :

La formation des associations paysannes constitue-t-elle un véritable vecteur d'amélioration des conditions socioéconomiques des membres ?

Hypothèses :

A cette problématique, nous avons posé comme hypothèse :

-La formation des paysans engendre un changement de comportement vis- à vis des pratiques agricoles ;

-La formation des paysans opère une prise de conscience de leur rôle d'acteur de leur propre devenir et les incite à être plus autonomes.

Les objectifs que nous allons y voir sont :

Objectif général : évaluer la nécessité de la formation dans la perspective de modernisation des exploitations et du mode de vie rural

Objectifs spécifiques :

- connaître le degré d'adhésion des paysans aux formations dispensés
- observer les impacts des formations dans la vie quotidienne des membres des associations.

Déroulement des travaux

➤ Les travaux préliminaires :

Avant le contact direct avec le terrain de notre étude, nous avons tout d'abord effectué un travail d'exploration à travers les supports écrits, constitués par la documentation, les recherches bibliographiques sans oublier l'outil internet qui touchent à notre thème et terrain d'études.

➤ Recherche sur terrain :

Dans un premier temps, nous avons effectué une pré-enquête à partir de laquelle nous avons élaboré un questionnaire que nous avons utilisé au cours de notre contact avec la population d'enquête.

Au cours de notre enquête sur terrain, nous avons réuni divers outils d'approche. Le tableau qui suit nous donnera un aperçu de notre population d'étude, de leur répartition ainsi que les entretiens que nous avons effectué avec chacun d'eux.

Tableau n° 1 : Répartition de la population d'enquête

Personnes ressources	Nombre de personnes enquêtées	Type d'entretien effectué
Association Lovasoa	15	Entretien individuel semi-dirigé, Focus groupe
Association Valisoa	16	Entretien individuel semi-dirigé, Focus groupe
Personnel du village Aina	8	Entretien dirigé
Personnel de la commune de Fenoarivo	5	Entretien libre Entretien semi-dirigé
Personnel de la commune d'Ambatomirahavavy	4	Entretien libre Entretien semi-dirigé
Paysans dans les communes	6	Entretien libre
Total	54	

Source : enquêtes (2009)

- Choix des échantillons :

Notre choix s'est effectué au hasard concernant notre population d'enquête. Les associations Lovasoa de Fenoarivo compte huit familles membres, celle de la Valisoa d'Ambatomirahavavy en compte sept.

- Nous avons utilisé différents types d'entretiens :

- Les entretiens individuels semi- dirigés à l'endroit de chaque membre (son vécu, ses motivations, ses raisons d'adhésion à l'association...) afin de connaître leur situation personnelle.

- Nous avons également utilisé le focus groupe qui ont fait ressortir les idées et les opinions riches et diverses des groupements. Selon la disponibilité des interviewés, nous avons procédé soit à des entretiens libres, soit à des focus-groupe.

- Les entretiens libres ont été adressés au personnel du village Aina, à quelques paysans non membres et au personnel de la commune.

Ces différents types d'entretiens nous ont permis d'avoir une connaissance plus approfondie de la population cible et de tous les acteurs qui sont en contact avec eux.

- L'observation :

L'observation est appliquée à toutes les étapes et les démarches de notre descente sur terrain. Elle est le moyen d'analyse du non verbal particulièrement et de ce qu'il révèle comme les conduites, les modes de vie, les modes d'organisation, bref de la connaissance de la vie des paysans dans leur situation d'agriculteur. Notre Mode d'observation a été de nature non- participante.

Problèmes et limites de notre recherche :

Notre descente sur terrain dans son ensemble s'est déroulée sans problèmes majeurs. Cependant, la situation politique et sécuritaire dans le pays au premier trimestre 2009 a freiné notre rythme de travail. De plus, l'absence momentanée de notre contact sur le terrain a quelque peu compliqué la collecte de certaines données auprès des ménages paysans.

Plan de travail :

Notre travail se divise en trois grandes parties distinctes :

- la première partie concerne l'approche théorique et monographique
- la seconde partie, les activités de développement des associations
- la troisième et dernière partie, les perspectives d'avenir.

Première partie :

**APPROCHE THEORIQUE ET
MONOGRAPHIQUE**

Dans le contexte malgache, le défi de développement à relever est en grande partie attribué au milieu rural. Nous mettons ainsi en relief dans le premier chapitre une approche générale du monde rural malgache d'après quelques auteurs, tout en insistant sur les différentes approches de la pauvreté dont la perception standardisée n'est en fait que subjective.

La rationalité et les motivations développées dans la sociologie compréhensive de Max Weber constituent l'approche théorique que nous privilégions dans l'essai d'interprétation et d'explication des actions des individus.

Le second chapitre portera sur une étude monographique des deux communes faisant l'objet de l'étude.

CHAPITRE 1 : APPAREILLAGE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

Dans ce premier chapitre, nous allons voir les différents concepts et théories qui vont nous servir à approfondir notre étude de recherche.

1-1. Le monde rural

La sociologie rurale a pour objet de saisir, c'est –à –dire d'interpréter globalement, la réalité humaine totale qui se présente sous forme parcellaire, mouvante et incohérente. Le concret de cette saisie est soit un village, soit un canton, soit une région délimitée par des critères non administratifs¹.

Que l'on ne se méprenne pas sur l'intention de la sociologie rurale : ses bases de départ sont scientifiques et non normatives ; ses résultats sont sociologiques et non politiques ou moraux. Il suffit d'examiner de nombreuses monographies publiées dans ce domaine pour se faire une idée claire de son objet et de sa méthode : replacer le groupe rural actuellement déséquilibré et vidé de toute sa substance humaine, c'est –à- dire en voie de disparition rapide, dans un ensemble économique et culturel plus vaste afin de remédier valablement aux causes et aux conséquences de l'éclatement des structures traditionnelles².

La sociologie s'inspire des théories diverses proposant différentes façons d'intégrer les dimensions sociologiques de l'activité agricole et du monde rural.

La sociologie rurale fait appel à des notions et des outils qui appartiennent à la sociologie générale, à des sociologies particulières (Sociologie politique, sociologie du travail, sociologie de la famille, sociologie urbaine,...) mais aussi à d'autres disciplines telles la psychologie, la géographie, la démographie, l'agronomie ou bien encore les sciences politiques.

La sociologie rurale a été la pionnière dans les analyses sociologiques du travail non salarié, dans celle des relations entre travail, patrimoine et famille(...).Le sociologue rural s'intéresse donc avant tout à l'ensemble des aspects de la vie sociale divisée en autant de spécialités de la sociologie.La sociologie rurale est une branche de la sociologie qui se définit, non selon des orientations théoriques particulières, mais selon son champ d'application, son objet de recherche : les aspects de la vie sociale dans les campagnes. A ce propos, Henri Mendras disait : « si on ne limite pas à une sociologie agricole

¹ MENDRAS (H), « Sociologie du monde rural, in Georges Gurvitch [dir.], traité de sociologie, PUF, 1958

² GIGOU (J), « Sociologie rurale et aménagement du territoire », <http://www.editions-harmattan.fr/annuaires/index.asp?no=21&rubld=397>

spécialisée, la sociologie rurale se définit donc par son champ d'études, les sociétés rurales ».

L'agriculture est un des domaines de prédilection de la sociologie rurale, et des agriculteurs un des groupes sociaux les plus riches d'enseignement, pour l'étude du rapport entre le social et la technique, ainsi qu'entre le social, le technique et la nature dans tous les types de sociétés. Il en va de même pour le rural considéré en tant qu'environnement naturel (...) socialement et économiquement utilisé, vécu, construit, modelé par les pratiques et les techniques, hérité de l'histoire et constamment remanié : il offre les terrains les plus variés pour un analyse des rapports collectivement organisés entre une collectivité humaine, une société et des milieux naturels. Cependant, « le milieu rural, champ d'investigations pour toutes les sciences sociales ne saurait constituer une discipline autonome (...). Etant des hommes comme les autres, les ruraux relèvent de chaque science sociale. Cependant ils vivent dans un milieu particulier qui requiert une certaine spécialisation chez le chercheur (...). Le sociologue rural, comme l'ethnographe doit donc connaître les méthodes et les techniques de toutes les autres sciences sociales, à moins qu'il ne s'assure le concours d'une équipe de spécialistes »³.

1-1-1. Le comportement économique et social des paysans malgaches

A Madagascar, dans une économie familiale basée quasi- exclusivement sur les revenus issus de l'agriculture, les contextes économiques et sociaux sont fortement marqués par l'incertitude, et ce, à différents niveaux. Les formes de production agricole privilégient en priorité l'autoconsommation de denrées traditionnelles (riz, maïs, haricots...) et dans le meilleur des cas, la vente des excédants agricoles (...)⁴.

Dans les zones rurales, la vie économique est organisée à petite échelle et l'exploitation de la terre est au centre des préoccupations économiques. Aussi, les paysans sont quasi-exclusivement dépendants des activités et des revenus agricoles, la monétarisation progressive des échanges, la saturation de l'espace cultivable disponible, la dégradation des sols et plus généralement de l'environnement naturel, les difficultés d'accès aux intrants et aux crédits, les faibles possibilités de diversifier les activités, les aléas

³MENDRAS, « Sociologie du monde rural, in Georges Gurwitsch [dir.], traité de sociologie, PUF, 1958

⁴ PASCALINE (A.B), « la pauvreté rurale à Madagascar : caractéristiques, dynamiques et politiques publiques. », conférence du 15-17 Novembre 2006 à Antananarivo

climatiques et plus globalement la pauvreté, sont autant de variables contextuelles qui influent fortement sur les décisions des activités.

Il existe cependant une grande diversité de comportements individuels et familiaux, tant d'un point de vue économique que social entre les différentes régions malgaches. En outre, l'appât du gain et de la spéculation s'inscrit dans une logique tel que l'on dépense ce que l'on a gagné d'une manière ostentatoire dans des cérémonies diverses, par exemple le « famadihana, famorana, ... », le don aux parents ; montrant ainsi richesse et réussite. « Accumuler et jouir de sa richesse en solitaire est à l'opposé des valeurs de la plupart des sociétés africaines »⁵.

1-1-1-1.Ménages et activités lucratives

L'économie rurale est une branche (l'une des plus anciennes) de l'économie politique. L'histoire sociale s'attachant à un passé où l'agriculture était l'activité de la plus grande partie des hommes, fait une large place à la description de la vie paysanne (...) dans lesquelles la recherche ou la production de la nourriture les occupe ⁶.

Une grande proportion des ménages ruraux, dans les pays à vocation agricole, considère l'agriculture comme le moyen principal de subsistance.

La structure des revenus d'un ménage ne dit pas si celui –ci a adopté une stratégie de revenu adéquate. Chaque stratégie peut constituer une voie de sortie de la pauvreté, mais de nombreux ménages ne parviennent pas à améliorer la situation à long terme (...) dans chacune des activités (...) et les revenus varient largement dans les limites de chaque stratégie.

Que les ménages ruraux s'engagent dans l'agriculture, la main- d'œuvre ou la migration, l'une de ces activités est habituellement prédominante en tant que source de revenu.

1-1-1-2. Autour du travail paysan

ROBERT (M), dans son livre la sociologie rurale souligne que « la famille et la terre sont toujours difficiles à séparer. Dans le monde rural, l'un ne va sans l'autre ; la terre est la « premier outil de travail » à portée de main du paysan. ⁷

⁵ RAMBININTSOA (T), « La logique paysanne, une référence ? », in Bulletin de l'académie malgache, nouvelle série- Tome LXIX/ 1-2, 1991

⁶ MENDRAS (H), « Sociologie du monde rural, in Georges gurvitch [dir.], traité de sociologie, PUF, 1958

⁷ ROBERT(M), « Sociologie rurale », Edition PUF, Collection Que Sais – Je, 1986.

Dans son rapport avec la terre, le paysan est sans cesse renvoyé à sa famille, et de même de son rapport à la famille, il est sans cesse renvoyé à la terre. La ligne de partage entre les deux concepts est floue. Ainsi s'ensuit – il y a une confusion fort bien exprimée dans le statut à la terre : à la fois patrimoine et outil de travail (...) l'économie et la famille se confondent.

On ne travaille plus la terre pour en tirer bénéfice, de l'argent, de la valeur marchande. Universellement, ce qui guide l'agriculteur ce n'est pas l'argent, c'est la production. Celle-ci n'est pas un moyen de faire du profit, c'est l'argent, résultant de la vente des produits qui est le moyen d'une autre production de marchandise, qui est en soi la finalité du système. Produire pour produire, produire pour se nourrir, tel est le fondement de l'exploitation familiale.

Le travail paysan n'a pas de prix. Il n'a pas de valeur d'échange. Toute la famille « travaille » que ce soit l'homme ou la femme mais aussi les enfants (...). On résout le problème par l'entraide(...) la force de travail agricole est donc monétairement gratuite(...) elle ne se paie pas en argent liquide mais symboliquement au niveau de la structure familiale ; les résultats de l'exploitation sont ceux de la famille paysanne considérée comme un tout. »

1-1-2. Le projet de développement rural

La plupart des projets de développement intéressant la paysannerie ont pour principaux objectifs « d'améliorer les conditions de vie des paysans » et d'augmenter les « revenus ». Pour le reste, il n'est question le plus souvent que des problèmes techniques à résoudre afin d'augmenter la production et les problèmes d'organisation propres à la société d'intervention et aux experts⁸.

Prendre en compte la dimension culturelle du moyen de développement revient à reconnaître que le comportement paysan est logique et rationnel. Cela ne veut pas dire qu'il y aurait dans le système traditionnel un équilibre harmonieux qui serait rompu par le « progrès » et la technique. Au contraire, la rationalité paysanne est dynamique, conflictuelle et contradictoire. Elle prend trois formes, qui apparaissent à la fois comme des contraintes et des potentialités :

- l'écosystème (l'environnement naturel)
- l'agro système (les méthodes de culture, d'élevage, de pêche ou de chasse)

⁸ DESJEUX (D), « La culture, clé du développement », Edition l'Harmattan, 1994.

- le système socio-économique (les rapports sociaux de production, de reproduction et d'échanges...).

Trois variables principales interviennent : la propriété foncière, l'énergie humaine (force de travail), la circulation des biens produits par la société paysanne. Ces variables déterminent un certain nombre de stratégies paysannes vis-à-vis des projets de développement.

Un projet ou une opération de développement rural est un animal étrange dont l'existence n'est le plus souvent attestée que dans les pays du tiers- monde ou en voie de développement. On le rencontre le plus communément sous le nom d'un produit (Projet « riz »...), d'un lieu ou d'une région, d'une société, le plus souvent d'Etat (...) ou encore un bailleur de fonds (BIRD...), ou enfin sous un nom qui regroupe plusieurs des ces caractéristiques⁹.

Le projet de développement rural se doit de posséder des éléments constitutifs tels que le lieu (ou milieu), un ou des produits et une organisation. Cette dernière est le plus souvent appuyée par l'Etat et par des sociétés étrangères.

La dernière spécificité du projet de développement rural veut que sa maturité doive entraîner sa disparition. En effet, s'il réussit les changements qu'il visait à introduire devraient être internalisées par le milieu naturel.

1-1-3. La formation des paysans malgaches

1-1-3-1. La formation et la vulgarisation ¹⁰

- Dans la formation on ne cherche pas à faire pratiquer à priori telle ou telle technique ou autre, ni obtenir tel résultat dans tel délai. On enseigne aux auditeurs ce qu'est la plante en général, ses organes, son fonctionnement, et en quoi consiste la vie végétale. Cet enseignement est ensuite repris et particularisé dans le cas de chaque culture, d'où découlent logiquement les pratiques culturelles qui devraient être plus efficaces. Les auditeurs doivent savoir ce qui se passe en dehors de leur appréhension directe, et ce qui explique la croissance et le développement des organes qu'ils apprennent en même temps à observer. Les techniques culturelles ne sont plus alors que des conséquences découlant des observations faites, des connaissances apprises, à la suite de raisonnements logiques. Ce

⁹ DURUFLE, FABRE, YUNG, « Manuel d'évaluation des effets socio- économiques des projets de développement rural », Ministère de la Coopération, 1988.

¹⁰ LAULANIE, « Le riz à Madagascar : un développement en dialogue avec les paysans », Edition Ambozotany- Edition Karthala, 2003

sera à l'auditeur de décider de lui-même, librement, quand il se sentira sûr de lui, du moment où il passera à l'application pratique de la formation reçue (...).

La formation vise un long terme et cherche même à se rendre inutile : l'agriculteur bien formé pourra progresser par lui-même en profitant de toutes les opportunités. Quand il aura commencé à l'appliquer, l'enseignement reçu pourra aller de plus en plus loin dans l'amélioration de ses méthodes de culture. Même laissé à lui-même, il ne remettra pas en cause son acquis, et ne reviendra pas en arrière.

La formation peut se faire avec un seul formateur qui n'a pas besoin d'être présent en permanence, pourvu qu'il revoie ses élèves trois ou quatre fois par an pendant quatre ou cinq ans minimum vingt ou trente ans plus tard, les efforts de la formation continueront encore à faire tâche d'huile en fonction de la valeur personnelle des gens formés (...). C'est une action de développement légère et peu coûteuse, dont les vrais résultats ne seront mesurables qu'après un génération et plus, en raison des hystérésis dont on verra la définition dans la partie précédente.

- Par vulgarisation, nous entendons ici des actions ayant pour but de faire adopter par les paysans des techniques concrètes concernant leurs cultures : par exemple, telle manière de préparer et de conduire la pépinière, de préparer et repiquer la rizière, etc. La pédagogie de la vulgarisation a ses règles, qui furent bien appliquées dans les débuts de l'opération productivité rizicole par exemple : chaque technique a été essayée en grandeur nature, ainsi que la manière de la présenter et de la faire appliquer. Les thèmes n'ont pas tous été proposés à la fois, de manière à ne pas surcharger l'esprit des paysans et à les laisser s'adapter peu à peu aux différents éléments avant d'arriver à l'ensemble de la méthode. Des documents clairs et accessibles aux analphabètes ont été composés. Un programme précis de formation des moniteurs, placés au contact des agriculteurs auxquels ils doivent faire appliquer des thèmes a été établi de manière à ce que chacun sache exactement ce qu'il doit faire à chaque moment du processus de la campagne en cours. Un système de suivi permanent, par des rapports réguliers de la base vers le sommet, et de contrôle permanent à chaque étape allant du sommet vers la base, permettrait d'assurer qu'il n'y avait pas de dérapage dans la réalisation, et que tout était bien conforme au programme établi. Il n'est d'ailleurs pas interdit, bien au contraire, d'insérer des éléments de formation vraie dans le processus de vulgarisation : plus les intéressés comprennent ce qu'ils font et pourquoi ils doivent le faire de telle ou telle façon, plus on peut attendre une bonne exécution des programmes (...).

La vulgarisation vise des résultats pratiques à court terme, par des méthodes précises et concrètes dont le bien fondé se justifiera à posteriori par les augmentations de rendement obtenues. La vulgarisation ne cherche pas immédiatement un changement de mentalité, mais une augmentation de la production la plus rapide possible (...).

Les progrès obtenus par la vulgarisation seront remis en cause si celle-ci s'interrompt trop rapidement. On peut estimer entre dix et vingt ans le temps nécessaire pour que les méthodes culturelles promues par la vulgarisation soient intégrées par le cultivateur comme lui appartenant en propre. Un arrêt de l'encadrement vulgarisateur laissera le paysan seul face à des techniques qu'il n'aura pas encore assimilées, et provoquera leur abandon total ou partiel. Pour obtenir des résultats très rapides, la vulgarisation exige un encadrement lourd pour longtemps. Il faudra des investissements considérables, que seul l'Etat peut engager.

On distingue bien que la formation et la vulgarisation, telles qu'elles sont décrites ici, sont deux politiques de développement nettement différentes dans les buts et dans leur déroulement.

1-1-3-2. L'hystérésis paysanne :

L'hystérésis est le retard à l'aimantation ou à la désaimantation du fer placé dans un champ magnétique. Laulanié en parlant d'hystérésis à l'encontre des paysans veut dire que ces derniers accusent un retard d'adoption face aux choses nouvelles, selon lui : « lorsqu'une innovation est présentée dans le milieu rural par quelqu'un qui a acquis la confiance de ses interlocuteurs, il faut quatre ans pour qu'elle soit acceptée. Cela s'explique par le fait que dans le monde rural, l'expérience est longue à acquérir. Une culture ne revient qu'une fois par an, mais les conditions climatiques ne sont jamais exactement les mêmes et peuvent se montrer très différentes d'une année à l'autre (...). Quand on donne une formation professionnelle à des paysans qui acceptent de vous écouter et de revenir plusieurs années de suite à raison de trois ou quatre fois par ans (...), le discours qu'on leur tient et les faits qu'on leur a expliqué n'ont pas passé, alors ils avancent leurs expériences personnelles (...). Au départ, les paysans sont encombrés d'idées reçues et d'enseignements de la tradition villageoise et familiale : ils sont alors imperméables. Peu à peu, par le travail de l'inconscient, les idées nouvelles pénètrent et s'imposent jusqu'au jour où elles émergent dans leur conscience claire et remplacent les anciennes qui s'évanouissent comme brouillard au soleil ». L'on doit donc s'armer de

patience et de laisser écouler un certain temps entre la diffusion et l'assimilation des paysans.

Les paysans qui viennent en formation viennent avec leurs propres expériences. Elles peuvent être liées à ce qu'ils vont apprendre ou proviennent d'une autre activité. A cette expérience s'ajoute le vécu personnel ; avec ces acquis antérieurs, le paysan éprouve le besoin de faire le lien entre ce qu'il sait déjà et ce qu'il est en train d'apprendre. Spontanément, il cherche à raccrocher tout élément nouveau à son propre stock de connaissance

1-1-3-3. La réalisation d'une formation en milieu rural

Pour la réalisation d'une formation en milieu rural, il est de rigueur de demander aux paysans ce qu'ils souhaitent : leurs besoins, leurs difficultés ; sinon d'identifier leurs attentes à partir des observations sur terrain. Il faut aussi une écoute attentive des paysans : connaître les potentialités et les limites de chacun tout en portant un jugement neutre. Le contenu d'une formation découle des objectifs à atteindre à la fin. Il sera défini à l'aide de documentation, de l'expérience que l'on a sur terrain. Le mieux est de regrouper le contenu par un atelier, par temps de travail ou par séances de formation au besoin. Il est souvent difficile de réaliser une formation longue avec des paysans qui ont des activités agricoles à mener, il est donc préférable de découper la formation en sous thèmes à traiter en plusieurs sessions. Certains points devront être vus avant d'autres. Ces points seront regroupés selon la cohérence, selon l'ordre dans lequel ils seront vus durant la formation.¹¹:

Plusieurs méthodes peuvent être appliquées dans une formation pour que les objectifs que l'on assigne au début, atteignent réellement les participants :

- faire un travail de groupe pour faire participer toutes les personnes présentes dans la formation ;
- faire une démonstration en plein champ par le technicien ensuite par le paysan pour que les acquis théoriques ne restent pas au seul stade de connaissance ;
- faire témoigner les paysans qui ont déjà bénéficié de formations et établir un échange entre les paysans. Ces échanges permettront de véhiculer des messages qui interpellent les hésitants.

1-2. Notions de développement

¹¹ RICARD (M.C) , « Formation de formateurs : comment préparer et réaliser une formation en milieu rural. Programme d'appui aux filières vivrières, Mananjary-Madagascar» .<http://www.interaide.org/pratiques>, Agro-formation.

1-2-1. Développement social et économique

La distinction de l'économique et du social suppose que l'économie peut être nettement séparée du social¹²

- Le développement économique est celui des forces productives, en entendant par là, les capacités matérielles et intellectuelles des hommes et des femmes, ainsi que les instruments de production ;
- Le développement social peut être caractérisé par l'élévation du niveau de vie en général, la satisfaction des besoins matériels croissant de la population, la réduction des inégalités, la promotion des groupes défavorisés.

Le développement social peut être défini comme un processus de changement social planifié dans le but d'améliorer le bien-être de la population entière en convergence avec le développement économique et la protection de l'environnement. Une déformation du concept de développement sociale est apparue. Quelques gouvernements et institutions financières internationales ont mis l'accent sur la réduction de la pauvreté, qui est une partie du problème, davantage que sur le développement social (...). Le développement social s'appuie étroitement sur la participation des habitants à la vie quotidienne. Celle-ci se heurte souvent à l'insuffisante éducation de base reçue, notamment à l'analphabétisme, mais aussi aux barrières culturelles, en particulier pour les populations immigrées.

1-2-2. Développement durable

Le développement durable (ou développement soutenable, anglicisme tiré de Sustainable development) est une nouvelle conception de l'intérêt public, appliqué à la croissance et reconsidéré à l'échelle mondiale afin de prendre en compte les aspects écologiques et culturels généraux de la planète.

Dans les textes fondateurs du développement durable puis dans les documents officiels d'application qui en définissent les modalités (rapport Brundtland, Agenda 21 de la conférence de Rio, rapports sur le développement humain durable...), trois dimensions sont présentes : économique, sociale et écologique. On déduit de ces propositions cette définition de la durabilité sociale : « un développement est durable en termes sociaux si les politiques publiques qui le composent – économiques, sociales, environnementales – ne causent pas de dysfonctionnements sociaux tels qu'ils remettent en cause les possibilités d'amélioration du bien-être pour l'ensemble de la population actuelle comme à venir ».

¹² PERROUX , « Pour une philosophie du nouveau développement », Edition Aubier, UNESCO, 1981.

L'objectif du développement durable est de définir des schémas viables qui concilient les trois aspects économique, social, et environnemental des activités humaines(...), sa finalité est de trouver un équilibre cohérent et viable à long terme entre ces trois enjeux, dites « les trois piliers du développement durable » résumé selon le schéma suivant .

La définition classique du développement durable d' il y a une vingtaine d'années de cela selon laquelle la satisfaction des besoins lointains de générations futures primait, laisse place aujourd'hui à une satisfaction actuelle des besoins compromis par les crises environnementales et sociales que connaît le XXI^e siècle. Il ne s'agit plus d'anticiper les problèmes mais de les résoudre.

Selon Sylvie Brunel¹³ : « Le développement durable ne peut être qu'un outil des pays du Nord contre les pays en développement (...), en offrant ainsi un prétexte au protectionnisme des pays développés, pour empêcher le développement par le commerce des pays du Sud ».

Enfin, les tenants de la décroissance considèrent que le terme de développement durable est un oxymore¹⁴ puisque les ressources naturelles sont finies et non infinies.

1-2-3. L' indice de développement humain (IDH)

L'Indice de développement humain ou IDH est un indice [statistique](#) composite, créé par l'ONU en 1990, évaluant le niveau de développement humain des pays du [monde](#).

Le concept du développement humain est plus large que ce qu'en décrit l' IDH qui n'en est qu'un indicateur, créé par l'ONU pour évaluer ce qui n'était mesuré auparavant qu'avec imprécision. L'indicateur précédent utilisé, le PIB par habitant, ne donne pas d'information sur le bien-être individuel ou collectif, mais n'évalue que la production économique. Il présente des écarts qui peuvent être très importants avec l' IDH

L' IDH unité compris entre 0 (exécrable) et 1 (excellent), est calculé par la [moyenne](#) de trois indices quantifiant respectivement :

- La santé /longévité (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, à l'[eau potable](#), à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux.

¹³ BRUNEL (S), « à qui profite le développement durable », Edition Larousse, 2008. In www.Wikipedia.org

¹⁴ Figure rhétorique où deux mots désignent des réalités contradictoires ou fortement contrastés

- Le savoir ou niveau d'éducation. Il est mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes (pourcentage des 15 ans et plus sachant écrire et comprendre aisément un texte court et simple traitant de la vie quotidienne) et le taux brut de scolarisation (mesure combinée des taux pour le primaire, le secondaire et le supérieur). Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société ;

- Le niveau de vie (logarithme du produit intérieur brut par habitant en parité de pouvoir d'achat), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la [culture](#).

1-2-4. Politique générale de développement de l'Etat malgache

Au commencement, « Les pays du Tiers Monde désignaient au départ les pays qui n'ont pas participé à la Guerre Froide. De là, le terme de sous-développement est né constituant l'envers du développement (...). Le Tiers Monde ne recouvrait plus ce qu'il signifiait à ses débuts et a été employé pour qualifier les pays anciennement colonisés, sous-développés »¹⁵.

Avec l'accession à l'indépendance des pays anciennement colonisés dont Madagascar en 1960, les termes de sous-développement et de développement deviennent le centre des préoccupations. Malgré son indépendance politique, les ruptures des liens économiques des pays décolonisés nouées à l'époque colonial n'ont pas été défaits : «les dirigeants du Tiers Monde ont fait le choix (...) de continuer l'œuvre du colonisateur ». Madagascar ayant été colonisé par l'empire colonial français a fait partie de ces pays pauvres, sous-développés. Dans sa tentative d'enrayer la pauvreté, le pays malgache a élaboré divers documents de référence dans sa politique nationale afin de parvenir au développement. « La gestion désastreuse des sociétés d'Etat est la première cause de l'appauvrissement de la population qui a obligé le pouvoir à se soumettre aux exigences du PAS (Programme d'Ajustement Structurel) devenu DCPE (Document Cadre de Politique Economique), afin de revêtir les habits de la lutte contre la pauvreté appelé DSRP (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté). Sous ce jargon pseudo

¹⁵ RAKOTOZAFY (F) , cours d'anthropologie du développement

technologique se dissimule la même idéologie ultra –libérale de Bretton- Woods¹⁶ qui a ruiné l'Amérique Latine et bloqué tout développement en Afrique »¹⁷

Dans une lutte continue contre la pauvreté, des objectifs dans le cadre de l'objectif du millénaire pour le développement (OMD). Ce document a permis de mettre en place des instruments de politique économiques plus efficaces : des politiques sectoriels, une politique développement des infrastructures et enfin une implication effective de toute la population. Tout cela résumé par le mot développement rapide et durable. Ces documents prônent l'amélioration des conditions socio-économiques et politique da Madagascar. L'élaboration de ces documents va sans dire qu'ils n'ont pas été réalisés par l'Etat seul mais en collaboration avec les bailleurs de fonds qui octroient leurs aides.

1-2-4-1. Les bailleurs de fonds et les aides pour le développement

Pour Thérèse Pujolle¹⁸ dans son livre l'Afrique noire: « l'aide extérieure a abouti à remettre en dépendance des Etats endettés et à gaspiller des moyens considérables en opérations vouées à l'échec puisque imposées. Les bailleurs de fond voulaient fermer les yeux aux injustices des despotismes des dirigeants (...). Soudainement, le discours se métamorphose. On fait le procès des Etats endettés ; on conditionne la poursuite de l'aide à des mesures économiques aux conséquences sociales imprévisibles ».

Rejoignant cette idée, Riaka souligne que « l'aide publique au développement est de plus en plus soumise à des conditions. Dans le passé, il y a eu trop de détournement de l'aide internationale (...). Les bailleurs de fonds sont de plus en plus exigeants, plus méfiants et mêmes tatillons. L'aide est généralement « affectée » à un « programme » ou à un « projet » bien précis, dans le cadre d'un contrat détaillé. L'argent de l'aide sera versé par tranches, au fur et à mesure de la réalisation du projet dans le respect strict des clauses de contrat. Après les détournements passés, on comprend bien ces précautions. Cependant, il peut se produire que le contrat soit, de manière « paternaliste » conçu et rédigé par le seul bailleur de fonds, même s'il est consigné par les deux parties. Comme si le bailleur savait ce qu'il convient de faire, mieux que les responsables des pays bénéficiaires ou comme si ces derniers se désintéressaient de l'aide octroyée , peut –être parce qu'au fond

¹⁶ A l'issue de cette conférence, un nouveau système monétaire a vu le jour. La base était l'hégémonie mondiale de la monnaie américaine rattachée à l'or et une relation internationale fondée sur la coopération qui permettent d'aider enfin au développement tous les hommes en favorisant leurs accès à des financements sans devoir se soumettre pour cela aux règles glacées de la valorisation maximum des capitaux.

¹⁷ RAPANOEL, cours de sociologie politique

¹⁸ PUJOLLE (T), « l'Afrique noire » , Edition Flammarion, Collection Dominos, 1994

ils ne croyaient pas à son efficacité, parce que l'idée de départ est venue de l'extérieur. Par ailleurs, on peut voir que certains bailleurs de fonds posent des conditions d'une autre nature, qui n'ont plus de rapports avec le légitime souci de transparence évoqué plus haut. L'aide bilatérale est alors accompagnée d'une sorte de chantage, elle est conditionnée par des contres partis, « des retours à l'envoyeur » sous forme de commandes commerciales. L'objectif du bailleur de fonds est de récupérer autrement l'argent versé au titre de l'aide, d'une main ce qui a été donné de l'autre (...). Ce type de chantage instaure des liens de dépendance qui sont tout le contraire du libéralisme¹⁹ économique tant prôné de nos jours.

1-2-4-2.La décentralisation

Pour mieux asseoir sa politique de développement, l'Etat Malgache a adopté une politique de décentralisation dont nous allons présenter brièvement l'histoire :

- pendant la période coloniale, on a créé les six provinces dirigées par un chef de province
- pendant la première République s'est ajouté aux provinces les préfectures, les sous-préfectures, les communes et les cantons.
- pendant la seconde République, les collectivités locales étaient hiérarchisées en provinces, fivondronam-pokotany, communes et fokontany. L'autorité appartenait au pouvoir central.
- pendant la troisième République, les collectivités décentralisées apparurent ; elles étaient au nombre de 3 à savoir : la région, le département et la commune.

L'Etat malgache, à travers les différents régimes politiques qui se sont succédés a entrepris cette politique de décentralisation pour une meilleure appropriation du développement par la population locale de proximité. Cette appropriation « fait intervenir tous les acteurs de la vie sociale et culturelle, il favorise un meilleur ajustement des services (...), il valorise la richesse des différences comme un facteur de développement. » La décentralisation a un aspect démocratique car elle rapproche le pouvoir, le lieu de prise de décision politique des citoyens : la gestion des affaires locales sont faits par les élus locaux.

La commune est à ce jour la collectivité territoriale décentralisée de base et les fokontany qui la constituent, les cellules d'action pour le développement.

La commune dans la planification et la coordination de ses actions en vue du développement a mis en œuvre le Plan Communal de Développement (PCD). Ce document

¹⁹ Doctrine qui défend la libre entreprise et la liberté de marché. Le libéralisme économique s'oppose au contrôle de l'Etat des moyens de production à l'intervention de celui-ci dans l'économie.

cadre détermine les buts que se fixe la commune en matière de développement : les objectifs, les axes stratégiques, les programmes et les différents projets définis et dotés d'une faisabilité du point de vue technique autant qu'économique pour atteindre les buts fixées. Les besoins de chaque fokontany y transparaissent de manière à faciliter la gestion du territoire.

1-2-4-3. Développement rural et politique agricole malgache

Communes urbaines et rurales sont tout deux sollicitées dans l'accomplissement du développement à l'échelle nationale. Cependant on a toujours attribué une grande importance au monde rural : « le choix de la politique agricole influe dans l'accomplissement du développement rural. Il faut bien déterminer la place que peut tenir l'agriculture pour la satisfaction des besoins du marché intérieur, et par la suite, réaliser les ambitions qui lui ont été assignées pour l'exportation. »²⁰

- L'Etat colonial français a fait l'effort de créer des structures d'appui pour le secteur rural à travers les CAR (Collectivités Autochtones Rurales), ensuite les CRAM (Collectivités Autochtones Rurales Modernisées) dans la distribution et le commerce de petits matériels agricoles, l'appui technique et financier. Malheureusement, elle n'a pas atteint les masses paysannes mais ont seulement bénéficié aux notables.

- Dans les années qui suivirent l'indépendance, l'Etat malgache a concrétisé une grande nationalisation des firmes et d'entreprises, a aboli les impôts. Pour se libérer des importations étrangères, l'Etat s'est reposé sur les produits d'exportations (café, vanille, letchis...) et s'est investi dans l'exploitation paysanne : des crédits pour l'achat des tracteurs, d'intrants agricoles et autres.

- Dans les années 2000, les institutions malgaches ont instauré un Projet de Soutien au Développement Rural (PSDR). Ce document appuie sa stratégie agricole et rurale par le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR). Le PADR est un cadre de conception, de définition et d'orientations des stratégies et des programmes de développement à Madagascar. Il a en ces temps constitué le référentiel unique de toutes les interventions en matière de développement dans le monde rural. Le PADR fut ensuite relis à jour et prit le nom de PNDR ou Plan National pour le Développement Rural.

²⁰ LEROY, « exode ou mise en valeur des campagnes », collection la terre, Edition Flammarion, Paris, 1958

- Le dernier document cadre en date pour le développement national de l'Etat malgache, a quant à lui définis ses objectifs en vue de ce développement par des engagements dont le n° 4 est dédié au Développement rural, comportant six défis.

L'importance accordée au monde rural s'accroît depuis ces dernières années, cela peut se voir dans l'effort de l'Etat malgache à travers la politique de développement agricole et d'équipement rural : des recherches, des vulgarisations, des aménagements fonciers, l'amélioration des infrastructures, etc.

1-3. Conceptions diverses sur la pauvreté

Le concept de « pauvreté » est relatif et ambigu : en effet, il dépend d'un milieu à un autre, d'une circonstance à l'autre, d'une situation socioéconomique à l'autre. Ainsi, ce qui est « pauvreté » dans un milieu donné ne l'est nécessairement pas dans un autre.

1-3-1. Les causes de la pauvreté dans le Tiers Monde

Les causes de la pauvreté dans le Tiers Monde sont multiples et variées. Elles peuvent être groupées, en deux grandes catégories à savoir les causes naturelles et les causes humaines²¹.

- On entend par « cause naturelles », les phénomènes tels que les déserts, les feux de brousse, les éruptions volcaniques, les séismes, les invasions d'insectes, les crues, les cyclones, etc. Ces phénomènes sont imprévisibles car ils ne dépendent pas de l'homme, étant eux-mêmes au-delà de son contrôle (...), Ils rendent la vie des habitants d'une région difficile, voire même impossible.

- Quant aux causes dites « humaines », il s'agit de l'irresponsabilité de l'homme, de l'aveuglement et de l'ignorance, du manque de volonté à sortir de cet état. Certaines autres causes sont dues à l'oppression de l'homme (...), il s'agit de l'injustice sociale et de la discrimination, de la violence.

- Ainsi qu'on peut le constater, les habitants du Tiers Monde, bien que dotés de grandes richesses naturelles, souffrent de biens de maux, liés à eux –mêmes.

²¹ ASSOGBA (Y), « la raison démasquée : sociologie de l'acteur et recherche sociale en Afrique », avril 2007, PUF. Yao.assogba@uqo.ca

1-3-2.Les différents approches de la pauvreté

Si l'on définit la pauvreté, comme un phénomène pluridimensionnel, on est amené à se demander comment mesurer dans son ensemble et comment comparer les avancées sur les différents fronts, chacun pouvant évoluer dans un sens différent.

La pauvreté est un concept multiforme (...) défini par trois approches :

- Selon l'approche monétaire, est pauvre un individu ou un ménage dont le revenu est inférieur à un certain seuil. Ce seuil peut- être en termes absolus ou relatifs. La pauvreté monétaire absolue concerne les individus ou les ménages qui ont des revenus inférieurs à un seuil minimum conventionnel, correspondant à une quantité de biens et services. Ce seuil évolue avec la hausse générale des prix (...). Pour les pays en développement, la banque mondiale et le PNUD ont fixé arbitrairement ce seuil à un dollar par jour.

Cependant, l'approche monétaire adoptée par la Banque Mondiale et le PNUD est réductrice et camoufle certains aspects du problème social qu'est la pauvreté dans le monde. Le seuil de la pauvreté fixé à un dollar par jour ne reflète pas la réalité des conditions de vie des populations des pays de développement, qui avec un revenu allant de deux (...) voir cinq dollars par jours, ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels en alimentation, habillement, logement, santé et éducation.

- Pour contourner ces problèmes, l'approche subjective de la pauvreté se réfère non plus au jugement de l'expert, mais à l'opinion de la personne interviewée de sa propre situation financière et son bien-être car, définis sur une échelle, ce dernier est relatif. Autrement dit, pour bien saisir le concept de pauvreté, mieux vaud se placer sur le terrain social et naturel à partir de la relation qu'un individu entretient avec son environnement. Mais il est à noter que, dans chaque société, on rencontre de personnes qui ne peuvent absolument pas être en mesure de subvenir à leurs besoins primordiaux (logement, nourriture, vêtement...). Ils sont pauvres par rapports à eux- même, n'ayant aucun espoir de vie, étant misérables ; ils doivent ainsi lutter pour leur propre survie et avec beaucoup de peine. Il s'agit là de pauvres « absolus ». Est alors pauvre la personne qui se déclare comme telle. On est parfois prompt à qualifier de « pauvre » une personne parce qu'on la comprend selon la vision que l'on a plutôt du monde plutôt que la sienne.

Le reproche que l'on fait à cette méthode est qu'elle ne précise pas comment les répondants définissent leur champ de référence lorsqu'on leur demande de se situer par rapports « aux gens comme eux ».

- Enfin, pour définir la pauvreté, les sociologues préfèrent se baser sur le critère principal de « conditions de vie ». Cette approche insiste sur l'idée que ce n'est pas le

manque de tel ou tel matériel ou service qui permet de définir la catégorie de pauvreté, mais le cumul de privations. On utilise alors le concept de « déprivation », qui renvoie à l'avoir des biens matériels essentiels, aux conditions de vie et aux possibilités de participation à la vie sociale.

1-3-3.La lutte contre la pauvreté

Il est facile de déclarer que la pauvreté peut- être éradiquée par un afflux d'aide étrangère en direction du Tiers- Monde. L'aide en soi est bonne, dans la mesure où elle est constitue un signe de sympathie et d'encouragement en faveur des nécessiteux. Pourtant, il apparaît que l'aide ne peut pas être une solution durable vis- à -vis du problème de la pauvreté dans le Tiers Monde. Ce dernier a besoin de l'aide étrangère dans la mesure où ces aides doivent aider à conduire vers l'indépendance et l'autonomie, (...) vers le refus de la misère.

1-4-La sociologie compréhensive

La sociologie définie par Max Weber est « une science qui se propose de comprendre par interprétation l'activité sociale ». Elle est aussi « une science qui se focalise sur l'action des individus ». Cela revient ainsi à expliquer les causes et les effets de l'action des hommes. Le sociologue doit donc par là « chercher à comprendre les raisons qui ont poussé un individu à agir de telle ou telle manière ainsi que les conséquences de son action » dans la société. Pour Weber, en reconstruisant le sens que les individus donnent à leurs actions, on peut expliquer le fonctionnement de l'activité sociale. Dans la sociologie compréhensive, Weber insiste sur le fait qu' « on ne saurait rendre compte de la réalité sociale par la seule explication causale ». Cette explication causale est surtout usitée par les sciences de la nature vis- à- vis des faits se passant dans le monde social, elle (l'explication) trouve sa légitimité dans les expérimentations sans cesse renouvelés. Comme on dit : les mêmes causes engendrent les mêmes effets. « Il faut compléter celle ci par la compréhension qui consiste à saisir le motif des actions des hommes et à interpréter la signification qu'ils leurs donnent ». A aucun moment il n'oppose radicalement l'explication et la compréhension ; au contraire, il les associe. Il s'agit donc d'ajouter à la connaissance par les causes l'interprétation qui « s'efforce de saisir les sens que les hommes donnent à leurs activités »²².

²² LAZEGA, « réseaux sociaux et structures relationnelles », collection Que- sais- je, Edition PUF, 1998.

1-4-1. La rationalité des individus

Le cœur de la théorie de Weber part de l'individu pour expliquer la société, ces derniers de par leur rationalité peuvent aller à l'encontre de la nature. Ce dernier est doté de buts et de motivations, ses actions sont rationnelles et conformes à ses motivations. Dans l'esprit des sociologues, la rationalité est définie de façon assez générale comme « un type de conduite qui s'oppose aux actions routinières guidées par la tradition, aux actions émotives guidées par les passions ou encore aux croyances guidées par les préjugés ». De même que le comportement des acteurs sociaux ne sont pas dictés uniquement par des contraintes ou des idéologies qui les embrigadent ».

1-4-2. Structures relationnelles et rationalité

Pour étudier les phénomènes sociaux, il faut prendre en compte les formes de « rationalité » des acteurs qui admet que ces derniers ont besoins de moyens et de ressources, lorsqu'ils cherchent à atteindre des buts. Leurs relations sociales peuvent représenter une partie de ces ressources, ou des moyens d'accès à ces mêmes ressources détenues par d'autres (...). Une méthode de contextualisation relationnelle de l'action individuelle et collective permet de donner un sens sociologique aux comportements d'un ensemble fini d'acteurs en les situant dans leur contexte. Ce contexte est reconstitué d'une manière particulière : au moyen de la connaissance des relations ou échanges entre acteurs (...). Si les relations peuvent être comprises comme des transferts ou des échanges de ressources de toutes sortes, le contexte est « résumé » par des régularités observées de ces échanges. Ces régularités imposent des contraintes et offre des opportunités au membre du système qui cherche à accéder à ces ressources. Les interactions liées aux échanges influent donc directement et indirectement sur les comportements. Le mécanisme par lequel ces contraintes et opportunités sont engendrées est basé sur l'interdépendance des acteurs. Du fait de ces régularités, de ces contraintes et de ces opportunités, on parle de ce contexte comme d'une « structure » (...). Les membres d'un ensemble social ont souvent un choix, ne serait-ce que minimal, entre partenaires d'échanges. Autrement dit, les interactions entre les membres contribuent à restructurer, parfois à modifier, leur environnement(...).

Décrire la structure relationnelle d'un système consiste d'abord à identifier des sous-ensemble d'acteurs à l'intérieur du système. Ces sous-ensemble peut être reconstitués à partir d'une mesure de la cohésion ou de la densité des relations entre acteurs : on peut

penser par exemple, qu'un sous- ensemble d'acteurs constitue un véritable groupe si les relations entre eux sont fortes. La contrainte vient de ce que l'acteur ne peut pas remplacer la personne avec qui il est en relation, avec laquelle il traite ou interagit(...). Un acteur autonome est un acteur qui profite de l'absence de relations entre sous- ensemble d'alter et qui occupe une position d'intermédiaire indispensable entre ces deux parties non reliées entre elles et non organisées. Il est donc en position de gérer efficacement des sources de contraintes différentes. On est autonome lorsqu'on ne peut être mis sous pression ni remplacé par ces deux parties, et que ces dernières sont peu centralisées. L'autonomie est alors étroitement liée à la présence d'opportunités puisque l'acteur peut tirer profit de l'absence d'organisation de chaque partie potentiellement contraignante et de l'absence de relations entre elles.

1-4-3. Les types d'activités des individus selon leur rationalité

Weber définit une action sociale comme un comportement volontaire dirigé vers autrui, les sociologues parlent aujourd'hui « d'interactions ».

Ce faisant, Weber distingue quatre types idéaux d'activités suivant le degré de rationalité.

- l'action traditionnelle, comportement guidé par la coutume ou une croyance de longue date. Ex : le signe de la croix pour un catholique
- l'action affective qui résulte de l'émotion. Ex : une gifle donnée sous le coup de l'émotion
- l'action rationnelle « en valeur », qui ne tient pas compte des avantages ou inconvénients qu'elle peut procurer. Ex : le respect de la parole donnée.
- l'action rationnelle « en finalité », motivée par un calcul coûts / avantages. L'individu se fixe un objectif et détermine les moyens les plus efficaces pour y parvenir. Les moyens mis en œuvres sont adaptés aux buts recherchés. Ex : l'entrepreneur qui divise le travail pour améliorer la production.

Dans les deux premiers types d'actions, l'individu a une faible conscience du sens qu'il donne à son action ; dans les deux dernières types d'actions, l'individu au contraire a une forte conscience du sens qu'il donne à son action et l'on peut dire ici que l'individu est vraiment rationnel.

1-4-4. Conséquence de la rationalisation des activités sociales

Pour expliciter cette rationalisation des activités sociales en question, nous avons sélectionné ce passage de la synthèse réalisée par Pascal Bailly²³ concernant la rationalisation : « cette rationalisation des activités sociales caractérise le fait que les actions rationnelles en finalité prennent le pas sur les actions traditionnelles (...) ». La conséquence de cette rationalisation est le désenchantement du monde qui signifie que la magie et le surnaturel disparaissent progressivement comme moyens d'explications du monde. Peu à peu, la science remplace la religion sous différentes formes comme moyens d'expliquer les phénomènes dont les hommes sont témoins(...) .Pourtant la science ne peut pas donner un sens à la vie en « disant » aux hommes selon quels principes ils doivent vivre, ce que font les religions. Il ne faut pas se méprendre sur la portée exacte de la rationalité, elle ne se porte pas sur un but à atteindre mais sur la rigueur des moyens. Peu importe que le but soit utile ou non, l'essentiel est que la démarche, soit rationnelle. Le modèle ne vise pas forcément à décrire les comportements réels mais plutôt à déterminer les meilleurs choix possibles. Il est vrai qu'on ne dispose pas toujours de toutes les informations nécessaires pour faire le meilleur choix (...), être rationnel ne signifie pas être infallible, mais être capable de tirer des enseignements de ses erreurs (...). Il faut considérer l'acteur social comme « un animal qui évite les gaffes » plutôt qu'un « animal rationnel ».

Max Weber montre que le processus de rationalisation entraîne le déclin des mythes et de la pensée magique, développe l'esprit scientifique et le calcul rationnel. Cependant une question demeure au centre des débats : les cultures traditionnelles en Afrique font-elles obstacles à cette rationalité ? Le comportement des africains semble t-il est à l'opposé de celui de l'homo- économique. Les rapports au temps et à l'argent, la persistance de la pensée magique excluent toute maîtrise rationnelle du monde. L'épargne et l'investissement sont des notions étrangères aux cultures africaines. Les solidarités familiales freinent l'individualisme et l'esprit d'entreprise. Et si cette persistance des cultures traditionnelles étaient les meilleurs façons pour les Africains d'être rationnels. Ils sont peut- être rationnels mais autrement que le serait un occidental.

1-5. La motivation

Au sens courant, « être motivé », c'est vouloir quelque chose intensément et volontairement. La motivation est décrite à travers le processus qui pousse un individu à s'engager dans une action ou une expérience jusqu'à l'aboutissement d'un objectif.

²³ PASCAL (B), Max Weber et le processus de rationalisation des activités sociales (essai de synthèse)

Il nous faut cependant signaler que la démarche de la motivation emprunte celle de la psychologie : « la démarche inductive, à laquelle incite le questionnement quant à la motivation, est absolument la même que celle de la science psychologique généralement à l'égard de la personne ».

1-5-1. Manifestations de la motivation

La motivation se manifeste habituellement par le déploiement d'une énergie, sous divers aspects tels l'enthousiasme, l'assiduité, la persévérance, etc. En termes de comportement, la motivation possède différentes valeurs qui devraient nous aider à ne pas faire une conclusion trop hâtive.

La motivation se diversifie selon l'environnement d'un individu donné et des situations auxquels il est confronté d'où l'acceptation de ces différentes sortes de motivations.

- La motivation habituelle : selon les habitudes de l'individu, la motivation engage ce dernier dans toutes les situations favorables à son expression. Par exemple : l'entrain d'un étudiant dans l'étude d'un ouvrage particulier qui sera en partie dépendant de son goût pour la lecture.

- La motivation situationnelle : dans une situation collective par exemple, où l'on note que les motivations individuelles diffèrent à travers les conduites. Cela peut se manifester soit par l'apprentissage, la compétition ou bien l'activité collective.

- La motivation intime : au niveau psychologique par rapport à l'individu lui-même, à ses attentes. Choisir par exemple entre l'action et le repos. Il peut y avoir un renforcement positif ou un apprentissage par l'observation.

1-5-2. La hiérarchie des besoins de Maslow

Nombres de théories de la motivation ont été élaborés, celle de Maslow a retenu notre attention concernant la pyramide des besoins qu'il a élaboré. Il est à noter que cette pyramide s'est imposée dans le domaine de la psychologie du travail pour sa commodité. Pour notre part, nous retiendront particulièrement les différentes hiérarchies de besoins source de motivations et représenté par le schéma suivant.

Interprétation n ° 1 : La pyramide des besoins de Maslow

Besoin de réalisation de soi

Développement des connaissances, valeurs...

Besoin d'estime de soi

Sentiment d'être utile et d'avoir des valeurs...

Besoin d'amour, d'appartenance

Avoir un statut, être aimé...

Besoin de production et de sécurité

Maison, emploi, abri...

Besoin physiologique

Faim, soif, repos, vêtements...

Source : l'auteur (2009)

La remarque que l'on peut émettre est que selon de nombreuses expérimentations, l'individu peut ne pas passer par gradation, par hiérarchies selon les besoins qu'il ressent. Cela revient à dire qu'il peut satisfaire des besoins d'ordre supérieur même lorsque ceux de la base de la hiérarchie demeurent insatisfaits.

Pour Claude Lévy, aucun modèle ne peut prétendre synthétiser à lui toute seule toute la dimension du processus motivationnel même si chacun l'éclaire en partie (...). A partir de là, il faut se méfier de recettes toutes faites qui résultent de l'application d'un modèle simple et univoque. La diversité des approches doit servir de grille de lecture pour une approche flexible et une analyse au cas par cas invitant à des solutions spécifiques.

CHAPITRE 2 : MONOGRAPHIE DES DEUX COMMUNES

La monographie permet de connaître l'essentiel sur chaque région, allant du milieu physique et humain aux secteurs sociaux (santé, éducation et culture) ainsi qu'aux secteurs économiques (agriculture, élevage, communication et échanges). Dans ce chapitre nous allons voir la monographie de deux communes où siègent nos deux associations d'étude à savoir la commune d'Ambatomirahavavy et de Fenoarivo.

2-1 . Situation générale

Les communes de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy sont toutes deux des communes rurales : celle de Fenoarivo se trouve dans le district d'Antananarivo Atsimondrano, et celle d'Ambatomirahavavy dans le district d'Arivonimamo. Ces communes sont localisées dans la région Analamanga à une distance respective de 15 et 18 km de la capitale.

La superficie de la Commune de Fenoarivo est de 30km², celle d'Ambatomirahavavy nettement plus grande est de 64.50Km².

2-1-1. La délimitation

Tableau n° 2 : Les délimitations des deux communes

FENOARIVO	AMBATOMIRAHAVAVY
au Nord par la Commune d'Ambavahaditokana ; à l'Est par la Commune d'Ampitatafika ; au Sud par la Commune d'Alakamisy Fenoarivo ; à l'Ouest par la Commune de Fiadanana.	au Nord Ouest par la Commune de Morarano et au Nord Est par la Commune de Fiadanana ; à l'Est par la Commune d'Alakamisy ; au Sud par la Commune d'ambohimandry ; à l'Ouest par la Commune d' Imerintsiatosika

Source : PCD des communes d'Ambatomirahavavy(2003) et de Fenoarivo(2005)

2-1-2. Le relief

Zone de transition économique et humaine, Fenoarivo est aussi une zone de transition physique. Elle est la limite entre la plaine de Betsimitatatra et la zone des collines qui l'entoure. D'un côté, Fenoarivo est constituée de plaine marécageuse dont le type du sol est latéritique ferreux avec les vallées et les flancs de montagne se fertilisent de sédiments issus de l'érosion de la partie sommitale.

Quant à Ambatomirahavavy, le relief est en général assez montagneux dont les sols sont également latéritiques

2-1-3. L'hydrologie

La commune rurale de Fenoarivo est traversée par la Sisaony tandis qu'Ambatomirahavavy est traversée à la fois par les rivières d'Andromba et de la Katsaoka. Les principales sources d'irrigation des plaines des deux Communes sont perturbées : les digues vieillissent faute d'entretiens réguliers, les barrages ralentissent l'écoulement des eaux ou en déversent une trop grande quantité pendant les saisons de pluies. Cela entraîne des problèmes telles que l'inondation des cultures, la prolifération des maladies, la dégradation des voies de communication.

2-1-4. Le climat

Étant donné que les Communes Rurales de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy ne disposent pas de station météorologique. Vu leur proximité avec Antananarivo, elles dépendent de la station nationale d'Ampasampito.

Aussi, les deux communes ont-elles deux saisons bien distinctes :

une saison chaude et pluvieuse de Novembre à Mars

une saison sèche et fraîche d'Avril à Septembre.

2-2. La démographie

Sur le plan démographique, les zones de notre étude sont en pleine évolution. L'effectif des populations recensé en décembre 2005 est de 18 948 pour Fenoarivo dont 1 118 dans le Fokontany de Firavahana ; et de 10967 (recensement administratif en Novembre 2003) pour la commune d'Ambatomirahavavy dont 1064 dans le Fokontany d'Ambatomirahavavy.

Le nombre de population par tranche d'âge est représenté par les tableaux et les graphiques suivants :

Tableau n° 3 : La tranche d'âge des populations

FENOARIVO (1)

AMTOMIRAHAVAVY(2)

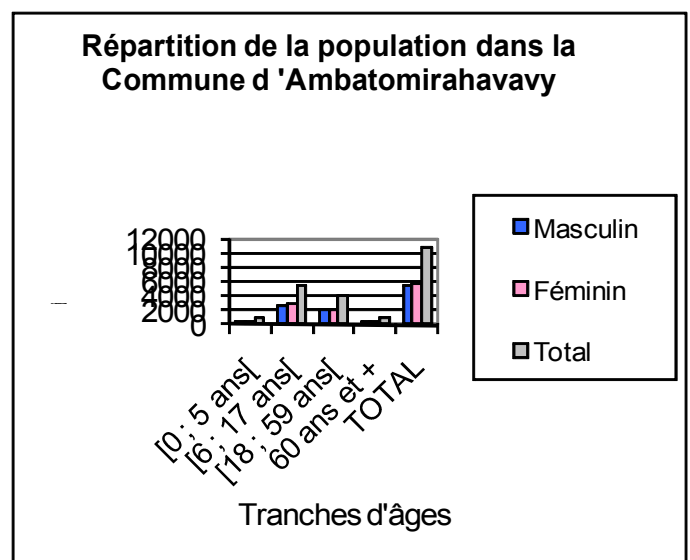
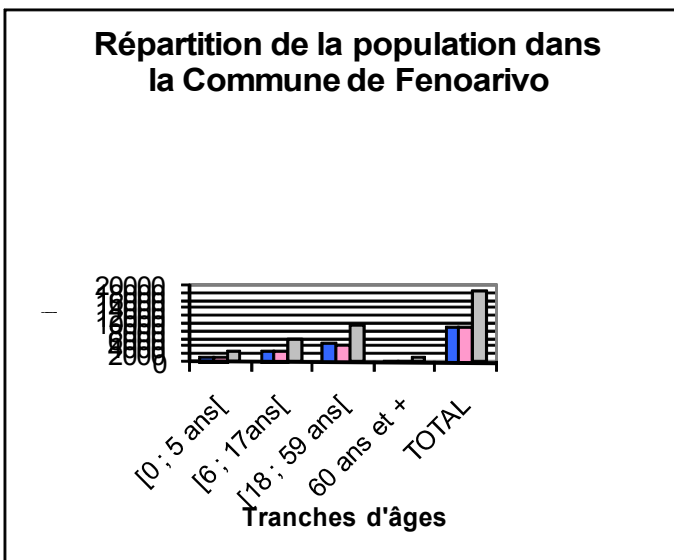
Tranche d'âge (ans)	Masculin	Féminin	Total
[0 ; 5[	1261	1263	2524
[6 ; 17[	2804	2800	5604
[18 ; 59[	4773	4726	9499
[60 ans et +]	386	485	871

Source : PCD de la CR de Fenoarivo

Tranche d'âge (ans)	Masculin	Féminin	Total
[0 ; 5[	324	428	774
[6 ; 17[	2682	2743	5425
[18 ; 59[	1914	2018	3932
[60 et +]	415	421	836

Source : PCD de la CR d'Ambatomirahavavy

Graphique n° 1 : Répartition des populations dans les communes



Source : PCD CR Fenoarivo (2005)

Source : PCD CR Ambatomirahavavy(2003)

Ces graphiques font ressortir les principales caractéristiques qui sont les suivantes dans les cas des deux communes :

Elle montre une prédominance des jeunes :

Un faible taux des personnes âgées ;

Et un taux assez élevé de populations actives.

2-3. Les Infrastructures sociales

2-3-1. Les établissements de santé

Sur ce point, la Commune de Fenoarivo dispose d'un réseau d'infrastructures sanitaires complet : un Centre Hospitalier Universitaire (CHU), un CSBII, une pharmacie, deux dépositaires de médicaments contrairement à celle d'Abatomirahavavy qui ne possède qu'un CSBI et un CSB II.

2-3-2. Les établissements scolaires

L'enseignement dispensé à Ambatomirahavavy n'est que du niveau I, l'EPP au nombre de 17 avec un seul CEG comme établissement de niveau II. Fenoarivo possède un plus grand nombre d'établissements avec 15 de niveau I, quatre établissements de niveau II et deux de niveau III. Ces établissements sont malgré tout insuffisants vu le nombre d'enfants scolarisables. Les missions religieuses essayent de combler ce manque ; Par contre s'ajoute à cela le problème de l'écolage que les parents n'arrivent pas à payer à cause de leur niveau de vie.

2-3-3. Les Infrastructures culturelles et sportives

Les infrastructures culturelles et sportives rencontrent en majorité des problèmes d'entretien et d'animation. Il n'y a que la Commune de Fenoarivo qui est dotée de 2 Tranompokonolona faisant office de salles polyvalentes pouvant servir de salle de réunion, de salles de fêtes et de spectacles. Le loisir qui reçoit le plus d'adhésion reste le foot, suivi par le basket puis le volley. Deux terrains de football public existent mais ils ne sont pas bien entretenus. Ainsi, le sport est, d'une manière générale, plus ou moins délaissé, faute d'équipements, d'installations et d'encadrement.

2-3-4. Les infrastructures culturelles

Ce tableau résume la répartition des églises qui existent dans les deux communes.

Tableau n°4 : les infrastructures de culte dans les communes

	FENOARIVO	AMBATOMIRAHAVAVY
ECAR	3	5
FJKM	4	8
ANGLICANE	1	-
JESOSY	1	1
MAMONJY		
ADVENTISTE	1	1
PENTECOTISTE	1	1
ASSEMBLEE DE DIEU	1	-
APOCALYPSE	1	-

Source : PCD de la CR de Fenoarivo(2005) et d'Ambatomirahavavy(2003)

2-4. Profil économique des deux Communes

2-4-1. Les pratiques culturelles

L'agriculture constitue l'activité principale de la population rurale dans les deux communes. Les données suivantes montrent l'ampleur des activités culturelles. Toutes les zones cultivables sont exploitées. Les tableaux représentés ci-dessous mettent en évidence le problème du secteur et montrent l'importance de l'exode rural.

Tableau n ° 5 : Les différents types de cultures et les superficies exploités

Types de cultures	Fenoarivo	Ambatomirahavavy
Riz	560 Ha	800Ha
Racines et tubercules	69Ha	585Ha
Légumes	300Ha	200Ha
Mais	-	25Ha
Agrumes	300Ha	-
TOTAL	1229Ha	1610Ha

Source : PCD des CR Fenoarivo (2005) et Ambatomirahavavy (2003)

D'après ce tableau, la plus grande partie de surfaces exploitées pour les productions vivrières pour la consommation des familles qui sont le riz, vient ensuite les racines et les tubercules en complément pendant la période de soudure. Une grande partie des cultures maraichères sont destinées à la vente. L'orangerie de Fenoarivo fait la renommée de ses mandarines greffées à travers l'Ile.

2-4-2. L'élevage

En matière d'élevage, toutes les filières y sont présentes comme le montre le tableau ci-dessous. Néanmoins, l'élevage reste une activité secondaire d'appoint en complément des activités culturelles. Plus récemment, la population dans la commune a commencé à pratiquer l'élevage moderne de volailles, notamment les poules pondeuses.

Tableau n° 6 : Effectif du cheptel

Type d'élevage	Fenoarivo	Abatomirahavavy
Bovins	1 751	2 242
Vaches laitières	248	-
Volailles	40 582	10 590
Porcins	290	530
Ovins	10	-

Source : PCD des CR Fenoarivo (2005) Ambatomirahavavy (2003)

L'élevage fournit de l'engrais naturel et une force de travail pour les travaux de labour. On remarque que les deux communes depuis quelques années s'investissent beaucoup dans l'élevage moderne de volailles notamment de poules pondeuses. Dans certains fokontany, une partie de la population essaie de professionnaliser ce secteur en faisant de l'élevage à cycle court de poulet de chair et de vaches laitières.

2-4-3. La pisciculture

La pisciculture se pratique de manière traditionnelle : dans les étangs ou en rizipisciculture. Ces pratiques se basent sur la multiplication naturelle des poissons. Les produits que l'on en tire sont destinés à la vente et la consommation. La commune d'Ambatomirahavavy en possède un très grand potentiel dans ce domaine grâce à

l'existence de lacs dont celui de Mangidy qui est le plus grand et exploité ensemble par les communes d'Ambatomirahavavy et d'Alakamisy se partagent dans sa partie Sud Est.

2-4-4. L'artisanat

La principale base de l'artisanat est la vannerie (broderie, confection...). La commune de Fenoarivo se distingue par la confection d'instruments de musique traditionnels (aponga, kabôsy), d'autant plus que les célèbres « mpanao hira gasy » des troupes Ramilison et Sahondrafinina y résident.

2-4-5. L'environnement

La commune de Fenoarivo ne connaît pas les feux de brousse. La grande majorité des terrains est exploitée en rizière et en verger. Par contre, la commune d'Ambatomirahavavy en est quelque peu victime malgré les activités très dominantes annuelles exercées par les différents ministères.

L'agriculture et l'élevage sont les mamelles nourricières des familles, pourtant ces pratiques s'avèrent insuffisantes. Pour joindre les deux bouts, de nombreuses familles s'emploient à des activités annexes, source complémentaire de revenu à savoir l'artisanat, la pêche ou bien le commerce (gargote, épicerie, etc.). D'autres exercent des activités en dehors de la Commune en tant que salariés et journaliers.

Les principaux handicaps de ces agriculteurs et éleveurs, comme toujours, se trouvent au manque d'encadrement en vue de l'amélioration du rendement mais surtout au problème d'écoulement des produits (mauvais état des pistes), à la concurrence (les Communes environnantes qui pratiquent les mêmes activités).

2-5. Historique des communes

2-5-1. Historique de la commune de Fenoarivo

La zone de Fenoarivo se situe au carrefour des vestiges de l'histoire et de la culture de l'Imerina Andriantsihanika, Antsahadinta, Antongona sont des sites importants dans le processus de formation de la royauté. Il a aussi été une étape dans la marche vers l'Ouest lors de la conquête du Menabe. Centre du « Foko des Zanakantitra » du temps du royaume de Madagascar, Fenoarivo continue jusqu'à présent à perpétuer la tradition au travers de cérémonies religieuses à l'endroit des ancêtres au site d'Andriatsihanika.

Durant le règne d'Andrianampoinimerina, Fenoarivo faisait partie des 12 collines de l'Imerina, Ampandrianomby était son nom à cette époque.

Lors de la conquête de Bongolava, à Fenoarivo était le dernier centre de recrutement des soldats. On y a atteint le chiffre 1 000. D'où son nom actuel de Fenoarivo.

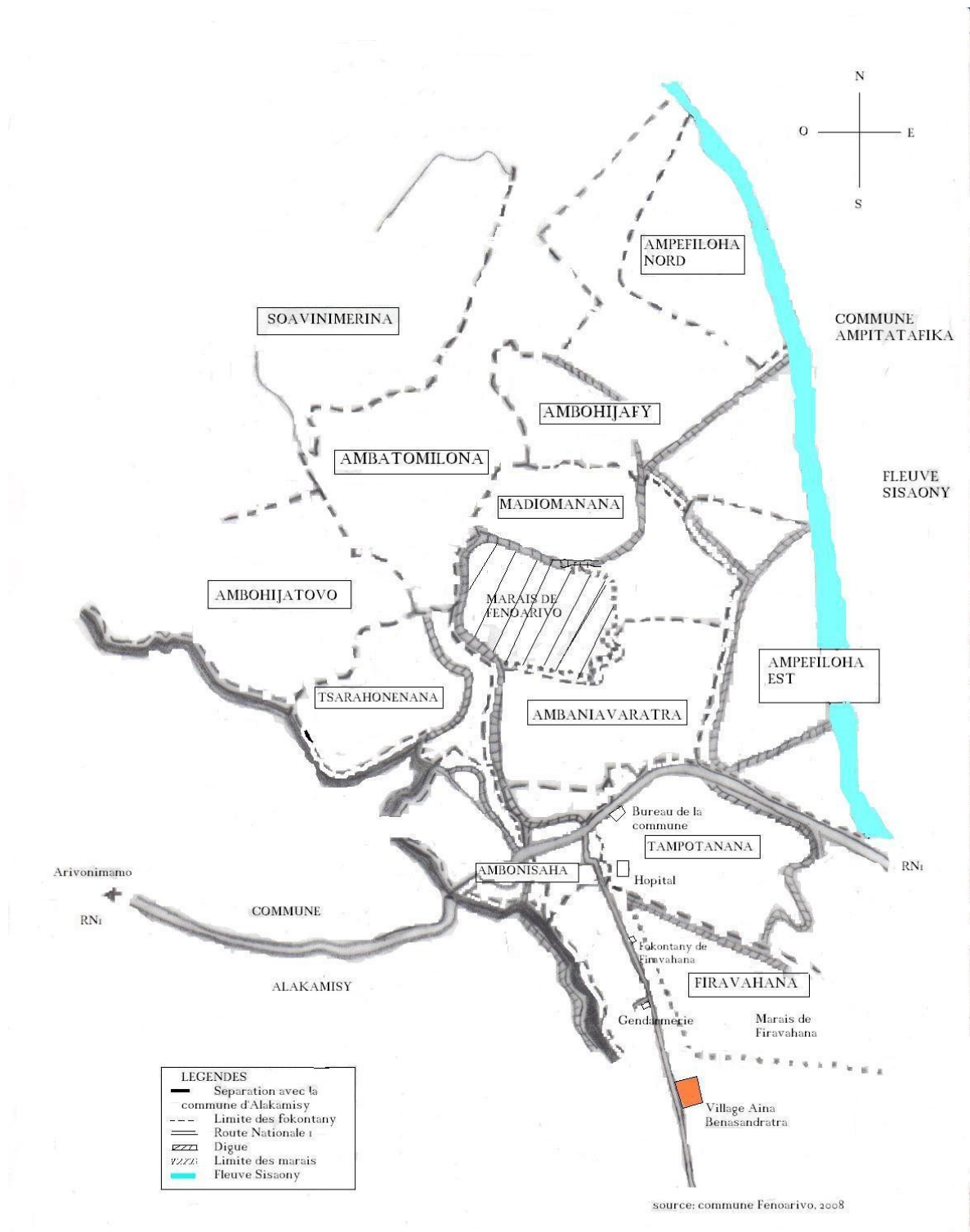
2-5-2. Historique de la commune d'Ambatomirahavavy

Miadana était l'ancien nom de la commune d'Ambatomirahavavy. A l'origine s'implique l'histoire d'une famille de boucher qui avait deux filles. Un jour deux jeunes gens vinrent à les demander en mariage. Ils emmenèrent donc les deux jeunes filles du côté de Tsiroanomandidy. Les parents ne revirent plus jamais leurs filles. Accablés d'un immense chagrin, ils érigèrent un monument de pierre surplombé par deux stèles en souvenir de leur fille.

Les croquis suivants nous montrent l'organisation spatiale des deux communes, on peut y apercevoir :

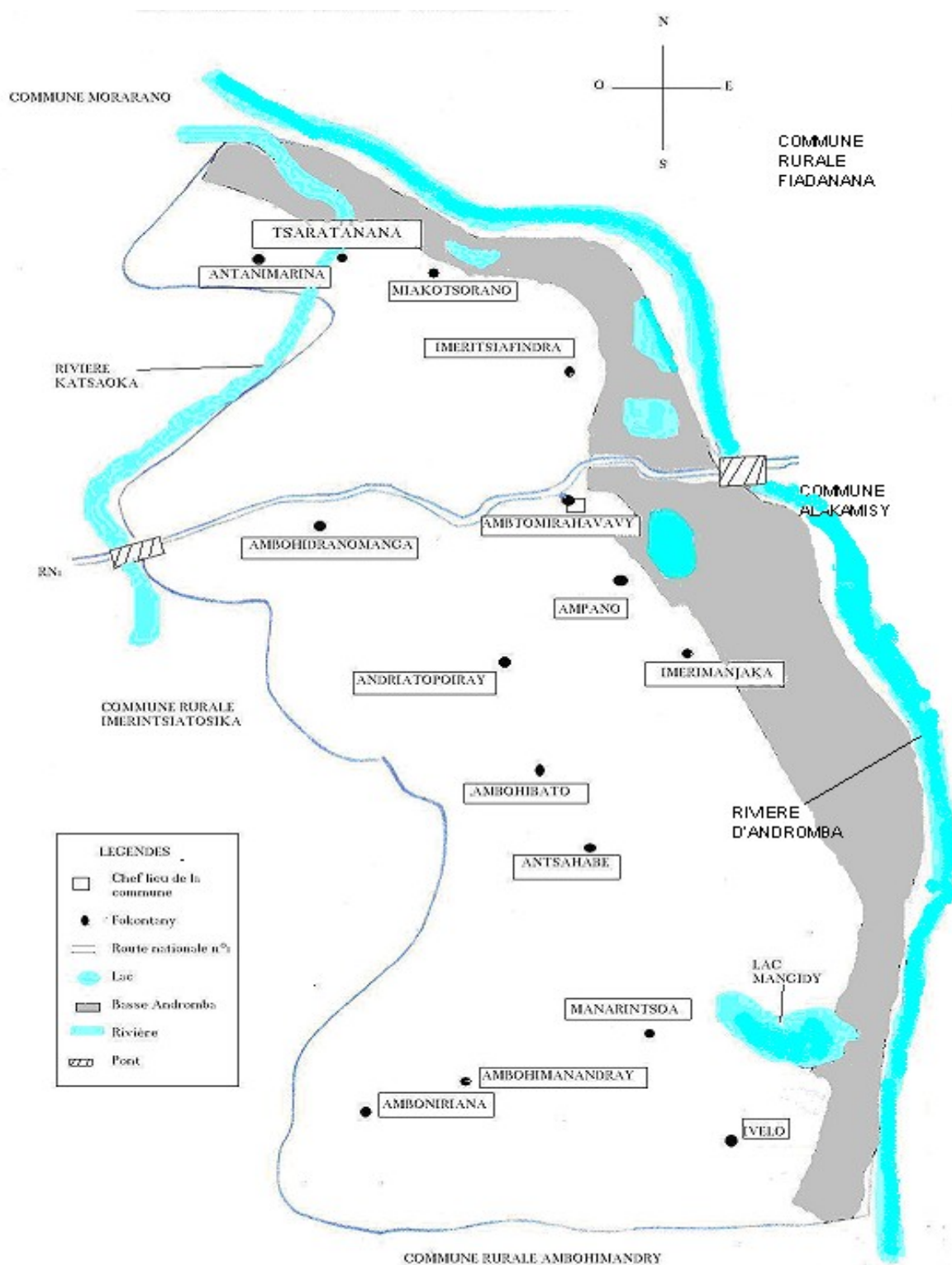
- les limites administratives des différents fokontany dans les deux communes ;
- l'hydrologie : les fleuves, les rivières, les marais et les lacs qui sillonnent dans les communes ;
- les infrastructures hydrauliques et routières.

Croquis n°1 : la commune rurale de Fenoarivo



Source : commune de Fenoarivo (2005)

Croquis n° 2 : la commune rurale d 'Ambatomirahavavy



Source : commune d'Ambatomirahavavy (2003)

2-6. Des communes et de leurs moyens d'action pour le développement

Vers la fin des années 90, le gouvernement a intimé toutes les communes de Madagascar à élaborer leur plan de développement. S'en est sorti un document cadre où figurent les atouts et les projets de chaque commune, les objectifs et les moyens à mettre en oeuvre, les résultats escomptés à court, moyen et long termes suivant les besoins et les aspirations de la population. Les communes de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy n'ont pas failli à la confection de leur PCD, tout en tenant compte de leur spécificité propre.

2-6-1. Les actions de développement dans la commune de Fenoarivo

La visée suprême réside en l'amélioration des conditions de vie des habitants par le biais du développement socio-économique de la commune. Les participants à l'élaboration du document ont souligné entre autre :

- la réhabilitation des bâtiments publics (mairie, bureaux de chaque fokontany) et de la mentalité des agents pour la bonne gouvernance ;
- la dotation en eau potable des fokontany : adduction, distribution et entretien des bornes fontaines ;
- la restauration des infrastructures hydroagricoles (barrages et canaux de dérivation), piliers certains du développement pour les agriculteurs ;
- l'électrification rurale est surtout la rénovation des voies de desserte facilitant l'évacuation des produits ;
- la facilitation des échanges entre les habitants de la commune de Fenoarivo et ceux des environnants en vue de stimuler la concurrence saine et entraînante ;
- la coordination des aides et appuis aux paysans laborieux et productifs.

2-6-2. Les actions de développement dans la commune d'Ambatomirahavavy

Les projets arrêtés par la commune d'Ambatomirahavavy se diversifient :

- dans le domaine de la santé par la construction d'un centre de santé de base niveau un (CSB I) dans la partie sud de la commune et par la réhabilitation de deux CSB I et II à Ambatomirahavavy même ;
- en éducation, la commune projette de doter d'un EPP tous les fokontany tout en les renforçant en appui matériel et humain (bancs, enseignants...)

- en infrastructures publiques, la construction d'un Hotel de Ville pouvant abriter tous les services administratifs ainsi que les services techniques d'appui, dotés de matériels plus performants (information)
- sur l'agriculture et l'élevage, qui occupent la majorité du temps des habitants, le plan communal détaille les priorités à entreprendre à tous les niveaux et par les différents acteurs. Les paysans d'une part, se prononcent pour un encadrement plus poussé des techniciens. Facilite l'acquisition des matériels agricoles (charrue, sarceuse...) et des intrants (herbicides, engrais) par les responsables communaux, d'une part, est leur revendication. La vulgarisation du système de crédit et de l'initiation aux techniques modernes d'élevage à cycle court (poulet de chair, volaille...) figurent dans leurs aspirations réalisables.

La participation de la population surtout paysanne lors de l'élaboration de ces plans communaux de développement était concluante. Il incombe à chacun de traduire en acte toutes ces décisions.

Conclusion de la 1^{ère} partie

Les paysans malgaches, dans la logique de l'autosubsistance, dépensent facilement leurs gains pour compenser les efforts fournis. Les projets de développement sont là pour aider les paysans à adopter un comportement plus rationnel à travers les formations et les vulgarisations. La politique malgache du développement tente de concilier les exigences extérieures, c'est-à-dire des bailleurs de fonds, avec les réalités du pays. Le développement du monde rural malgache est en marche.

Chacune des communes étudiées possèdent des potentialités économiques non-négligeables : population active nombreuse et jeune, vastes étendues cultivables et fertilisables, disponibilité des ressources en eau, etc.

Deuxième partie :
**LES ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT
DES ASSOCIATIONS**

Dans cette seconde partie, nous allons, dans un premier temps, présenter le Village Aina avec ses structures d'encadrement. Ensuite, nous ferons une étude approfondie des associations Lovasoa et Valisoa à travers leurs activités agricoles qu'elles pratiquent ainsi que les facteurs fonciers, substrat de toute activité agricole. Nous évoquerons également les impacts des actions du village Aina en étudiant leur adéquation avec les attentes et les aspirations des paysans.

CHAPITRE 3 : LE VILLAGE AINA ET LES ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES DES AIDES

Une présentation du village Aina en premier lieu s'impose. Définir et identifier ses activités permet de mieux cerner son implication envers les associations des paysans membres.

3-1. Etat des lieux

3-1-1. Situation géographique et infrastructures du village Aina

Le village Aina est situé dans le quartier de Benasandratra, dans le Fokontany de Firavahana, Commune rurale de Fenoarivo, région Analamanga.

Le Village Aina se trouve à 1.5km environ au Sud du chef-lieu de la Commune rurale de Fenoarivo.

Le domaine du village Aina s'étend sur une superficie totale de 4,11 Ha. Des bâtiments au nombre de dix sont érigés sur 1,700 Ha et qui servent respectivement de :

- résidence à la congrégation des Sœurs des Filles de la Sagesse ;
- de réfectoire avec une salle de conférence ou de formation ;
- chapelle ;
- garage ;
- grenier communautaire ;
- et enfin de maisons d'hôtes.

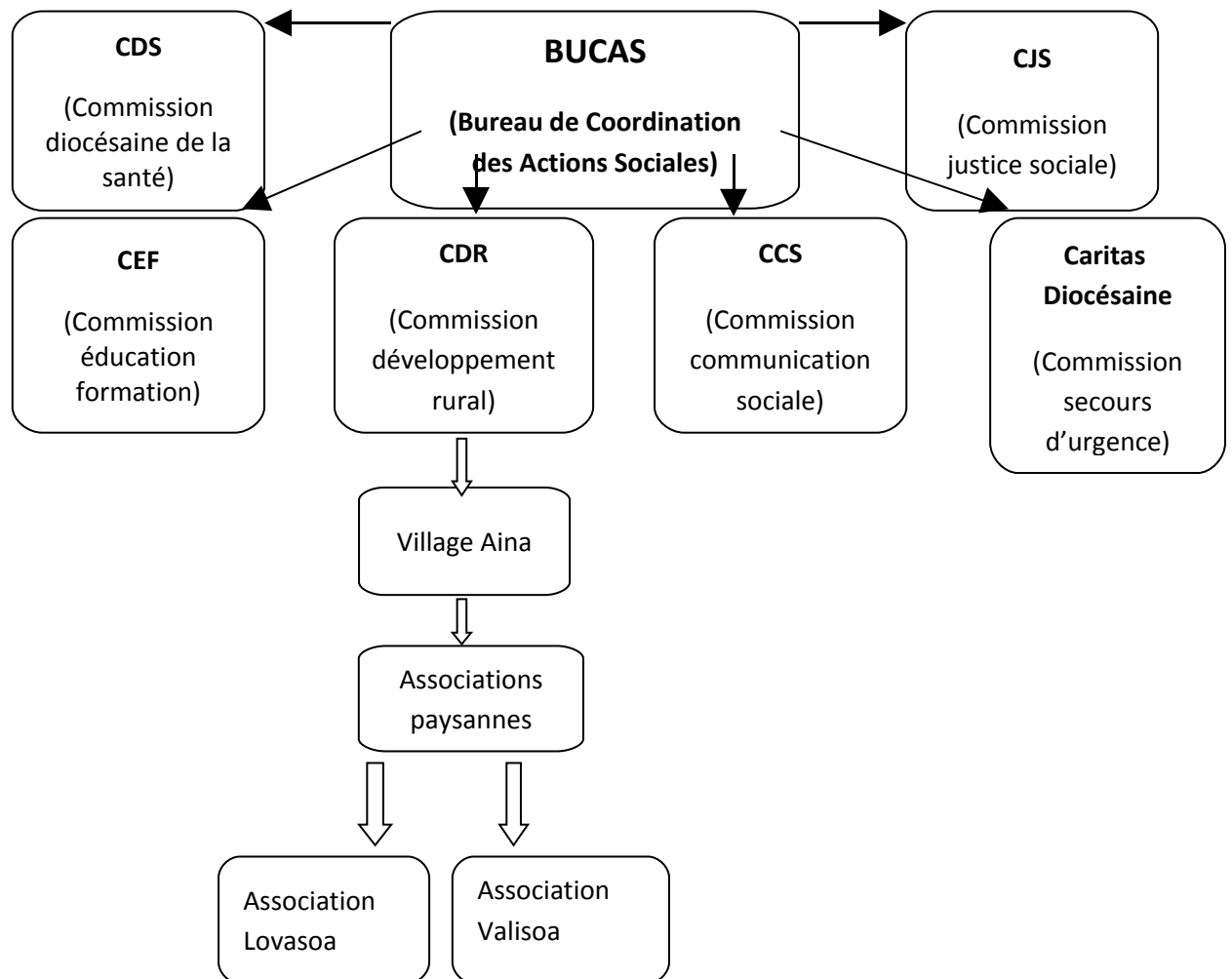
La ferme, qui occupe les 2.41Ha restants est constituée :

- d'un bâtiment qui sert aussi bien d'étable, de poulailler que de clapier ;
- d'un potager ;
- d'un verger ;
- d'un étang qui est réservé à l'initiation de la pisciculture ;
- d'une pépinière dont les plantes sont destinées à la vente ;
- d'une réserve pour la fabrication et l'utilisation des engrais pour les besoins de la culture du village ;
- et en dernier lieu, d'une terre en friche pour les applications et les démonstrations pendant les formations.

Il est à souligner que les cultures et les élevages entrepris par le village Aina lui servent aussi bien de moyen d'autosubsistance que de vitrine pour les paysans agriculteurs.

3-1-2.Organigramme du village Aina

Schéma n° 1 : schéma de représentation de l'organigramme du village Aina



Source : composition personnelle (2009)

Le BUCAS ou bureau de coordination des actions sociales est un service dans l'Eglise catholique au sein du diocèse d'Antananarivo. Il facilite la collaboration des structures intermédiaires tels les agents pastoraux, les acteurs sociaux qui selon la conception chrétienne du développement se basent sur l'autopromotion afin d'améliorer les conditions de vie de la population malgache en général et celles des plus défavorisées en particulier. Le BUCAS avec ses différents réseaux les accompagne à travers des actions d'information, de concertation, d'animation et de formation en vue d'optimiser les compétences des acteurs sociaux dans leurs domaines respectifs. De ce fait, le BUCAS a mis en place sept branches ou appelées commissions qui sont : la Commission diocésaine de la santé (CDS), la commission éducation formation (CEF), la commission

développement rural (CDR), la commission communication sociale (CCS), la CARITAS Diocésaine (Commission pour les secours d'urgences) et la commission justice sociale (CJS).

Le CDR regroupe les acteurs sociaux qui se vouent à la cause du monde rural et dont le village Aina fait partie. Dans son ensemble, les acteurs sociaux s'activent pour l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural par le biais de mobilisations communautaires : animations, enseignements techniques agricoles, mobilisation de groupes, etc.

Pour ce faire, le village Aina agit plus particulièrement dans le district paroissial de Fenoarivo et ses environs comprenant les communes de Fenoarivo, d'Alakamisy, d'Androhibe, d'Ambatomirahavavy et de Fiadanana. Le village Aina anime les familles paysannes à une autopromotion communautaire. C'est ainsi que plusieurs associations regroupant les familles paysannes sont nées formant une petite communauté d'initiés. Le nombre des associations membres repertoriés au sein du village Aina est de 64 : 22 associations sont actuellement en phase d'inactivité, 30 associations bénéficient des différents appuis (financiers, matériels, techniques...), les 12 associations restantes ne reçoivent que des appuis matériels et techniques.

3-1-3.Répartition de travail dans le village Aina

Pour son bon fonctionnement, le village Aina a réparti ses activités en différents volets dirigé par une sœur à sa tête qui sont :

- la gestion du village, les activités liées à son autosubsistance dont l'entretien de la ferme, et l'élevage d'animaux (vaches, poules,...) et les cultures. La responsable est épaulée par deux laïcs.

- l'accueil, le village possède des infrastructures d'accueil pour les personnes désirant faire des récollections ou des réunions et aussi des retraites ;

le centre « découvert » où s'initient, chaque samedi, les enfants environnants aux divers travaux manuels, aux bricolages, aux jeux de société, etc. Il y a également une cantine accessible tous les jours à midi pour les enfants.

- l'alphabétisation pour le renforcement scolaire des enfants et des adultes et l'animation à l'autopromotion communautaire des familles. Ce dernier volet occupe une assez grande partie de l'ossature des activités du village Aina, le tableau suivant est une synthèse des différents appuis octroyé par les soeurs en aide aux ménages paysans.

Tableau n°7 : Les différents appuis du village Aina

APPUI	ACTIVITES DISPENSEES	RESPONSABILITES DU VILLAGE AINA
APPUI TECHNIQUES	Formation en agriculture	Protection de l'environnement Amendement biologique du sol Culture contre –saison Agri business Extension de la production Élaboration de projet
	Formation en élevage	Fournit les bêtes à engraisser Suivi ; Elaboration de projet
	Alphabétisation	Alphabétisation des agriculteurs ruraux Suivi scolaire des enfants
APPUI FINANCIERS	Formation en gestion de techniques agricoles et en élevage	Devis Vente de la production
	Formation en gestion budgétaire	Compte d'exploitation au niveau familial Rentrées et dépenses d'argent
	Apport de credit	Emprunt financier aux familles
APPUI EN MATERIELS	Appui en matériels agricoles	Emprunts de matériels agricoles Ventes de matériels agricoles à prix réduits Ventes de jeunes plants Achat de fournitures scolaires

	Appui en matériels scolaires	Vente à prix réduit de fournitures scolaires Payement écolage Parrainage scolaire
GRENIER COMMUNAU- TAIRE		Approvisionnement en riz pendant la période de soudure Aide à la création de grenier communautaire pour les membres des associations au sein de leur village

Source : enquête auprès du village Aina (2009)

D'après le tableau, cette animation à l'autopromotion communautaire des familles sont des appuis techniques, financiers, et matériels jusqu'à la constitution d'un grenier communautaire. Dans chacune de ces subdivisions, le village Aina donne soit des formations correspondants aux appuis, soit effectuent des emprunts (financier et matériel).

Photo n°1 : une séance de formation



Source : L'auteur (2009)

3-1-4. Historique du village Aina et de l'autopromotion communautaire des familles

En 1988, les sœurs de la congrégation des Filles de la sagesse ont entamé une coopération avec la commune urbaine d'Antananarivo. Le but à cette époque était d'aider les enfants démunis durant la période de crue de l'époque : orphelins de mère et abandonnés par leur père. Les Sœurs des Filles de la sagesse ont commencé par apporter de la nourriture à ces enfants placés au centre de la voirie de la capitale avant de les placer au village Aina. Le premier bâtiment du village Aina fût inauguré en 1989 avec le concours du Fonds européen pour le développement (FED). Cette coopération prit fin en 2002. Parmi les aides octroyées à ces enfants figurent la formation, l'éducation et leur réinsertion. Pour ce qui concerne l'éducation, tous les enfants doivent au moins avoir leur CEPE en poche. Sur les 56 de la première crue, 2 ont pu décrocher le baccalauréat, la majeure partie parvient jusqu'en troisième. Pour les calés de l'enseignement général, les sœurs les ont orientés vers les différentes formations manuelles (agriculture, élevage, ouvrages en bois et métalliques). Les centres de Don Bosco d'Ivato et de Soanavela Mahitsy leur ont été choisis pour le perfectionnement. A l'issue de leur formation, les sœurs s'ingénient à les insérer dans le monde du travail.

Pourtant, devant l'inadaptation de ces nouveaux formés en milieu familial rural, les éducateurs du village Aina ont dû changer d'objectif. Désormais, l'attention s'est beaucoup

plus portée vers la famille en général et l'amélioration de son niveau de vie : axer la formation vers le retour sans heurt à la vie paysanne pourvue de mentalité innovatrice et débrouillarde.

3-1-5. Le partenariat entre le Village Aina et les deux communes

La coopération entre le village Aina et les deux communes de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy s'opèrent de manière ponctuelle.

- Ainsi, le village Aina approvisionne la commune de Fenoarivo en jeunes plants lors de la période de reboisement. En contrepartie, le village Aina bénéficie d'exonération de certaines taxes auprès de la commune.
- Dans la commune d'Ambatomirahavavy, le village Aina mène des actions d'alphabétisation dans plusieurs fokontany ainsi que des distributions d'engrais aux paysans.

3-1-5-1. Les impacts de la présence du village Aina dans les deux communes

Là où s'implante une institution religieuse comme le village Aina, l'on observe souvent des effets d'entraînement au niveau socio-économique et culturel : apparition d'un centre d'alphabétisation, des pratiques agro- pastorales (cultures maraîchères, activité de petit élevage...).

Le village Aina, porteur de projets, participe au développement des communes. L'éducation (l'alphabétisation) et la formation constituent des investissements à long terme pour les familles. Cette forme d'investissement considérée comme rentable devient accessible à la plupart des familles rurales aux revenus faibles. Les ruraux ont besoin d'une éducation fondamentale, une formation qui leur permettra de transmettre les compétences requises et l'opportunité de se mettre sur le marché de l'emploi.

Le village Aina joue un rôle prépondérant dans le domaine environnemental et touche progressivement la population des deux communes.

L'amélioration de la structure des sols par l'incitation à :

- la plantation de tephrosia pour un amendement biologique du sol;
- l'usage réduit des engrais chimiques et leur remplacement par des méthodes traditionnelles ;
- le renforcement des actions de reboisement.

Ces diverses pratiques permettent l'accroissement de la diversité des cultures et par la même occasion fournissent du fourrage pour le bétail. Les conséquences à long terme de

ces procédés sont toutefois difficiles à quantifier. La réduction de l'emploi des pesticides permet également la protection des nappes phréatiques contre les contaminations chimiques

3-2. Les associations concernées

3-2-1. Les membres des associations

Les associations Lovasoa et Valisoa ont toutes deux été créées au mois d'octobre 2005. Au début de leur création, les membres fondateurs de chaque association sont issus de familles du fokontany. Ainsi, l'association Lovasoa de Firavahana, dans la commune rurale de Fenoarivo se compose de huit familles. Celle de Valisoa d'Ambatomirahavavy en compte sept. Leur siège social se trouve dans leur fokontany respectif.

Globalement, l'objectif des initiateurs du projet consistait à l'amélioration en commun des familles. Les efforts ont été portés sur l'éducation des enfants, l'initiation sur les techniques agricoles, la confrontation de la cohésion sociale et l'apprentissage à l'autonomie progressive de leur mode de production. Cette mentalité, une fois acquise et assimilée, serait transmise facilement à leurs descendants.

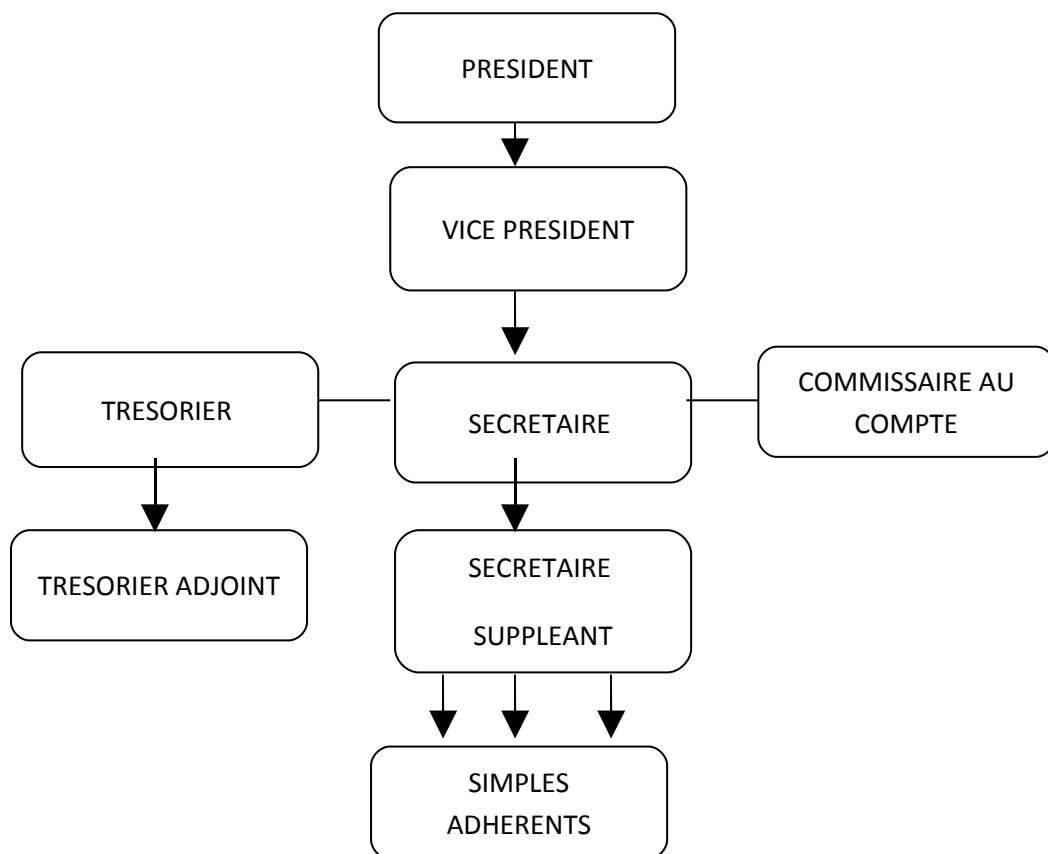
3-2-2. organisation et fonctionnement des associations

Le terme fonctionnement désigne les activités de l'association mais aussi les moyens dont elle peut se doter pour atteindre le but qu'elle s'est fixée.

3-2-2-1. Le bureau exécutif

Chaque association a son équipe dirigeante. Elle se compose d'un président assisté de son vice-président, d'un secrétaire général et de son second, de deux trésoriers supervisés par un commissaire aux comptes. Les simples adhérents clôturent la liste. Elus au suffrage universel direct, les membres du bureau exécutif siègent pour un mandat de deux ans renouvelable et ne perçoivent pas de salaire.

Schéma n° 2: Organigramme type des associations



Source : composition personnelle (2009)

3-2-2-2. Le règlement interne

a. Sources des revenus

Un règlement interne normalise les relations entre chaque membre. La cotisation mensuelle est fixée à 2 000 ou 1 000 Ar suivant les approbations consensuelles de l'association. Le manquement aux réunions du groupement ou activités culturelles entraîne des sanctions numéraires à verser à la cause commune. A la fin de chaque projet, une modique somme doit y être aussi affectée pour des actions sociales du groupement : décès ou maladie des membres ou de leur famille proche.

b. Modalités des réunions

Des réunions mensuelles de chaque association sont systématisées. Tous les membres doivent y participer ou, en cas d'empêchement, envoyer un représentant. Chaque foyer héberge la réunion à tour de rôle. Le comment améliorer les activités des associations figure à l'ordre du jour de toutes les rencontres : échanges sur les techniques et méthodes

appliquées, visites des champs cultivés afin de rectifier les imperfections et de stimuler la concurrence saine au sein de chaque membre.

3-2-3. Caractéristiques sociologiques des ménages au sein des associations

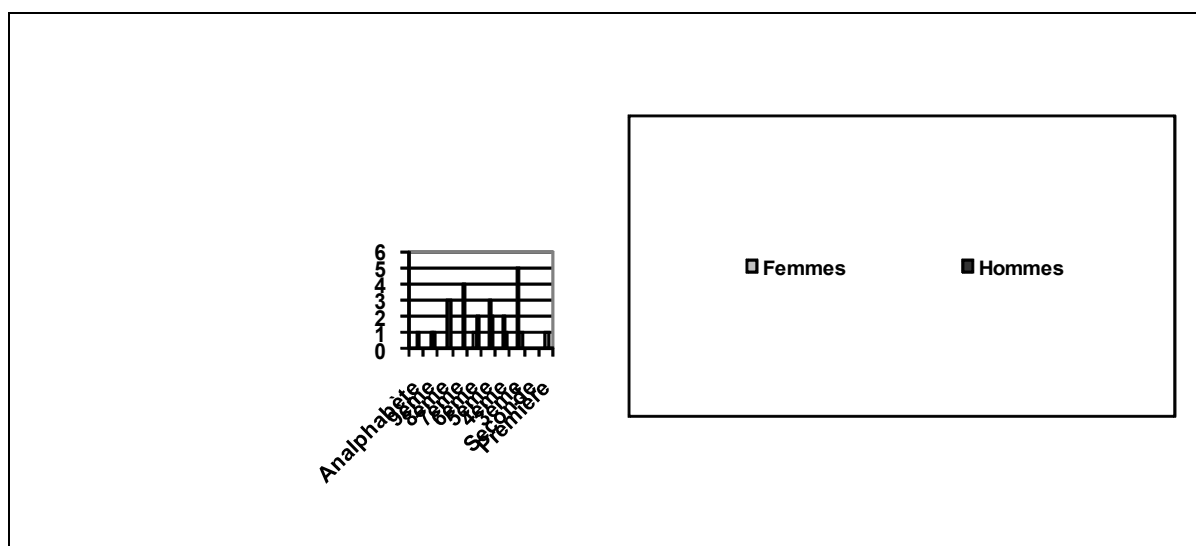
3-2-3-1. La taille des ménages

La taille des ménages varie selon le nombre des enfants. Le nombre d'enfants moyens dans l'association Valisoa d'Ambatomirahavavy est de trois tandis que dans l'association Lovasoa de Fenoarivo, il est de deux. Dans tous les cas, ces enfants constituent une main-d'œuvre non négligeable pour les activités des ménages. La plupart de ces enfants scolarisés dans les écoles publiques ont du temps libre pour se consacrer à certaines tâches quotidiennes de leur famille.

3-2-3-2. Le niveau d'instruction

Nous portons dans le tableau ci-dessous, le niveau d'instruction des parents, premiers intervenants dans les projets.

Graphique n° 2 : Le niveau d'instruction selon le sexe



Source : enquêtes personnelles (2009)

Sur ce tableau, nous constatons que la plupart des femmes ont un niveau scolaire assez élevé par rapport à celui des hommes. Malgré le fait que Fenoarivo et Ambatomirahavavy soient des communes rurales, la proximité de la capitale offre aux

habitants de ces communes la possibilité d'y aller étudier. De plus, les femmes nécessitent une scolarisation poussée, vu que l'éducation des enfants dépend des bases que lui inculque leur mère. Les hommes abandonnent assez tôt l'école pour aider les parents – nécessaires dans beaucoup de cas - et apprendre tôt le fil du métier pour la relève. La plupart s'arrêtent à la classe de septième, avec un diplôme de CEPE, garant d'un bagage minimum pour braver la vie paysanne.

3-2-3-3. Les conditions de vie

La plupart des ménages de l'association Valisoa d'Ambatomirahavavy habitent dans leurs propres maisons (soit six ménages sur sept). Ces maisons sont construites en briques et dont les toits sont généralement en tôle avec un étage pour la moitié de ces propriétaires. En fait, les maisons proviennent souvent de l'ancestral héritage. Les ménages de l'association Lovasoa au contraire sont en général locataires (soit six ménages sur huit).

La grande majorité des ménages n'ont pas accès à l'eau potable à domicile : ils sont obligés soit d'aller puiser à la borne fontaine ou au puits. Peu de ménages bénéficient également de l'électrification (soit deux ménages sur quinze).

3-2-3-4. La structure des âges

Les paysans membres des associations ont en général entre 25 et 60 ans, la moyenne d'âge est de 35 à 40 ans. Vient ensuite la classe d'âge des 25 à 35 ans au nombre de 5 et la classe d'âge des 40 à 45 ans avec quatre membres. Ceux de 45 à 50 ans sont au nombre de trois, sexes confondus. Il n'y a qu'un seul couple qui approche la soixantaine dans l'association Lovasoa de Firavahana.

Nous observons par là que les chefs de famille des associations sont encore jeunes et dans la force de l'âge.

Les formations dispensées créent un nombre suffisant et permanent d'occupations nécessaires pour le maintien et le développement des aptitudes au savoir-faire, à la critique, à l'adaptation, à l'expérimentation des innovations et à la création des membres.

3-3.Finalités des actions du village Aina

Le village Aina dont le but primordial consiste en l'amélioration de la vie des paysans, assure l'encadrement général des associations. Après la sensibilisation dans les Fokontany environnants pour se regrouper en associations, le village Aina les a aidées à prioriser les besoins et les moyens entre les mains de chaque membre. Des appuis en matériels agricoles, des techniques adaptables aux cultures et élevages appropriées et également des prêts financiers ont été octroyés suivant les demandes des associations. En effet, des charrues et des hersees en sont mises en location. Des semences renouvelées et variées de tubercules et de légumes ainsi que de nouveaux jeunes plants d'arbres fruitiers et des plantes à essence sont mis à leur disposition. On leur fournit en plus des intrants (engrais biologiques et pesticides) pour l'amélioration de la production. L'élevage à petite échelle de volailles (poules, canards, dindes) n'est pas écarté du moins pour la consommation interne.

Des formations théoriques au centre Aina, suivies de descentes pratiques sur terrain ont été dispensées à chaque niveau d'avancement. La confection du budget familial, le montage d'un dossier de demande de crédit financier figurent dans les formations privilégiées par le centre

Pour le village Aina , la création des groupements facilite un contrôle plus efficace des activités financées. Les appuis techniques relatifs à l'amendement des sols et à l'alternance des cultures favorisent la protection de l'environnement. Les activités sont conçues pour être maîtrisables et bien mises en œuvre selon les compétences des paysans.

CHAPITRE 4 : LES FACTEURS DE PRODUCTION ET LES CONTRAINTES

La structure des terres exploitables détermine le choix des cultures à y pratiquer. Aussi, son propriétaire se décide t-il à cultiver lui-même son lotissement, à louer à tiers ou à le laisser en friche pour une saison.

4-1.Ménages et propriété foncières

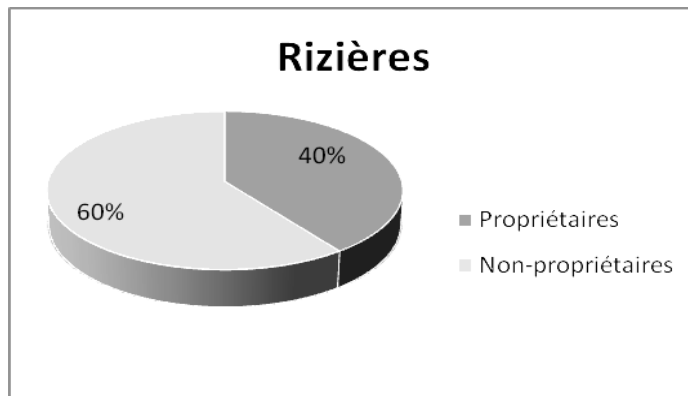
Le tableau suivant nous montre la situation des ménages agricoles face à la possession de la terre.

Tableau n° 8: Les terres possédées par les ménages membres des associations Lovasoa et Valisoa.

	Modalités	Ménages concernés	Pourcentage
Rizière	Propriétaires	6	40%
	Non-propriétaires	9	60%
Tanety	Propriétaires	8	53,33%
	Non-propriétaires	7	46,67%
Baiboho	Propriétaires	9	60%
	Non-propriétaires	6	40%

Source : enquêtes personnelles (2009)

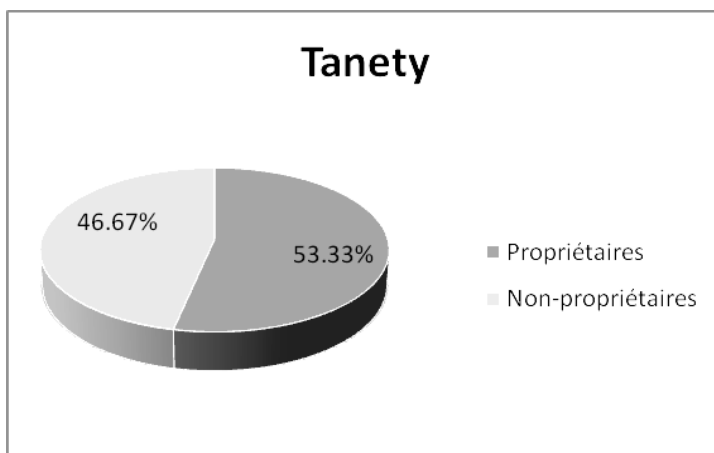
Schéma n° 3 : Le pourcentage des ménages détenteurs de rizière



Source : Composition personnelle (2009)

Moins de la moitié du pourcentage total soit 40 % des ménages possèdent des rizières : trois ménages sur huit de l'association Lovasoa de Fenoarivo et trois ménages sur sept de l'association Valisoa d'Ambatomirahavavy. Ces rizières les deux cas, on appartenu aux familles depuis plusieurs générations.

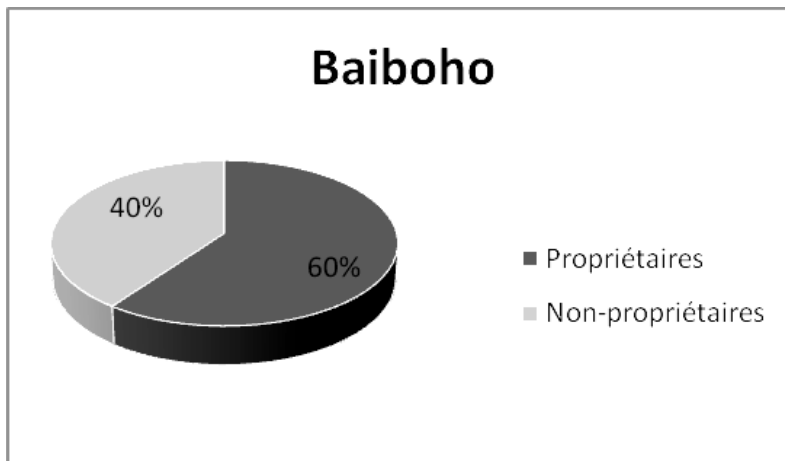
Schéma n° 4 : Le pourcentage de familles possesseurs de tanety



Source : Composition personnelle (2009)

Les ménages détenteurs de tanety atteignent la moitié du pourcentage total. Quatre ménages dans l'une et l'autre association en possèdent. Dans l'association Lovasoa de Fenoarivo, les tanety sont presque cultivés malgré leur mauvaise qualité cultivable. De plus, l'éloignement direct des lieux d'habitation du propriétaire pose souvent de gros handicaps : surveillance des cultures face aux vols de plants et aux maraudeurs.

Schéma n° 5 : Le pourcentage de familles détentrices de baiboho²⁴



Source : Composition personnelle (2009)

Le pourcentage de familles détentrices de baiboho, elle est de 60% et représente neuf ménages. Cependant ce pourcentage élevé n'est attribué en majeure partie qu'aux ménages de l'association Lovasoa de Fenoarivo soit huit ménages avec un seul pour l'association Valisoa d' Ambatomirahavavy. Les ménages de l'association Lovasoa ont beaucoup plus de baiboho car ce type de terrain est plus répandu à Fenoarivo. Ces baiboho auraient pu être transformés en rizières. Faute de maîtrise de l'eau, le drainage n'avait pu s'effectuer.

Etre propriétaire légal de leurs terres s'avère encore utopique pour les ménages de nos associations Lovasoa et Valisoa. Comme dans presque toutes les campagnes à Madagascar, les terres sont transmises verbalement aux descendants sans preuves écrites (actes communal, notarial...). De plus, les parents légataires fourbus du travail de la terre, laissent sans souci aux enfants l'exploitation.

²⁴ Le baiboho est une partie de la zone inondable qui émerge après le retrait des eaux.

Photo n° 2 : Les baiboho de Fenoarivo pendant une culture de « vary aloha »



Source : L'auteur (2009)

4-2. Les mode de faire- valoir des terres

Face à la pénurie et à la médiocrité des terres arables, les ménages dans les deux associations en exploitent d'autres pour étendre leurs activités de culture. Cette pratique est effectuée selon la possibilité et le choix des ménages même pour ceux qui en possèdent déjà.

Les termes d'arrangement entre les propriétaires terriens et les ménages de notre se structurent de la sorte : soit les ménages louent la terre pendant une année, soit ils font du métayage dont le tiers de la récolte est donné au propriétaire.

Ces pratiques attirent la plupart des membres des associations. En effet, après la récolte normale, certains propriétaires laissent leurs terres en friche. Viennent donc à la rescousse les « sans- terre » des associations pour y effectuer des cultures de contre-saison. Ils en tirent ainsi double avantage pour l'assolement du périmètre (succession et alternance de culture), par l'apport d'un minimum d'engrais (les relents des cultures précédentes restent disponibles). De l'autre côté, ces membres disposent d'autres produits pour la vente et pour combler leurs besoins alimentaires habituels.

4-3. Les moyens matériels utilisés et les surfaces d'exploitations

Pour travailler la terre, les moyens matériels utilisés par les ménages sont les traditionnels bêches et arrosoirs : le traditionnel arrosoir. Dans la préparation des terres, l'utilisation de ces moyens traditionnels s'avère laborieuse. Vient en aide le village Aina en louant à tour de rôle aux membres qui ont formulé la demande des matériels techniques plus lourds : charrue, herse, sarceuse.

L'exiguïté des surfaces à exploiter par les ménages est flagrante, les rizières et les tanety n'excèdent pas un hectare : ils s'étendent de 45 à 400 m² par ménage. Les baiboho s'évaluent entre 700 et 800 m². Par contre, les terres cultivées sont en même temps dotées d'engrais biologiques et leurs bordures plantées de tephrosia.

4-4. Le facteur foncier

La question de la propriété foncière engendre d'énormes difficultés à Madagascar. L'occupation des sols y est encore régie par les lois coutumières dans de nombreuses régions.

Dans la conception traditionnelle malgache, la terre revêt un caractère sacré : les sueurs des ancêtres y ont coulé et leurs ossements y sont dans la majorité des cas ensevelis. Pour perpétuer cette présence « imaginaire » des parents défunts, des interdits (ou fady) ont été instaurés et doivent être respectés par tout un chacun qui se nourrit de l'usufruit de ces terres.

Dans les deux communes de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy qui nous concernent, ces tabous, érigées du temps de la première royauté merina, sont largement suivis jusqu'à ce jour. L'exemple du précepteur de la famille royale d'Ambohimanga, Radoavina, installé dans cette partie de l'Atsimondrano, illustre le tableau. Un certain jour d'été, la grêle tomba et ravagea la quasi-totalité des cultures de cette région. Celles de Radoavina, par contre restent intactes. Stupéfaite, la population lui demanda une explication. Aucune réponse satisfaisante ne fusa de la bouche du maître. Des interdits, par contre, ont été proférés à savoir la consommation de viande de porc, la culture de l'ail, l'élevage de bétail de couleur noire (tokam-bolo)... Depuis ce « miraculeux » événement jusqu'à ce jour, ces tabous régissent le quotidien des habitants d'Ambohimanga et ses environs. Des impacts réels sur le mode de culture et des habitudes alimentaires de la population sont observés.

Quant au problème foncier proprement dit, les membres des associations se trouvent généralement désemparés. L'usage collectif de la terre est la règle établie et le droit d'occupation est temporaire. Au cas où le paysan se veut élargir ses parcelles de production, il doit recourir au système de métayage, surtout pour les cultures de contre-saison (location ou bail à court terme). La question de sécurité des récoltes (vols sur pieds) empêche aussi les cultivateurs à s'aventurer au travail des terres éloignées de leur domicile. Jusqu'à ce jour, l'implantation du guichet unique foncier n'est pas effective dans ces deux communes étudiées, malgré l'acuité de la situation

CHAPITRE 5 : LES ACTIVITES DE PRODUCTION ET LEUR RETOMBEES

Les activités des paysans membres des associations sont diversifiées: l'activité principale est l'agriculture mais elle est aussi ponctuée par des activités secondaires. Les activités des paysans encadrées par le village Aina sont des activités d'agriculture et d'élevage. Ces activités contrairement aux pratiques habituelle des paysans sont tournés vers le profit.

5-1. Les activités des paysans dans le cadre des projets avec le village Aina

Les activités portées dans le tableau suivant concernent tout d'abord les cultures des ménages dans le cadre des projets appuyés par le village Aina. D'autres sources de revenus pratiquées par les ménages de notre étude ne sont pas incluses dans cette rubrique (élevage, autres cultures, activités secondaires...).

5-1-1. Les pratiques culturelles

Que ce soit sur tanety, sur rizière ou sur baiboho, la production issue des cultures des ménages se diversifient comme suit.

Tableau n°9 : Les différents types de cultures

Lieux de cultures	Nombres de ménages concernés	Pourcentage
Culture de contre- saison sur la rizière	12	80%
Culture sur tanety	7	46.67%
Culture sur baiboho	9	60%

Source : enquêtes personnelles (2009)

Par référence au tableau suivant, on constate que les cultures entreprises par les ménages avec l'appui du village Aina sont au nombre de trois : la culture de contre- saison sur les rizières, la culture sur tanety et la culture sur baiboho.

La culture de contre-saison dans les rizières comme nous l'avons dit auparavant remplace le riz en attendant la prochaine culture. Dans 80% des ménages de notre enquête, le

concombre et le haricot-vert sont les légumes les plus cultivés communément par les associations : quatre ménages de l'association Valisoa d'Ambatomirahavavy pratiquent la culture de contre-saison représentant un pourcentage de 26.67% de l'effectif total des ménages et les huit autres de l'association Lovasoa de Fenoarivo avec 53.33%.

Les ménages de l'association Valisoa cultivent également ces légumes sur tanety (46.67%), les ménages de l'association Lovasoa quant à eux en cultivent seulement lorsque les rendements obtenus sur baiboho ne sont pas satisfaisants.

Toutefois, ce sont les ménages de l'association Lovasoa dans leur totalité qui cultivent sur les baiboho avec un seul ménage de l'association Valisoa ; ils représentent au total 60%.

A part ces légumes cités, les ménages cultivent également les tomates, les haricots, et les pommes de terre. Les ménages de l'association Valisoa se spécialisent surtout dans la culture sur tanety et en culture de contre-saison sur les rizières. Par ailleurs, les ménages de l'association Lovasoa font de la culture de contre-saison sur les rizières et sur les baiboho en plantant des haricots verts, des haricots et des pommes de terre.

5-1-2. L'élevage

En l'élevage, les deux associations ont chacune fait des projets sur l'acquisition de canards et de poules pondeuses. Cinq des sept ménages de l'association Valisoa d'Ambatomirahavavy possèdent un petit cheptel dans l'élevage de bovins allant de un à cinq têtes au maximum. Sept ménages de l'association Lovasoa de Fenoarivo font parfois de l'élevage de volailles pendant la montée des eaux sur les baiboho. Depuis peu, avec le fonds des projets précédents, ces derniers ont pu acquérir un porc qu'ils comptent intégrer aux projets qui suivront.

5-1-3. Calendrier des activités

Le calendrier des activités de culture dans le tableau suivant va nous permettre d'apprécier l'étendue des activités des ménages dans leur vie associative.

Tableau n°10 : Calendrier des projets des associations

	JANV	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUILL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
2006												
2007												
2008												
2009												

Source : enquête auprès du village Aina (2009)

Légende

Projets de l'association Lovasoa



Projets de l'association Valisoa



Suivant les données du tableau les activités des associations sont très chargées : le nombre de projets de l'association Lovasoa et celui de l'association Valisoa s'élèvent à six. Avant toute exécution pratique d'un programme (culture ou élevage), chaque association doit établir un devis en bonne et due forme, approuvée par le centre Aina. Suivent la préparation du sol de culture et/ ou l'achat des volailles. L'entretien périodique des plantations ou le suivi des aliments et des adjuvants des volatiles précède la recherche des marchés d'écoulement des produits. Le remboursement total du prêt financier du village Aina doit être effectif à la fin de chaque projet. Ces projets s'étalent sur trois à cinq mois suivant leur importance et leur cycle.

Cultivant sur des baiboho, les membres de l'association Lovasoa de Fenoarivo sont parfois confrontés à des problèmes périodiques d'inondation. Ils prennent donc soin d'étaler l'occupation de ces terres avant le mois de Juin et après Septembre. Quant à l'association Valisoa d'Ambatomirahavavy, un ménage seulement doit tenir compte de ce probable inconvénient.

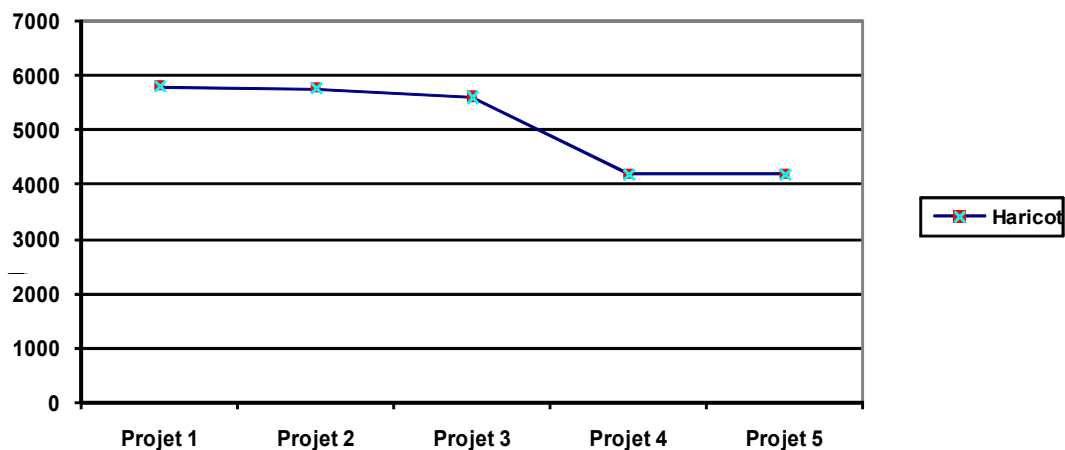
5-1-4. Evolution de la production des associations dans le cadre des projets

5-1-4-1. L'association Lovasoa

Dans le cadre des projets, l'association Lovasoa produit des haricots, des haricots verts et des pommes de terre. Les graphiques suivants donnent un aperçu de la capacité de production de l'association.

a. Les haricots

Graphique n° 3 : La production de haricots

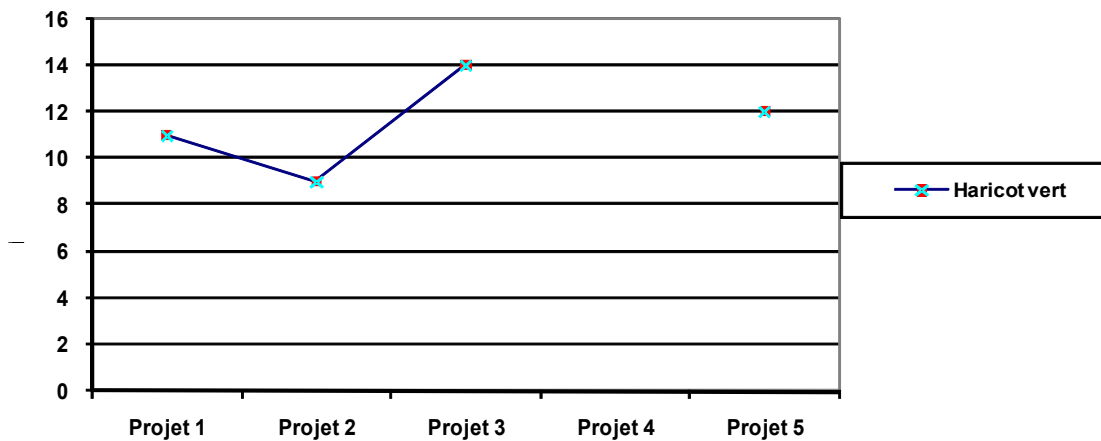


Source : enquête auprès du village Aina (2009)

Dans le premier projet, la production de haricots a bien démarré avec 5 760 kapoaka. Elle n'a cessé de décroître jusqu'au cinquième projet avec 4 200 kapoaka seulement. La raison en est que les haricots demandent beaucoup de composants minéraux pour bien croître et porter fruits. Or, la non alternance des variétés culturales (assolement) provoque l'appauvrissement progressif de la terre arable, et ainsi la diminution fatidique de la production.

b. Les haricots verts

Graphique n° 4 : La production de haricot vert



Source : enquête auprès du village Aina (2009)

Une baisse sensible a été constatée lors du second projet pour monter ostensiblement (14 sacs) au troisième projet. Ainsi, les ménages de la Lovasoa ont opté pour la culture de pommes de terre lors du quatrième projet pour en revenir aux haricots verts aux cinquièmes projets

c. La pomme de terre

La pomme de terre n'a été cultivée que deux fois : au second projet qui a rapporté 1300Kg et au quatrième projet avec 2000Kg. Ce qui dénote un résultat positif. L'association a décidé de refaire cette culture à cause des rendements en baisse du haricot, mais aussi pour remplacer le haricot vert qui ne supporte pas le froid.

d. L'élevage de volailles

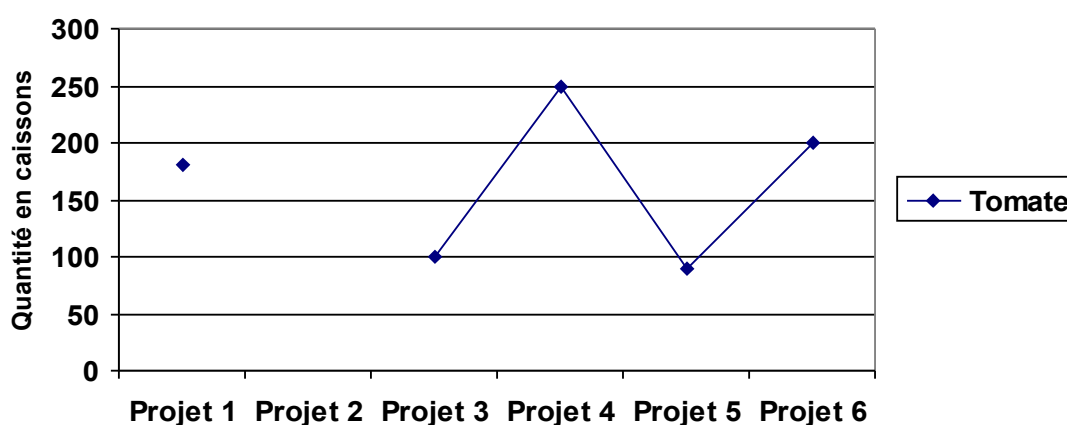
On ne peut pas encore évaluer le sixième projet initié par l'association Lovasoa. Il concerne l'élevage de canards et de dindes. 400 dindonneaux et 400 canetons en sont issus. La politique de gestion adoptée par les membres de l'association a été de répartir la production : la première moitié de la volaille a été mise à couvrir (éclosion après un mois), tandis que l'autre moitié a été engraisée pour être mise en vente.

5-1-4-2. L'association Valisoa

La tomate, le concombre, la pomme de terre et le haricot vert sont les cultures de prédilection de l'association Valisoa. Ci-dessous le graphique qui détaille la production de tomate.

a. La tomate

Graphique n °5 : La production de tomate



Source : enquête auprès du village Aina (2009)

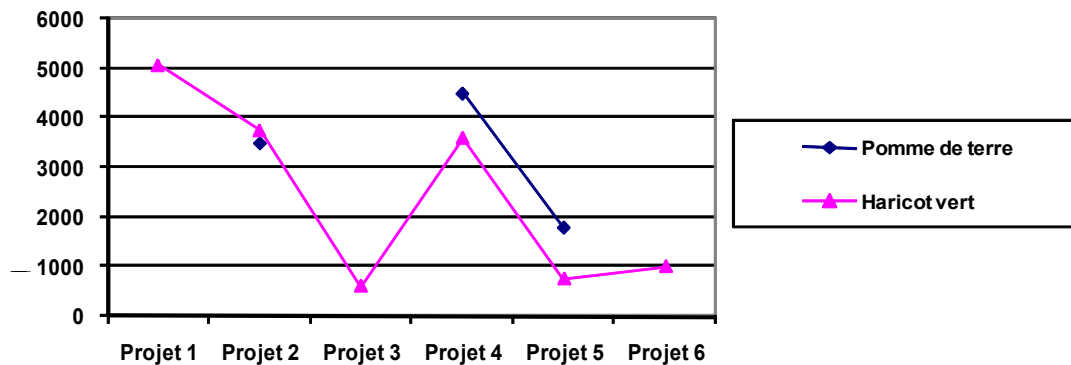
L'association Valisoa a entrepris, pour son premier projet, de cultiver de la tomate et du haricot vert. Au second projet, elle a abandonné la culture pour se consacrer notamment à la production de pommes de terre. Le quatrième projet a enregistré la plus grande quantité de tomates produites avec un total de 250 caissons. Par la suite, la production a un peu baissé au cinquième projet (90 caissons). Cela est dû à la multiplicité des activités entreprises par les membres pendant de ce projet en plus des tomates, l'association Valisoa s'est vouée à la culture de pommes de terre, des haricots verts et l'élevage de volailles.

b. Le concombre

La production de concombre quant à elle n'a été effectuée qu'une fois : pendant lors du troisième projet, avec 100 sacs. Le concombre a été cultivé pour renflouer la caisse commune de l'association. C'est à partir de ce projet que les membres ont entrepris de mener trois activités en même temps, le concombre a été remplacé par la suite par la culture de pomme de terre.

c. La pomme de terre et le haricot vert

Graphique n° 6 : La production de la pomme de terre et du haricot vert



Source : enquête auprès du village Aina (2009)

Comme on le constate, la culture de haricots verts est assez récurrente dans les projets de l'association Valisoa. Cette production rencontre des hauts et des bas. La première production est toujours très bonne. Mais comme les ménages associent plusieurs types de culture, les haricots verts ne sont plus les seules cultures au centre de leurs intérêts. La production au troisième projet (600 Kg) est la plus faible. Le regain de vitalité de la production de haricots verts au quatrième projet a été provoqué par la demande d'autres variétés de haricots verts dits « spéciaux » sur le marché. Ce changement variétal est mal amorcé par les membres de l'association. Ce qui a provoqué une chute de production lors des projets suivants.

d. L'élevage avicole

Les membres de l'association Valisoa ont eux aussi ajouté à leur activité l'élevage de volailles: 150 têtes au cinquième, 40 au sixième projet : des œufs qu'on a mis à couvrir.

5-1-5. La variation des prix

5-1-5-1. La variation des prix des légumes

Les légumineuses tiennent une place importante dans l'agriculture malgache. Elles sont des produits qui répondent aux besoins à la fois alimentaires et financiers. Dans l'alimentation, les légumes secs (haricot, pois de cap,..) remplacent la viande comme source de protéine ; financièrement ils peuvent être stockés et vendus selon les demandes

des ménages comme la pomme de terre et le concombre (ce dernier peut tenir longtemps si on ne le détache pas de sa racine). La vente de ces légumineuses est destinée aux consommateurs de proximité.

Les deux associations n'ont pas choisi la même unité de poids sur la récolte et la vente de leurs produits : les haricots verts de Lovasoa sont récoltés et vendus en sacs tandis que ceux de Valisoa se vendent au kilogramme. A défaut de balance et pour ramener l'unité de poids au kilogramme, les paysans ont pris comme système de pesée le sac de riz de 50 kilogrammes : l'équivalent du poids du haricot vert dans un sac de riz de 50 kg avoisine les 20 Kg et le poids du concombre dans un sac de riz de 50 Kg pèse approximativement dans les 30 Kg. Le poids d'un caisson de tomates est de 15 Kg et 3 Kpk 1/2 de haricots équivalent à 1 Kg.

La tendance générale des prix de vente des produits est plutôt à la hausse en l'espace de trois ans (de 2006 au début de l'année 2009) :

- le prix du kilogramme de haricot vert passe de 400 Ar à 600 Ar pour l'association Valisoa ;
 - le kapoaka de haricot a augmenté de 50 Ar auprès de l'association Lovasoa pour atteindre le prix de 250 Ar et le prix du sac de haricot vert a commencé à 500 Ar pour plafonner à 5500 Ar ;
 - le prix du kilogramme des pommes de terre est passé à 300 Ar pour les deux associations, s'il a débuté à 200 Ar ;
 - le prix du caisson de tomates et de celui du sac de concombre stagne à 7000 Ar malgré une période féconde où le prix du caisson de tomates est passé à 8000 Ar.
- Quand bien même, la hausse des prix des produits n'a pas suivi ceux des intrants (engrais, semences et pesticides).

5-1-5-2. La variation du prix des volailles

La vente de la volaille de l'association Valisoa aux cinquième et sixième projet s'est améliorée : avec 8000 Ar l'unité lors du cinquième projet, le prix est passé à 9000 Ar au sixième.

5-2. Etat financier des projets des associations

Le coût des projets diffère les uns des autres. En effet cela dépend du travail effectué par chacun des membres de l'association et aussi de l'étendue des surfaces exploitées. Le tableau ci-après démontre cette assertion.

5-2-1. Le revenu des paysans selon les projets de l'association Lovasoa

Tableau n°11 : Etat financier des projets de l'association Lovasoa

Projets (P)	Dépenses		Recette	Bénéfice net des membres	Caisse
	Apports de la Lovasoa	Appui du village Aina			
P 1	165 000 Ar	614 000 Ar	1 215 000 Ar	416 000 Ar	20 000 Ar
P 2	283 000 Ar	576 000 Ar	1 522 000 Ar	563 000 Ar	100 000 Ar
P 3	270 000 Ar	575 000 Ar	1 477 000 Ar	592 000 Ar	40 000 Ar
P 4	560 000 Ar	449 000 Ar	1 650 000 Ar	591 000 Ar	50 000 Ar
P 5	367 500 Ar	466 000 Ar	1 032 000 Ar	158 000 Ar	40 000 Ar
P 6	410 000 Ar	380 000 Ar	720 000 Ar	74 000 Ar	40 000 Ar

Source : enquête auprès du village Aina (2009)

La participation de l'association Lovasoa par rapport au financement des projets dans son ensemble n'est pas suffisante, elle est en dessous de ceux du village Aina. En fait, on évalue financièrement la participation quotidienne des membres de l'association : labour et préparation du terrain, transport et épandage des engrais, plantation et sarclage, entretien périodique jusqu'à la cueillette des récoltes et l'écoulement des produits au marché.

Après la vente de ces produits, les recettes se subdivisent ainsi : la première part consiste au remboursement de crédit accordé par le village Aina. Une autre partie est octroyée à chaque membre de l'association suivant l'évaluation des participations

physiques. Une certaine somme doit être versée dans la caisse commune avec l'approbation de tous. Le reste sera distribué en part égales entre les huit familles, membres de l'association. Ainsi, à la fin de chaque projet, ce bénéfice net redistribué à chaque ménage varie de 9250 Ar à 74000 Ar.

5-2-2. Le revenu des paysans selon les projets de l'association Valisoa

Tableau n° 12 : Etat financier des projets de l'association Valisoa

Projets (P)	Dépenses		Recette	Bénéfice net des membres	Caisse
	Apports de la Valisoa	Appui du village Aina			
P 1	620 000 Ar	783 800 Ar	3 288 000 Ar	1 815 000 Ar	70 000 Ar
P 2	534 000 Ar	618 000 Ar	1 825 000 Ar	602 500 Ar	70 000 Ar
P 3	542 000 Ar	320 000 Ar	1 640 000 Ar	708 000 Ar	70 000 Ar
P 4	1 745 000 Ar	753 750 Ar	4 040 000 Ar	1 471 250 Ar	70 000 Ar
P 5	1 179 500 Ar	592 000 Ar	3 180 000 Ar	1 338 500 Ar	70 000 Ar
P 6	1 008 300 Ar	448 000 Ar	2 260 000 Ar	733 700 Ar	70 000 Ar

Source : enquête auprès du village Aina (2009)

Après quelques projets, le montant des apports de l'association Valisoa montre une très nette progression. Ces apports, comme ceux de Lovasoa, reflètent les diverses charges indispensables à chaque culture. Les recettes générées par la vente des produits de l'association Valisoa sont élevées, Il en résulte que le montant des bénéfices des membres le est aussi. Le plus bénéfique des projets de l'association a rapporté jusqu'à plus de 4 millions d'Ariary. Il ne faut cependant pas oublier que cette somme est un résultat brut où figurent le remboursement des apports des membres du projet, celui de l'appui du village Aina et la part à renflouer la caisse de l'association. C'est après seulement que l'on parle de bénéfice net à répartir entre les sept ménages. En rendement, les projets de l'association Valisoa sont plus performants par rapport à ceux de l'association Lovasoa car cette dernière ne dispose pas assez de terres à cultiver dans le cadre des projets initiés avec le village Aina. Comme nous le savon, des ménages de ces associations ont leur parcelle propre, hormis celles des projets. Ils y produisent du riz, des tubercules, des légumes et des

fruits suivant leur possibilité. Mais leur handicap majeur consiste à la non- maîtrise de la fluctuation des prix de leurs produits lors de la vente au marché.

5-2-3. Les répercussions sur les ménages

5-2-3-1. La motivation des membres des associations

En milieu rural, le paysan se doit de pratiquer l'agriculture en même temps que l'élevage et quelques fois le travail artisanal (vannerie...) pour bien subvenir à ses besoins. Depuis l'existence du village Aina et son implication dans l'amélioration de la vie des membres des associations Lovasoa et Valisoa, on a constaté un impact positif sur l'ensemble de la population environnante. En effet, l'essor palpable des membres se reflète sur leur économique et leur social. Amis et voisins commencent à s'intéresser de leur succès. D'autres groupements, bien qu'embryonnaires, se sont formés autour de ces deux associations. L'idée de l'entraide traditionnelle des malgache renaît de ses cendres.

Dans cette commune suburbaine de Fenoarivo, la majorité des familles s'occupe de petit commerce. Sentant la précarité de leur existence, les ménages se sont regroupés et ont demandé conseil et aide auprès du village Aina. Malgré les tracas et les chicanes causés par les responsables du fokontany lors de la constitution des papiers administratifs relatifs à l'association, ils n'ont pas baissé les bras. En plus, aucune aide ni encouragement venus de ces élus ne parviennent à ces membres de l'association Lovasoa (distribution de fournitures scolaires, d'engrais, initiées par la commune).

Si l'association Lovasoa a connu par la proximité le village Aina, celle de Valisoa d'Ambatomirahavavy s'est formé après une réunion du fokonolona dans le quartier. L'insuffisance des initiatives et l'inertie des élus locaux ont poussé les membres de Valisoa à se tourner vers le village Aina en vue d'améliorer leur niveau de vie. La possession de plus grandes surfaces cultivables avantage cette dernière par rapport à l'association Lovasoa de Fenoarivo. Ses problèmes par ailleurs, résident au manque chronique d'argent à chaque début de saison culturale.

5-2-3-2. La satisfaction des attentes

Les ménages enquêtés sont satisfaits des appuis qu'ils reçoivent du village Aina. Leurs demandes sont en général satisfaites à travers les aides prodiguées par les soeurs et les techniciens.

Du point de vue technique, les formations aident les ménages à se perfectionner chacun dans leurs cultures ; ils pratiquent dorénavant l'amendement du sol par l'apport de fumiers biologiques et de temps en temps la variation des cultures.

Tout au long de l'année, les familles ont maintenant la certitude d'avoir après chaque projet terminé, une bonne récolte. Le renforcement des capacités sur les cultures (dans le cadre des projets et les cultures complémentaires) et sur l'élevage les a beaucoup aidés au vu de l'augmentation de leur production. Ces récoltes assurent aux familles un moyen de subsistance en même temps qu'une source de revenus supplémentaires. Selon la disponibilité des terres, les cultures de contre saison sont de plus en plus pratiquées. Les associations ont acquis des connaissances nouvelles dans leur façon de cultiver dont l'impact se répercute indubitablement sur la production et sur les recettes lors des ventes. Le plus important acquis de ces paysans se remarque dans l'élaboration des projets. Malgré leur faible niveau scolaire, chaque projet aboutit sur des résultats satisfaisants. Tout un chacun participe aux discussions et apporte leur compétence du début du projet jusqu'à la finalisation.

- le nombre de mains-d'œuvre suffisant pour travailler la terre ;
- la quantité de fumier, de semence, et d'engrais nécessaires ou de pesticides en dernier lieu à savoir prévenir d'avance les obstacles qui pourraient entraver la bonne marche des cultures et les moyens d'y remédier.

Un fonds de roulement est nécessaire pour démarrer une activité. Les membres des associations contribuent aux apports financiers dans les projets. Comme ils ne se suffisent pas à eux-mêmes, ils demandent l'appui financier du village Aina. Cet appui financier se fait en nature car le village ne donne pas de l'argent liquide. Les membres n'ont qu'à spécifier ce dont ils ont besoin et le village se charge de leur en fournir.

L'achat de certains matériels est onéreux pour les paysans membres. Il est évident que le travail de la terre ne peut se faire parfois à mains nues. L'emprunt de diverses machines figure parmi les aides du village Aina dans un premier temps. Au fur et à mesure de l'avancement des projets, il projette de doter les associations, avec leurs épargnes mêmes, de matériels agricoles plus performants suivant les besoins collectifs. En sus de ces

formations techniques sur la culture et l'élevage de volailles, le village Aina prodigue à ces ménages, surtout aux femmes, des conseils pour l'amélioration de leur nourriture quotidienne, de la gestion du budget familial, de l'éducation des enfants. Il les exhorte à pratiquer des activités subsidiaires pour parer aux dépenses imprévues (maladie, fêtes récréatives...)

A chaque début d'année scolaire, le village Aina organise une vente, à prix modiques, de fournitures pour les enfants de ces associations. Parfois même, les frais de scolarisation de quelques enfants sont pris en charge par le centre moyennant un suivi catégorique de leurs bulletins de notes. Ces démarches soulagent de beaucoup les ménages pour un avenir plus assuré de leur progéniture.

5-3. Les contraintes

5-3-1. Au niveau du village Aina

Le but primordial du village Aina consiste à aider les paysans dans l'amélioration de leur niveau de vie. L'idée en soi est louable. Mais différents facteurs, à notre avis, semblent mal appréhendés sur le processus d'approche initiale.

Par modestie, peut-être, le village Aina ne manifeste publiquement son existence et ses projets au sein des communes et des paroisses où il s'implante. Cette défaillance de communication et de sensibilisation préalable n'a pas entraîné l'engouement des adhérents des associations. Au départ, en effet, des familles viennent auprès des responsables du village Aina de leur propre initiative, sans connaître les critères et les modalités d'admission.

En cours de route, on constate un manque flagrant de personnel, surtout, d'encadrement. Les Soeurs du village Aina se soucient en même temps de leurs propres projets et de ceux des associations dans les communes de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy. A défaut, elles font quelquefois appel à des personnes ressources occasionnelles pour satisfaire les demandes de formations des membres des associations. Ainsi, l'aide de techniciens permanents de contrôle et de suivi des projets initiés semble- t- elle aléatoire.

5-3-2. Au niveau des associations

5-3-2-1. Le problème technique

N'ayant à peine dépassé le niveau de l'enseignement secondaire en majorité, les paysans associés ont du mal à suivre les exigences des techniques agricoles recommandées par le village Aina. L'emploi mesuré des intrants, la sélection des semences améliorées, l'alternance des cultures : ces contraintes semblent mal dépassées nonobstant leur bonne volonté de produire plus.

L'appui financier du village Aina à chaque début de projet allège effectivement les soucis des paysans. Ces apports se traduisent par la fourniture allant des matériels usuels (bêches, rateaux et arrosoirs...) aux méthodes de préparation des parcelles dévolues à la production et à la multiplication des semences.

Les responsables du village Aina exhortent les membres des associations afin de réduire au minimum les dépenses, à fabriquer eux-mêmes les engrais nécessaires à leur culture. Cette production de fumiers ménagers (fientes de volailles, bouses de bétail et excréments de porcs) s'avère insuffisante malgré l'initiation aux techniques de fabrication d'engrais organiques (fosses au compost). Devant ce fait, la majorité des membres des associations est enclin à se pencher vers l'emploi des produits chimiques trouvés en abondance sur le marché. Dans la protection des cultures, en effet, ils se contentent des pesticides et des insecticides, momentanément efficaces.

En dernier lieu, les différentes techniques de maîtrise de l'eau sont loin d'être acquises et difficilement pratiquées. En effet, à chaque saison, les baiboho sont fréquemment inondés pendant les périodes de crues et les tanety à sec en hiver.

5-3-2-2. Les problèmes liés à la production

Les rendements à chaque fin de projet se trouvent irréguliers malgré l'association des cultures. S'y ajoutent les problèmes des transports et des ventes des produits récoltés. En effet, les membres des associations se débrouillent pour les acheminer aux marchés de gros de la capitale. Et comme la période de récolte se fait simultanément pour les associations et les autres producteurs, le marché se trouve souvent saturé. Le système de stockage ou de conservation au frais de ces produits handicape énormément les manoeuvres de ces paysans.

5-4. Les cultures complémentaires

En dehors de cultures appuyées par le village Aina, les ménages pratiquent également d'autres cultures représentées par le tableau suivant.

Tableau n°13 : Les cultures en dehors des projets des associations

Lieux de cultures	Types de cultures	Nombres de ménages concernés	Pourcentage
Culture sur rizière	Riz	13	86.67%
Culture sur tanety	Tubercules	15	100%
	Fruits	2	13%
	Plantes d'essences	3	20%
Culture sur baiboho	Tubercules	9	53.33%

Source : enquêtes personnelles (2009)

Il est impensable de concevoir que quand les malgaches cultivent, ils ne consacrent pas de terre pour la culture du riz minime soit- elle. La riziculture est pratiquée par la quasi- totalité des ménages de notre enquête. Deux ménages ne cultivent pas le riz : le premier est dû à des problèmes familiaux qui ont poussé à faire louer sa terre, le second ménage ne possède pas de rizière propre et ne peut en cultiver à cause de ses fréquents déplacements.

Les tubercules (manioc, patate douces) sont cultivés en même temps par les neuf ménages possédant des baiboho et sur les tanety les autres ménages. Ces produits complètent généralement le manque de riz surtout en période de soudure.

Deux ménages seulement cultivent des arbres fruitiers et trois ménages des plantes d'essence (le ravintsara et le géranium). Peu de ménages pratiquent ces cultures car elles nécessitent beaucoup de surface pour leur croissance

5-5. Les activités secondaires

Dans les activités culturelles, la préparation du sol et la récolte des produits nécessitent beaucoup de temps et de forces de bras. Entre temps, ces ménages ne font qu'entretenir et surveiller leurs futures récoltes. Le gardiennage des plantations se fait à tour de rôle par les membres des associations si les terres cultivées sont proches de leurs villages. Pour ceux qui en ont un peu plus loin de l'habitation, chaque membre assure la sécurité de ses récoltes. Entre temps, certains ménages s'adonnent à d'autres activités lucratives suivant les saisons et l'opportunité. Les femmes surtout en journalière au repiquage et au désherbage des rizières. Celles du groupement Lovasoa de Fenoarivo font les intermédiaires de légumes entre les producteurs de l'Imerintsiatosika et les détaillants d'Anosizato. Dans tous les deux cas, seulement la moitié des hommes se consacrent à aider leurs femmes dans ces activités de culture.

5-5-1. Le rôle croissant des activités non-agricoles dans le devenir des familles paysannes

La vie économique en milieu rural ne se résume pas seulement aux activités agricoles. Les ruraux pratiquent d'autres activités pour assurer leurs subsistance. La pluri-activité constitue d'ailleurs une caractéristique commune à tous les ruraux des environs de la capitale.

Ce phénomène n'est pas sans lien avec le caractère saisonnier de l'agriculture. En saison sèche, les agriculteurs ne restent pas inactifs. Cela témoigne aussi de la stratégie des ruraux à diversifier leurs revenus pour faire face à divers aléas (économiques, agro-climatiques...).

Pour beaucoup, l'agriculture seule ne suffit pas pour faire vivre une famille. Qui plus est, les activités rurales non agricoles semblent être dans certains cas plus attractives : conditions de travail moins pénibles, salaires plus élevés pour une main d'œuvre qualifiée... Certes, vu la restrictions des surfaces cultivables, l'instabilité des prix des produits, ils s'émigrent momentanément.

Ces principales activités secondaires s'articulent autour de : l'artisanat, la menuiserie et les matériaux de construction et de bâtiment (briqueterie, maçonnerie, travaux dans les carrières de granit). On y répertorie aussi le petit commerce, la conduite de convoi de bétail, la boucherie et le commerce ambulancier.

La diversification des activités est souvent une stratégie adoptée par les ruraux pour pouvoir affronter les événements imprévisibles aussi bien à l'intérieur de la famille (mariage, dettes....) qu'à l'extérieur (famadihana). En zone urbaine, pendant la saison sèche, il existe un réel besoin de main d'oeuvre, qualifiée ou non, pour réparer, construire des maisons. Cette dynamique de migration de ruraux vers les villes n'est certes pas permanente, elle intervient en saison morte afin de générer des flux monétaires vers les campagnes.

L'on constate que la contribution des différentes activités non agricoles au budget familial peut représenter, dans certains cas, la moitié des ressources financières des familles ou même plus. Malgré cette importance croissante, ces activités demeurent pourtant secondaires si l'on se réfère aux temps qui leur sont consacrés par les paysans.

Nous observons que la division sexuelle du travail est assez bien marquée pendant ces laps de temps. Les hommes et les jeunes sont les seuls attirés par ces métiers. Quant aux femmes, elles se mettent à l'artisanat ou au petit commerce.

Conclusion de la 2^{ème} partie

A la vue de ces deux associations Lovasoa de Fenoarivo et Valisoa d' Ambatomirahavy, nous pouvons dire que :

- chaque membre ressent le besoin de s'associer pour mieux progresser dans la vie sociale ;
- l'exploitation rationnelle et méthodique des terres rapporte des récoltes satisfaisantes, bien que, pour le moment insuffisantes ;
- l'apport et le soutien d'une tierce- entité sont importantes surtout en formations, conseils et aides matérielles ;
- la bonne entente et la renaissance de l'esprit d'entre-aide améliorent la convivialité au sein des membres des associations ;
- l 'esprit de saines émulations entre les différentes associations dans les communes rurales entraîne une amélioration certaine et progressive des diverses couches sociales tant dans l'économie que dans le social. Cette évolution ne se sentira, en fait, qu'après une période plus ou moins étendue suivant un changement efficace des mentalités, fruit de l'engagement de chaque individu au sein de la société.

Troisième partie :

PERSPECTIVES D' Avenir

Dans cette partie , nous allons tout d'abord donner quelques suggestions pour les diverses entités a savoir les associations, le village Aina et la commune. Ensuite, nous porterons nos constats sur les actions entreprises par le village et les démarches de professionnalisation qu'elle induit sur les paysans.

CHAPITRE 6 : RECOMMANDATIONS POUR LES DIFFERENTS ACTEURS DU DEVELOPPEMENT

Les acteurs du développement que sont les associations, le village Aina et les communes rencontrent chacun à leurs niveaux des difficultés. Dans l'optique d'y remédier, nous avons esquissé ces quelques suggestions.

6-1. Le modèle du village Aina

6-1-1. La prise en compte des facteurs socioculturels

Nombre d'experts en développement posent les facteurs socio- culturels en obstacle à la bonne marche des projets de rénovation dans les sociétés dites traditionnelles. En réalité, cette résistance aux idées et méthodes nouvelles au développement réside en la méconnaissance des raisonnements et des logiques spécifiques de la population rurale. Souvent, met-on en opposition le patrimoine culturel d'une société (traditions, croyances, modes de vie...) et ses aspirations aux pratiques innovantes (méthodes culturelles, alphabétisation des enfants...). Trouver le déclic déterminant pour soulever l'adhésion dans le monde rural s'avère maintes fois difficile, aléatoire.

Quelles étaient donc les méthodes appliquées par les responsables du village Aina pour convaincre les familles paysannes à s'adonner aux idées d'association ?

- une écoute patiente de chaque futur membre sur ses points de vue de sa réalité quotidienne actuelle ;
- un dialogue participatif pour rechercher ensemble les solutions opportunes aux problèmes rencontrés ;
- la mise en évidence de l'utilité sociale et culturelle des options proposées et acceptées ;
- le surplus d'avantages socio-économiques attendu face aux réalités actuelles ;
- et enfin, la mise en oeuvre progressive des procédures de négociation entre le village Aina et les embryonnaires associations Lovasoa et Valisoa.

6-1-2.L'incitation au développement participatif

La prise en compte des facteurs culturels par le village Aina dans l'élaboration des projets de développement a suscité l'adhésion des associations bénéficiaires.

Les approches participatives se concrétisent dans divers arrangements, aux dépens du type de problème à résoudre et de la culture dans lequel s'inscrit le processus. Les facteurs

culturels doivent être pris en compte lors de l'élaboration d'une approche participative. Ainsi par exemple, la même démarche mènera à des résultats différents selon qu'elle s'inscrit dans telle tradition ou à une telle culture.

Le processus participatif présente les avantages suivants :

- Tout d'abord, la participation permet d'intégrer au processus une expertise alternative, sortant du cadre d'expertise traditionnelle, qui prend en compte des dimensions parfois négligées, et qui met en lumière d'éventuels effets pervers du point de vue environnemental ;
- L'acceptabilité sociale du résultat d'un processus décisionnel est liée à la perception de la validité et de l'équité du processus, autrement dit, à sa légitimité aux yeux des acteurs. La participation, favorisant l'appropriation des décisions consenties permet d'aboutir à des choix socialement plus acceptables. Elle balayerait d'un coup les résistances ultérieures ;
- La démarche participative permet également une meilleure circulation des informations entre les différents acteurs et une meilleure gestion des conflits au lieu d'un infructueux affrontement ;
- Enfin, elle permet d'accroître la capacité d'action : chaque individu a le sentiment d'appartenir à un groupe social. Il y voit son rôle à jouer tout en développant sa créativité. Il s'y sent en confiance et en sécurité avec cette liberté d'agir suivant les règles mutuellement établies par l'association.

6-2. L'amélioration des formations

Les associations ont ressenti des déficiences dans leurs activités dues en partie au manque de personnel pour l'encadrement. Nous pensons que la base de l'effectivité de l'action des paysans réside dans les méthodes d'alphabétisation fonctionnelle, de formations et de suivis et contrôles réguliers.

6-2-1. L'alphabétisation fonctionnelle

Quelle que soit la nature de l'organisation paysanne ou la région dans laquelle elle se trouve, la question du degré d'alphabétisation est constante. Que cela soit en accompagnement à d'autres activités ou dans le cadre d'un programme spécifique, l'alphabétisation est une des bases de la formation et du développement local, il est intéressant d'en identifier quelques aspects principaux et de voir quelles sont les questions qui seposent aujourd'hui lorsque l'on parle d'alphabétisation et d'organisations rurales. |

Dans le but d'adapter au mieux les programmes d'alphabétisation à l'émergence et au renforcement d'organisations de producteurs, il semble utile de :

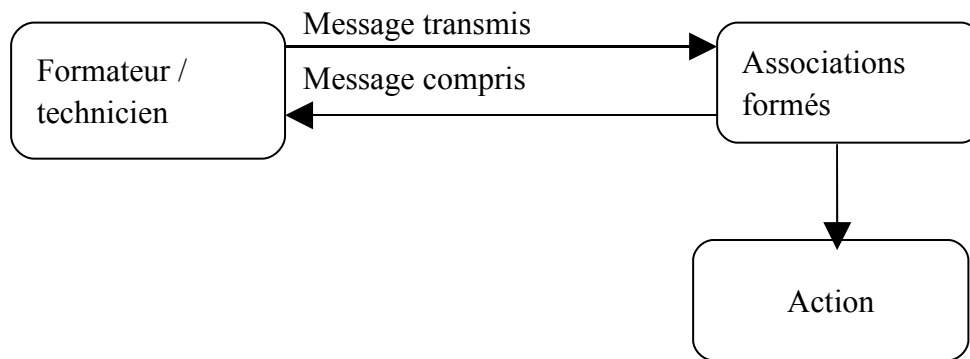
- Réaliser une solide étude historique des actions entreprises. Cela permettrait d'en tirer les enseignements et éviterait de « découvrir » des idées expérimentées il y a des années, mais aujourd'hui tombées dans l'oubli.
- Confier la conception et la mise en place des formations à des responsables qui ne soient ni des techniciens, ni des responsables agricoles. Le concours de bons instituteurs, possédant une solide pratique pédagogique, semble indispensable.
- Assortir la formation de la rédaction d'un journal qui soit écrit par les paysans avec l'aide des formateurs et leur permette de s'exprimer et de produire des textes. Les paysans rédigent eux-mêmes un journal qui reflète leurs préoccupations et les pousse à écrire et à lire, en dehors de toute préoccupation pratique et de pouvoir utiliser leurs compétences dans leur vie quotidienne. L'apprentissage de la lecture et de l'écriture est complexe et ne peut réussir que si les apprenants y prennent un réel plaisir.

6-2-2.L' intensification des formations

Les sessions de formations doivent s'étaler sur deux à trois jours successifs et de manière périodique (mensuelles par exemple). Il est souhaitable que les techniciens épaulant les responsables du village Aina proviennent de la région géographique même et / ou connaissent préalablement le milieu.

Le rôle et la responsabilité des formateurs et des techniciens doivent être clairs aux yeux des paysans associés. Ainsi, les cycles de formation et les matières dispensées doivent s'articuler à leurs besoins et attentes. Les aspects méthodologiques sont à faire correspondre au niveau de compréhension des apprenants. Les techniciens quant à eux, s'assureront que leur intervention régulière et périodique sur terrain résoud efficacement les problèmes posés par les membres associés.

Avant d'entamer une nouvelle session, la mise en cause des méthodes d'enseignement et du rythme d'apprentissage et de compréhension des participants est obligatoire. Ainsi, les formateurs et techniciens, ensemble, s'en tiennent- ils à continuer dans la même voie ou rectifier le tir en vue d'une harmonisation efficace entre formation théorique et pratique sur terrain. Une confiance réciproque et entreprenante facilitera la transmission des messages émis et leur assimilation effective.

Schéma n° 6 : Illustration d'une bonne communication de formation

Source : composition personnelle (2009)

D'aucuns savent que la formation est un processus de communication d'idées et d'acquisition de connaissances. Pour ce faire l'émetteur (formateur) transmet le message. Le récepteur (apprenant) l'approprie selon sa disponibilité et la satisfaction de ses besoins réels ou latents. Une adaptation des connaissances nouvellement acquises dénote de l'efficacité de la formation.

6-2-3. Le suivi sur terrain

La formation ne saurait se limiter aux séances qui lui sont consacrées. Il est indispensable que les paysans ne soient pas laissés seuls pour faire leurs premières expériences sur le terrain. Elles constituent, en fait le véritable apprentissage pratique et pourraient en cas d'échec, face aux difficultés éventuelles, entraîner le découragement ou pire et l'abandon des paysans. Le suivi démarre donc aussitôt après la phase de formation intensive.

Les techniciens suivent ainsi pas à pas l'application des méthodes enseignées à ces paysans. Ils n'ont pas à se substituer, par exemple, au labour des champs. Ceux-ci, en fait, doivent s'impliquer à leur travail et se sentir responsables de leurs actions. Ainsi, un va-et-vient continu doit s'établir entre les deux entités, enrobé d'une confiance réciproque. Le formateur, dans le cadre de son action de promotion des associations paysannes après la formation, doit s'assurer que le transfert est bien réel et se fait au rythme d'apprentissage des paysans. Il doit encourager les membres, leur donner de l'assurance et veiller à leur bonne intégration dans l'association. Il est intéressant de voir comment évolue un groupement au cours des projets successifs par l'utilisation d'un tableau synthétique approprié. Ce tableau est utile aux cas où les formateurs et les techniciens seraient amenés

à changer d'affectation. Il restera ainsi à leurs successeurs des informations et des données claires. Ce tableau est également utile pour les groupements pour effectuer leurs prévisions et leurs programmes en tenant compte de leur propre histoire.

Tableau n° 14: Fiche de suivi annuelle d'évaluation des associations

Association :				
Région :				
Commune :		Fokontany :		
Année de création :				
Année	20	20	20	20
Nombre d'adhérents				
<u>Matériels de culture utilisés:</u>				
Herse				
Charrue ...				
<u>Surfaces d'exploitations dans les projets (ha) :</u>				
-surface totale cultivée par les associations				
-surface individuelle de plantation des membres :				
famille 1				
famille 2				
<u>Rendement des exploitations :</u>				
-rendement total de l'association				
- rendement au niveau de chaque famille :				
famille 1				
famille 2				
<u>Résultat financier des associations :</u>				
-crédit octroyé				
-bénéfice de vente des associations				
-crédit remboursé				
-somme redistribuée à chaque membre				

-épargne de l'association				
<u>Source</u> : composition personnelle (2009)				

D'après ce tableau, les informations relevées sur cette fiche de suivi des associations dépendent naturellement des situations particulières. Cette fiche, ne contient que les informations essentielles. Elle permet très rapidement de caractériser et d'évaluer chaque groupement villageois. On peut y voir : les matériels auxquels les associations ont eu accès, la surface d'exploitation en commun, l'exploitation et les surfaces individuelles des familles ainsi que leurs rendements. Année par année, les informations doivent être rapportées dans ces fiches.

- Nous recommandons également l'enrichissement des contenus des formations à certaines techniques telles relatives à la maîtrise de l'eau : entretien des canaux d'irrigation, renforcement des digues, etc.

6-3. Suggestions pour les associations

Les associations cherchent en général, à gagner de l'argent. Cet argent est un moyen pour continuer à mieux fonctionner tout en reconstituant les stocks et le capital nécessaires pour s'équiper et lancer de nouvelles activités de développement.

L'argent est parfois source de nombreux problèmes et d'âpres difficultés. Des associations s'en sont vues dissoutes : fuite du trésorier, démission des responsables, mésentente entraînant jusqu'à la dispersion des membres.

Pour pallier ces éventuelles inconvénients, le village Aina décline la détention directe de bénéfices des associations. Par contre, il les aide à leur bonne gestion : élaboration de projet, budgétisation, écriture des entrées et sorties... Bref, leur apprendre à tenir un livre de caisse lisible et clair pour tout un chacun. Et à chaque projet correspond un document comptable propre. En effet, l'implication directe des membres des associations dans la conduite des opérations financières doit dissiper tout soupçon de détournement et veiller à la pérennité de la collaboration.

Relevons ainsi les éléments essentiels devant figurer dans ce journal de bord :

Tableau n°15 : Contenu d'un livret de caisse

Date	Libelles	Entrées	Sorties	Reste
	Prêt du village Aina			

	Achat des intrants -semence -engrais -fumier			
	Vente des produits : famille 1 famille 2 famille 3			
	Remboursement du prêt du village Aina			
	Cotisations			
	Epargne issue des projets			
	TOTAL			

Source : composition personnelle (2009)

Le livre de caisse permet à tout moment de vérifier le montant des avoirs de l'association. Il s'avère avons nous dit, difficile aux associations de gérer leur propre argent car l'utilisation des écritures et des papiers, la rigueur et la discipline dans sa tenue ne sont pas le point fort de certains paysans. Il est donc souhaitable de concevoir des règlements stricts au sein des associations :

- Les prêts ne sont accordés qu'à partir de la caisse principale et avec l'autorisation du président de l'association ;
- Le versement doit se faire au comptant ;
- En cas de retrait d'argent de la caisse, une justification doit être apportée ;
- En cas de démission d'un des membres, l'argent versé au profit de l'association reste propriété de celle-ci et non redistribué aux membres.

La comptabilité est souvent une entrée pour l'appui et l'accompagnement au développement des groupements, principalement dans les régions à cultures commerciales. Elle se propose de mettre en place, en étroite collaboration, les producteurs, les outils et les procédures de gestion pour :

- Construire les documents de gestion adaptés au besoin des producteurs.
- Mettre en place les procédures adéquates.

- Assurer un suivi et conseil répondant à la demande des producteurs.

6-4. Suggestions pour les communes

6-4-1. La création d'une cellule d'information des paysans.

La communication joue un rôle primordial si l'objectif principal vise à l'amélioration de la qualité de vie en zone rurale. Le choix des messages à diffuser ainsi que des supports à utiliser doit correspondre aux capacités d'absorption et des attentes des récepteurs. Il incombe aux animateurs de bien comprendre les problèmes du moment, d'y apporter des solutions idoines et de distiller les informations à leur prodiguer.

Si par exemple, les difficultés des paysans producteurs résident au diagnostic des exigences du marché, en une période donnée, techniciens et communicateurs seront tenus à leur fournir des conseils précis dans la production de tels légumes. Cela évitera la saturation du marché, accroîtra la compétitivité des associations et apportera un plus dans la maîtrise de la concurrence. Pour matérialiser ce propos, les relations interpersonnelles des techniciens, des animateurs et des paysans s'établiront de façon franche et réciproque. De plus, l'organisation d'échanges publics ou entre les membres des deux associations sur des thèmes spécifiques s'avère bénéfique : faire naître cet esprit de solidarité et de saine concurrence. Une cellule vivante de conception et de mise en forme dans chaque commune doit ainsi voir le jour, fonctionner à temps plein.

6-4-2. Réhabilitation des infrastructures

Parler de la réhabilitation des diverses infrastructures surtout en milieu rural actuellement semble professer dans le désert. Elles sont, par contre, les chevilles ouvrières pour le développement effectif et harmonieux d'une région. Pour la cas de la commune de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy, la route nationale n°1 les traverse. Un petit nombre d'agriculteurs en tirent avantages. La majeure partie doit parcourir des routes communales mal entretenues. Ainsi, faut-il tenir compte des dépenses supplémentaires à répercuter sur les prix des produits, une fois parvenus aux marchés. Il en est de même de l'aménagement de nouvelles infrastructures hydroagricoles, de leur entretien périodique. Maîtriser le circuit eau dans ces localités requiert l'assistance éclairée de techniciens confirmés.

6-4-3. La mise en place d'un programme d'animation

Quelle que soit l'efficacité d'une technique, quelle que soit la connaissance du milieu rural, toute opération de développement court à l'échec sans une bonne conception du message visant à l'acceptation d'une nouveauté. L'élaboration de ces messages, le choix des modalités et des lieux de transmission en fonction du public ciblés, constituent un ensemble d'opérations indispensables.

Tout le monde n'est pas enclin à accueillir la nouveauté de la même manière, il faut prendre en compte les différents aspects de la vie rurale qui pourraient interférer dans les actions d'animation. Les habitants ont conscience de leurs propres ressources mais aussi des changements et des améliorations nécessaires. Ils veulent prendre une part active dans l'amélioration de leurs conditions de vie. Les programmes d'animation consistent en l'incitation des producteurs à améliorer la qualité des productions par la vulgarisation et l'assistance technique et matérielle. Ces programmes peuvent être effectués sous forme de concours entre associations ou bien d'expositions des produits agricoles dans des foires communales par exemple.

6-4-4. Trouver des débouchés pour les associations des producteurs

Les producteurs peuvent se développer et mettre à niveau leurs compétences de manière à satisfaire aux critères du marché et des autres chaînes d'approvisionnement. Cette mise à niveau consiste généralement à procurer aux agriculteurs les conseils dont ils ont besoin en mobilisant les appuis qui leur sont nécessaires de la part des institutions publiques et privées existantes. Les supermarchés, les entreprises de transformations et autres peuvent également constituer des voies de marché pour les agriculteurs. Les communes pourraient orienter les associations vers ces marchés potentiels. Dans les contrats de production, les associations pourront bénéficier de la fourniture d'intrants, de crédit et de services d'assistance. En contrepartie, les entreprises contractantes partagent les risques de production et de commercialisation avec les producteurs. Ainsi, bien encadrés, les associations pourront honorer les conditions exigées sur la qualité, quantité des marchandises et le délai de livraison. ...

En mettant les agriculteurs à la place qui leur revient au sein de la société civile, en facilitant leurs accès au circuit économique et commercial, les organisations paysannes seraient ainsi capables de prendre leurs responsabilités suivant le temps dans la maîtrise de la gestion des unités de production, des filières-produits, des circuits de financement, des systèmes d'assurances, etc pour aboutir à la professionnalisation de leur métier.

6-4-5. La mise en place de guichet foncier

La mise en place des guichets fonciers au niveau des communes permettrait de concrétiser l'administration de proximité sur les régimes juridiques de la propriété foncière non titrée. Il faudrait insister sur les points suivants :

- Un éclaircissement et une facilitation des procédures d'accès à la propriété foncière
- Une sécurisation des propriétés des exploitants
- Un allègement des frais de procédure
- Une gestion transparente des terrains domaniaux et communaux assurée par une structure dynamique locale.

6-4-6. L'accès aux services financiers

Les contraintes financières sont fréquentes dans l'agriculture. Les activités sont coûteuses, limitant sérieusement la capacité des petits paysans à soutenir la concurrence. La révolution de la micro-finance actuelle permet à d'innombrables agriculteurs en particulier les plus pauvres d'accéder à des prêts. L'implantation d'organismes de financement dans nos deux communes d'étude (Ambatomirahavavy et Fenoarivo) contribuerait à l'amélioration de la productivité agricole des paysans. Aux services financiers déjà existants dans les autres communes, nous proposons de mettre à la disposition des ruraux un service d'assurance pour leur famille et leurs produits.

L'assurance est une stratégie de gestion des risques. Dans ce système financier, l'assurance-récolte est la branche qui vise à couvrir plus particulièrement les pertes dues à des catastrophes naturelles ou à d'autres incidents que les agriculteurs ne contrôlent pas. S'il est parfois impossible d'empêcher une catastrophe, on peut tenter d'atténuer les conséquences. L'assurance peut y aider en mutualisant le risque dans l'espace et dans le temps. Elle n'est pas la panacée face aux risques et aux incertitudes qui menacent l'agriculture. L'assurance ne couvre, en fait, qu'une partie des pertes sur les rendements escomptés pour des cas bien définis d'avance.

6-5. La mise en oeuvre d'une politique de décentralisation effective de l'Etat

La décentralisation effective par le transfert des compétences politiques, administratives, financières et décisionnelles de l'Etat vers les pouvoirs publics au niveau régional ou local, s'avère l'une des réformes du gouvernement devant appuyer un programme d'agriculture pour le développement. En rapprochant le gouvernement des citoyens (les populations rurales), l'entité décentralisée aura en main le potentiel d'aborder les différents aspects locaux de l'agriculture.

Dans bien des cas, un plan de développement conçu, accepté et mis en oeuvre par la majorité de la communauté locale est promis à une réussite certaine. Néanmoins, satisfaire les besoins de base que sont la santé, l'éducation et les infrastructures élémentaires l'emporte sur les activités génératrices de revenu.

Cette adhésion collective va de pair avec la responsabilisation du groupe concerné dans l'exécution des plans initialement définis. Ceci se marie avec l'affectation de personnes ressources compétentes dans leur domaine respectif.

Mais la condition sine qua non d'un résultat positif et pérenne du développement et de décentralisation réussis réside en l'acceptation d'un suivi permanent et efficace à tous les niveaux locaux. En effet, les dérives sont multiples : abus de pouvoir émanant des responsables, népotisme sous toutes ses formes ou domination flagrante de l'élite locale, esprit conservatiste et réfractaire à toute aspiration au renouveau... A cela s'ajoute la non résolution des conflits larvés qui, à la longue, pourraient attédir l'enthousiasme de la population. L'utilisation à bon escient des différents canaux de communication (radio, télé, journaux, réunions...) apporterait de l'eau au moulin d'un développement social durable.

CHAPITRE 7 : VERS LA PROFESSIONALISATION DU METIER D' AGRICULTEUR

La promotion des activités communautaires engagent la totalité des membres. Initialement les mobiles sont à la fois idéologiques (lieu de mobilisation des énergies individuelles vers un objectif commun ; preuve visible de l'existence du groupement), et économiques (résultats financiers attendus devant permettre des investissements collectifs au profit de l'association et redistribution des bénéfices entre les membres).

7-1. La voie tracée par le village Aina

7-1-1. Incitation à la pratique de l'agribusiness

Parmi les appuis du village Aina figure la formation. L'objet de la formation des paysans étant prioritairement technique et économique (gestion), mais porte aussi sur l'information commerciale. Le village Aina conseille les producteurs sur les options à prendre pour les investissements, les temps de travaux. Ces conseils peuvent être individuels ou collectifs.

Le village Aina a incité tout particulièrement la pratique d'activités génératrices de revenu dont la plantation du ravintsara et du géranium. Ces cultures s'intègrent dans une démarche d'agrobusiness car la production est assurée de trouver marché. Un terrain de 2.5 Ha pour la culture de ravintsara et de géranium est en cours d'aménagement pour servir de vitrine aux paysans et au bénéfice même du village Aina. Ce dernier assume la transformation directe des feuilles récoltées auprès des paysans par la nouvelle acquisition d'un alumbic²⁵ de distillation.

La mise en place d'une association de producteurs basées sur un produit (plante à huile essentielle) apparaît généralement comme un moyen d'améliorer le revenu des paysans qui adhèrent à ce type de groupement. Ce groupement présente des avantages :

- Elle améliore les compétences techniques et organisationnelles du paysan (développement du métier) ;
- Et elle facilite la mise en place d'une organisation des producteurs et favorise le développement de l'esprit associatif .

²⁵ Appareil de transformation des plantes en huiles par un procédé de distillation

7-2. L'avènement d'un mouvement paysan

Certains groupements obtiennent des aides multiples parce qu'ils sont bien placés géographiquement ou bien introduits auprès des bailleurs de fonds. D'autres, leurs voisins parfois n'ont jamais bénéficié d'aucune aide. Car dans certains cas les groupements peuvent aussi devenir les instruments involontaires d'accroissement du pouvoir des organismes d'appui, africains ou étrangers.

7-2-1. Caractéristique d'un mouvement paysan

Dans un contexte de défense de l'intérêt de différents groupes sociaux à la campagne. Les mouvements des paysans sont constitués par des acteurs sociaux nouveaux extrêmement importants pour le développement économique des pays. Ils sont à l'origine de la création et du développement de nombreux services pour les populations agricoles (vulgarisation, petits aménagements, formations, achat groupés d'intrant) là où ils existent et se développent, ils constituent la preuve de la prise en charge des ruraux par eux-mêmes. Il faut prendre en compte les différents registres qu'utilisent les acteurs et les différentes ressources qu'ils mobilisent pour arriver à leurs fins. La raison des paysans est de nature multiple, pas toujours explicites et surement pas exclusivement dictées par une rationalité technico-économique.

Des mouvements paysans ont pu naître et se développer en construisant progressivement des organisations capables de défendre leurs objectifs. Ces organisations ne se sont consolidées par la formation des gens, mais aussi dans l'action collective qui forge les responsables paysans.

Un mouvement paysan est une organisation :

- voulue et créée par les paysans eux-mêmes et ayant un rayonnement régional ou national, et qui se donne des objectifs conscients, explicités avec un projet pour la paysannerie
- est capable de formuler des revendications exprimant les aspirations du monde paysan
- est en mesure si nécessaire de mobiliser les masses paysannes dans des actions concrètes pour faire aboutir les revendications
- est reconnue par les pouvoirs publics comme interlocuteur pour négocier des dossiers de la paysannerie et d'un projet de société

- a un fonctionnement démocratique où les responsables élus sont porteurs de mandats, rendent des comptes et acceptent leur renouvellement par vote à bulletin secret des membres.

Les organisations paysannes ont besoin d'appui et de moyens propres pour se développer mais elles ont aussi besoin d'espaces, de dialogues, de confrontation d'un monde viable dans lequel l'agriculture et le monde rural prennent une place convenable.

7-2-2. Vers une professionnalisation du métier

Le discours sur les organisations paysannes se réduit trop souvent à une vision modernisante de l'agriculture où une profession organisée va prendre en main les rênes de son propre développement : professionnalisation de l'agriculture, structuration du monde rural, qui sont autant d'expressions qui ne doivent pas faire oublier l'existence des réalités rurales complexes et des multiples logiques des producteurs agricoles. A cette complexité s'ajoutent les facteurs culturels ou généralement sociaux qui, d'une manière ou d'une autre, confèrent aux acteurs des rationalités où les critères économiques sont loins d'être les seuls guides de l'action.

Le concept de professionnalisation de l'agriculture est maintenant utilisé par un nombre croissant d'opérateurs sans que ses utilisateurs soient pour autant d'accord sur ce qu'il recouvre et implique.

La démarche dite de professionnalisation consiste à aider les producteurs ruraux à se comporter en entrepreneurs de micro-entreprises agricoles et artisanales, acteurs directs de leur développement par la promotion de leur capacité de négociation et de cogestion avec les autres producteurs, les collectivités locales, l'État et les bailleurs de fonds. Une organisation professionnelle est un lieu où se retrouvent des personnes parlant un même langage et qui exercent un même métier.

L'agriculteur pratique un métier car il applique et combine des savoir-faire, il prend des risques (chef d'exploitation) et gère ses affaires en fonction de l'environnement de l'exploitation (aléas économiques, climatiques...). Faire son métier c'est être un partenaire à part entière de tous les acteurs qui œuvrent en milieu rural. L'agriculteur assure la gestion technico-économique de l'exploitation, il est agriculteur de métier et non plus seulement paysan de son état. Le paysan est défini par son état de vie, il deviendrait un agriculteur, voire un exploitant agricole pratiquant un métier lorsqu'il est reconnu par l'ensemble de la

société. Ce processus implique à la fois une mutation culturelle des intéressés et une reconnaissance du secteur agricole comme secteur économique et social à part entière, une revalorisation sociale de l'activité agricole.

Le foisonnement d'organisations et d'initiatives sur le terrain est en train de conduire, compte tenu de l'évolution rapide des contextes socio-politiques et économiques, à des regroupements qui prennent des formes multiples. Ils couvrent des champs divers sans qu'on puisse toujours clairement distinguer entre organisation économique ou de crédit, groupement à caractère socio-culturel. Les facteurs de regroupement peuvent être liés à un produit, à un leader, à une ethnie.

La professionnalisation de l'agriculture, c'est permettre au groupes d' émerger. Elle suppose la responsabilisation progressive des producteurs et leur participation à toutes les instances où se décide la politique agricole.

Conclusion de la 3^{ème} partie

Nous avons constaté au cours de nos descentes in situ que les responsables directs des communes de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy, dans leurs projets d'actions pour le développement, négligent un tant soit peu les infrastructures locales, surtout agricoles. Il est vrai que le budget à y affecter s'avère dérisoire face à l'immensité de la difficulté des travaux à entreprendre. S'y ajoute en outre ce manque de solidarité constaté au niveau des citoyens pour rechercher ensemble des solutions concrètes aux problèmes de développement.

Aussi, le village Aina a-t-il pris en compte cette faiblesse de la population . Il les a convaincu à son début les quelques membres d'une même famille à se regrouper en associations solidaires. L'amélioration des conditions de vie de chaque groupement en est le leitmotiv avancé. Des apports en formation théorique et pratique sont fournis suite à leurs aspirations respectives. Prêts financiers à partir des besoins découlant de chaque projet sont octroyés avec promesses tenues de remboursement à toute fin de cycle. Nonobstant l'insuffisance d'encadrement par des techniciens permanents et disponibles à tout moment, le village Aina se place en entité phare pour la population de ces deux communes. L'efficacité des interventions et l'effcience des activités sont l'avenir prometteur de cette initiative. De longue haleine, la renaissance de cet esprit de solidarité et de cohésion au sein de la société fera tache d'huile pour le bien- être et le développement harmonieux de l'ensemble de la population.

CONCLUSION GENERALE

Si l'objectif principal tend à la promotion socio-économique de la famille, le regroupement en associations en est le tremplin idéal pour la vie en communauté. Personne, en fait, n'est une île et la cohésion, l'entraide au sein de la société emmènent beaucoup plus vite à sa réalisation. Les membres se sentent solidaires dans les échecs que dans les réussites. Craignant de mal étreindre les réalités complexes de la population en général, dans les communes de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy, les soeurs du village Aina se sont contentées, jusqu'à présent, de ne mettre en place que les deux associations.

Les moyens mis en oeuvre sont aussi limités malgré l'ampleur et l'urgence des actions à accomplir. Les appuis formationnels, matériels et financiers sont loin de satisfaire les pressants souhaits des membres associés. Hâte et précipitation ne se conjuguent pas toujours sur un même registre. En effet, changer jusqu'à bouleverser des pratiques et des habitudes parfois séculaires demande tact et patience tenace.

Les associations Lovasoa de Fenoarivo et Valisoa d'Ambatomirahavavy se placent en prémices des actions visant à tirer les familles de leur situation précaire. Convaincues de l'opportunité de l'entreprise, elles ont adhéré avec lucidité tout en sachant pertinemment que beaucoup d'efforts leur seront demandés : formation théorique continue, abandon des techniques vétustes, adoption de nouvelles méthodes de production, entretien périodique et collectif des infrastructures de base. Réunir toutes ces conditions essentielles et les mettre en pratique, telles sont les clés pour relever le défi. Et de surcroît, la majorité des membres de ces groupements se trouve dans la fleur de leur jeunesse. Un avenir prometteur lui donc à l'horizon du développement pérenne dans les communes de Fenoarivo et d'Ambatomirahavavy.

De multiples éléments démontrant cette évolution positive auprès de chacune des associations encadrées par le village Aina sont décélables et procèdent de l'esprit déterminé, maléable de ces jeunes membres. La pratique d'une alphabétisation fonctionnelle et l'utilisation d'un langage approprié, intelligible entre les interlocuteurs ont accéléré la transmission des messages. La prise en compte de leurs principaux desiderata a facilité l'acceptation des voies et des moyens à mettre en oeuvre. De ce fait, les contraintes économiques (instabilités des prix des produits) et climatiques (sécheresse, grêle et inondation) ont été plus ou moins subjuguées momentanément. Cet esprit de lutter et d'avancer ensemble a consolidé la cohésion au sein des membres, réactivé l'entraide. Les

visites et les voyages à l'extérieur de leur circonscription ont mis du sang neuf dans les groupements. Voir les autres déployer des efforts pour sortir du borbier de la pauvreté et constater de visu la réussite de leurs entreprises sont des coups d'étrier au flanc, de la volonté pour réctifier les démarches salutaires.

Changer le comportement, il est vrai, d'un société, surtout rurale, demande un travail laborieux et persévérant. Et quand les conditionnalités proposées par les responsables de développement (à l'exemple du village Aina) coïncident avec les aspirations des acteurs militant pour le renouveau de leur niveau social, il s'avère plus aisé de trouver des solutions consensuelles et adaptées aux situations présentes. Jusqu'à présent, l'encadrement pratique et de suivi technique par les agents du centre ne satisfait pas complètement pas les exigences des associations. Par contre, le financement octroyé par le village Aina, sous l'administration directe du Bureau de Coordination des Actions Sociales (BUCAS), se décaisse en temps voulu, de manière plus souple, loin des tracasseries bureaucratiques constatées auprès des Ong à fonds entièrement étrangers. Et le mérite louable de ces actions revient à oeuvrer directement à partir de la cellule de base de la société qu'est la famille. De plus, les consignes professées visent au développement de tout homme et de tout l'homme.

En outre, l'implication décisive de l'Etat à travers ses ramifications déconcentrées et décentralisées donnera un coup de pouce bénéfique et encourageant afin de débayer les diverses entraves éventuelles et de trouver la synergie nécessaire dans l'accomplissement des choses publiques. En effet, si les ONG et les responsables communaux s'attellent à oeuvrer sans fard auprès de la population locale, la mobilisation sociale suivra le chemin du développement tant souhaité de tout la mise en chantier des propositions et résolutions dans la plan communal de développement (PCD) se fera plus solidairement avec une réussite certaine.

Que pensons nous donc de l'avenir immédiat et à long terme de ces associations à vocation rurale, s 'ambitionnant de promouvoir leur bien-être. Le temps d'observation et d'approche de toutes les entités concernées par notre enquête était notre ennemi principal. En effet, l'étude d'une société dans l'espace et dans le temps requiert de la perspicacité et d'une patience continue. Néanmoins, nous avons constaté cette volonté réelle des membres des associations à s'extirper du fossé de la pauvreté. Le soutien matériel et moral des ONG comme le village Aina met de l'huile sur l'ardeur parfois vacillante de ces « damnés de la terre ». L'ombre funeste de ces coopératives socialistes d'autrefois hante l'esprit de

beaucoup de gens et ternit la noble dimension individuelle et collective des actions de développement. Si la politique d'appuyer sans étouffer, d'initier sans imposer, d'accompagner sans se précipiter est bien acceptée par tous, nous touchons du bois que cette pauvreté endémique s'estompera, ou du moins, diminuera d'intensité. Notre vif souhait car cette pauvreté ne doit plus s'inscrire au registre des pays du Tiers Monde.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

1. BIROU (A) , « *Vocabulaire pratique des sciences sociales* », Edition Economies et Humanismes- Les éditions ouvrières, Paris, 1966.
2. CEFAI (D), *L'enquête de terrain*, La découverte, MAUSS, Collection Recherches,
3. CUIN (C.H), GRESLE (F) , « *Histoire de la sociologie* », Edition de la découverte, 3^{ème} édition, Collection Repères, Paris, 2002.
4. Dictionnaire de Sociologie, Encyclopaedia Universalis, 1998.
5. DORTIER, Als , « *Le dictionnaire des sciences humaines* », Edition Sciences Humaines », Auxerre, 2004.
6. FERREOL (G) , « *Dictionnaire de sociologie*, Armand Colin , 3^e édition, Paris, 2002.
7. FERREOL (G), NORECK (J-P), *Introduction à la sociologie*, Armand Colin, Collection Cursus, Paris, 5^e édition, 2000
8. GHIGLIONE (B), MATALON (B), *Les enquêtes sociologiques, théories et pratiques*, Armand Colin, Collection U Sociologie, Paris, 1991.
9. GOFFMAN (E) , « *Les rites d'interaction* », Edition de minuit, 1974.
10. LABIN (P), DORTIER (J-F), *La sociologie*, Editions Sciences Humaines, Paris, 2000.
11. PENOUIL (M), POULALION (G), *Sociologie générale : pour un dialogue interdisciplinaire*, l'Hermès, Paris, 1997.
12. PICHAUT (F), *Traité de sociologie du travail*, De Boeck, Bruxelles, 1994.
13. QUIVY (R), VAN CAMPENHOUDT (L), « *Manuel de recherché en sciences sociales*», Edition Dunod, Paris, 1988
14. RIAKA , « *Le développement de A à Z , Dictionnaire critique* », Friedrich Ebert, 1995.
15. TOURAINE (A) , « *Sociologie de l'action* », Edition du Seuil, Paris, 1965
16. ROCHER (G), *Introduction à la sociologie générale : l'action sociale*, Tome1, HMH, Collection Points, Paris 1970.

OUVRAGES SPECIFIQUES

17. AUBERT(C), FRAPA (P), « *Onze questions clés* », Edition Terre vivante, paris , 1983.
18. BARA GUEYE , FREUDEN BERGER (K),« *Introduction à la méthode accélérée de la rcherche participative (MARP) , quelques notes pour appuyer une formation*

- pratique* », International Institute for Environment and Développement (IIED), 2^{ème} Edition, 1991
19. BAYONNA – BA- MEYA TOTTE- STEKKE , « *Facteurs culturels et projets de développement rural en Afrique centrale, points repères* », Edition CICIBA (Centre international de civilisation bantu), Edition Harmattan, Libreville gabon, 1989.
 20. BERBAUM (J) , « *Apprentissage et formation* », Edition PUF, 1999.
 21. DECOUDRAS , « *A la recherche des logiques paysannes* », Edition Karthala, 1997.
 22. DESJEUX (D) , « *La culture, clé du développement* », Edition l'Harmattan, 1994.
 23. DURUFLE, FABRE, YUNG , « *Manuel d'évaluation des effets socio- économiques des projets de développement rural* », Ministère de la Coopération, 1988.
 24. HERVIEU (H) , « *Les agriculteurs* », Edition PUF, Collection QSSJ, 1996.
 25. KOUDONKPON , « *Pour une recherche participative- stratégie et développement d'approche de recherche avec les paysans du Bénin* », Direction de la recherche agronomique de cotonu, institut Royale des tropiques- Amsterdam, 1992.
 26. LAULANIE , « *Le riz à Madagascar, un développement en dialogue avec les paysans* », Edition Ambozotany- Edition Karthala, 2003
 27. LAZEGA , « *Réseaux sociaux et structures relationnelles* », collection Que- sais- je, Edition PUF, 1998.
 28. LEPLAT (J), ENARD (CL), WEILL FASSINA (A), « *La formation par l'apprentissage* », Edition PUF, 1970.
 29. LEROY , « *Exode ou mise en valeur des campagnes* », collection la terre, Edition Flammarion, Paris, 1958.
 30. MENDRAS (H) , « *Sociologie du monde rural*, in Georges gurvitch [dir.], traité de sociologie, PUF, 1958.
 31. MICHAUD , « *Qu'est ce que la soci été* », Edition Odile Jacob, l'université de tous les savoirs, Volume 3, 2000.
 32. MORIZE (J) , « *L'animation des groupements villageois* », Forhom BDPA, 1985.
 33. MURPHY(J), SPREY (L.H) , « *Evaluation permanente du développement agricole* », edition ILRI, 1984.
 34. Ouvrage collectif , « *Regards sur le travail des formateurs* », Collection Education permanente, 1994.
 35. PAVAGEAU (J) , « *Jeunes paysans sans terre. L'exemple malgache* »,Collection alternatives paysannes, Série développement et artisanat, 1981.

36. PERROUX , « *Pour une philosophie du nouveau développement* », Edition Aubier, UNESCO, 1981.
37. Politique Africaine , « *Politique foncière et territoriale* », Edition Karthala, 1986.
38. PONCET (J) , « *Paysage et problèmes ruraux en tunisie* », PUF, Tunisie, 1962.
39. PUJOLLE (Thérèse), « *L'Afrique noire* », Edition Flammarion, Collection Dominos, 1994.
40. RAMIARANTSOA (R. H) , « *Chair de la terre, oeil de l'eau , Paysanneries et recompositions des campagnes en Imerina (Madagascar)* », Edition de l'Orstom, Collection à travers champs, 1995.
41. ROBERT (M) , « *Sociologie rurale* », Edition PUF, Collection QSJ, 1986.
42. ROUSSEAU (G) , « *Les pauvres dans le monde rural* », Edition Sos, , 1963.
43. UNESCO , « *La culture, clé du développement* », Unesco, Paris, 1983
44. UNESCO , « *La dimension culturelle du développement* », Unesco, Paris, 1994.

PUBLICATIONS

45. INADES formation , « *Le métier d'Ag riculteur* », Série 1, 1972.
46. INSTAT, PADR, IRD, GIE DAL , « *Dynamiques rurales à Madagascar , perspectives sociales, économiques et démographiques* » – Colloque scientifique du 23-24 Avril 2007, Antananarivo
47. LAULANIE , « *L'enseignement agricole au paysan malgache* », in Bulletin de l'académie malgache, Tome 42, Antananarivo, 1964.
48. PASCAL (B), « *Max Weber et le processus de rationalisation des activités sociales* » -Essai de synthèse
49. PASCALINE (A.B) ,« *La pauvreté rurale à Madagascar , caractéristiques, dynamiques et politiques publiques* »- Conférence du 15-17 Novembre 2006 – Antananarivo.
50. RAMBININTSOA (T) , « *La logique paysanne, une référence ?* », in Bulletin de l'académie malgache, nouvelle série- Tome LXIX/ 1-2, 1991.
51. Raport sur le développement dans le Monde 2008 , « *L'agriculture au service du développement* », Edition de Boeck, Banque Mondiale, 2008.
52. ROUVEYRAN (J.C), CHAVANES (B) , « *Approche descriptive et quantitative de l'agriculture malgache* », Faculté de droit et de sciences économiques de Madagascar, 1963.

MEMOIRE De MAITRISE

53. RANDRIAMPARANY Helisoa Zoé Eliette , « *Impact des successions des projets sur les organisations paysannes , l'exemple de Fikambanan'ny Tantsaha Mivondrona Ambalavao (FITAMIAM) dans la commune rurale, Sous-Préfecture d' Antananarivo Atsimondrano* », Département d'Histoire, Filière Sciences sociales du développement, Faculté des Lettres et Sciences Humaines. Directeur de mémoire , FELTZ Gaëtan. A.U 2001-2002

WEBOGRAPHIE

- RICARD (M.C) , « *Formation de formateurs , comment préparer et réaliser une formation en milieu rural. Pogramme d'appui aux filières vivrières, Mananjary-Madagascar* » .<http://www.interaide.org/pratiques>, Agro- formation.
- YAO ASSOGBA , « *la raison démasquée , sociologie de l'acteur et recherche sociale en Afrique* », avril 2007, PUF. Yao.assogba@uqo.ca
- BRUNEL (S) , « à qui profite le développement durable », Edition Larousse, 2008. In [www. Wikipédia.org](http://www.Wikipédia.org)
- « Pyramide des besoins » , [http:// fr.wikipedia.org/wiki/Pyramide_des_besoins](http://fr.wikipedia.org/wiki/Pyramide_des_besoins).
- « La dynamique du développement social dans un contexte de mondialisation », 33^{ème} Conférence, <http://www.icsw2008.org/programme/jour-3-développementsocial/>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	1
1-1. Le monde rural	7
1-1-1. Le comportement économique et social des paysans malgaches	8
1-1-1-1. Ménages et activités lucratives	9
1-1-1-2. Autour du travail paysan	9
1-1-2. Le projet de développement rural	10
1-1-3. La formation des paysans malgaches	11
1-1-3-1. La formation et la vulgarisation	11
1-1-3-2. L'hystérésis paysanne :	13
1-1-3-3. La réalisation d'une formation en milieu rural	14
1-2. Notions de développement	14
1-2-1. Développement social et économique	15
1-2-2. Développement durable	15
1-2-3. L'indice de développement humain (IDH)	16
1-2-4. Politique générale de développement de l'Etat malgache	17
1-2-4-1. Les bailleurs de fonds et les aides pour le développement	18
1-2-4-2. La décentralisation	19
1-2-4-3. Développement rural et politique agricole malgache	20
1-3. Conceptions diverses sur la pauvreté	21
1-3-1. Les causes de la pauvreté dans le Tiers Monde.....	21
1-3-2. Les différentes approches de la pauvreté	22
1-3-3. La lutte contre la pauvreté	23
1-4. La sociologie compréhensive	23
1-4-1. La rationalité des individus.....	24
1-4-2. Structures relationnelles et rationalité.....	24
1-4-3. Les types d'activités des individus selon leur rationalité.....	25
1-4-4. Conséquence de la rationalisation des activités sociales	25
1-5. La motivation	26
1-5-1. Manifestations de la motivation	27
1-5-2. La hiérarchie des besoins de Maslow	27
CHAPITRE 2 : MONOGRAPHIE DES DEUX COMMUNES.....	29
.....	29
2-1. Situation générale	29
2-1-1. La délimitation.....	29
2-1-2. Le relief	30
2-1-3. L'hydrologie	30
2-1-4. Le climat.....	30
2-2. La démographie.....	30
2-3. Les Infrastructures sociales	32
2-3-1. Les établissements de santé	32
2-3-2. Les établissements scolaires	32
2-3-3. Les Infrastructures culturelles et sportives	32
.....	32
2-3-4. Les infrastructures culturelles.....	32
2-4. Profil économique des deux Communes	33

2-4-1. Les pratiques culturelles	33
2-4-3. La pisciculture	34
2-4-4. L'artisanat	35
2-5-1. Historique de la commune de Fenoarivo.....	35
2-5-2. Historique de la commune d'Ambatomirahavavy.....	36
2-6. Des communes et de leurs moyens d'action pour le développement.....	39
2-6-1. Les actions de développement dans la commune de Fenoarivo	39
2-6-2. Les actions de développement dans la commune d'Ambatomirahavavy	39
CHAPITRE 3 : LE VILLAGE AINA ET LES ASSOCIATIONS BENEFICIAIRES	
DES AIDES.....	43
3-1. Etat des lieux.....	43
3-1-1.Situation géographique et infrastructures du village Aina	43
3-1-2.Organigramme du village Aina	44
3-1-3.Répartition de travail dans le village Aina	45
3-1-4.Historique du village Aina et de l'autopromotion communautaire des familles.....	48
3-1-5. Le partenariat entre le Village Aina et les deux communes	49
3-1-5-1. Les impacts de la présence du village Aina dans les deux communes	49
3-2. Les associations concernées.....	50
3-2-1. Les membres des associations	50
3-2-2. organisation et fonctionnement des associations	50
3-2-2-1.Le bureau exécutif	50
3-2-2-2.Le règlement interne	51
a.Sources des revenus.....	51
b. Modalités des réunions	51
3-2-3. Caractéristiques sociologiques des ménages au sein des associations	52
3-2-3-1.La taille des ménages	52
3-2-3-2. Le niveau d'instruction	52
3-2-3-3. Les conditions de vie	53
3-2-3-4.La structure des âges	53
3-3.Finalités des actions du village Aina	54
CHAPITRE 4 : LES FACTEURS DE PRODUCTION ET LES CONTRAINTES....	55
4-1.Ménages et propriété foncières	55
4-2. Les mode de faire- valoir des terres	58
4-3. Les moyens matériels utilisés et les surfaces d'exploitations.....	59
4-4. Le facteur foncier	59
CHAPITRE 5 : LES ACTIVITES DE PRODUCTION ET LEUR RETOMBEES...	61
5-1. Les activités des paysans dans le cadre des projets avec le village Aina	61
5-1-1. Les pratiques culturelles.....	61
5-1-2. L'élevage	62
5-1-3.Calendrier des activités	62
5-1-4. Evolution de la production des associations dans le cadre des projets.....	64
5-1-4-1. L'association Lovasoa	64
a.Les haricots	64
b. Les haricots verts.....	65
c. La pomme de terre	65
d. L'élevage de volailles	65
5-1-4-2. L'association Valisoa	66

a. La tomate.....	66
b. Le concombre	66
c. La pomme de terre et le haricot vert.....	67
d. L'élevage avicole	67
5-1-5. La variation des prix	67
5-1-5-1. La variation des prix des légumes.....	67
5-1-5-2. La variation du prix des volailles	69
5-2. Etat financier des projets des associations	69
5-2-1. Le revenu des paysans selon les projets de l'association Lovasoa	69
5-2-2. Le revenu des paysans selon les projets de l'association Valisoa.....	70
5-2-3. Les répercussions sur les ménages	71
5-2-3-1. La motivation des membres des associations.....	71
5-2-3-2. La satisfaction des attentes	72
5-3. Les contraintes.....	73
5-3-2. Au niveau des associations	74
5-3-2-1. Le problème technique	74
5-3-2-2. Les problèmes liés à la production	74
5-4. Les cultures complémentaires	75
5-5. Les activités secondaires	76
5-5-1. Le rôle croissant des activités non-agricoles dans le devenir des familles paysannes.....	76
CHAPITRE 6 : RECOMMANDATIONS POUR LES DIFFERENTS ACTEURS DU DEVELOPPEMENT.....	80
6-1. Le modèle du village Aina	80
6-1-1. La prise en compte des facteurs socioculturels	80
6-1-2. L'incitation au développement participatif	80
6-2. L'amélioration des formations.....	81
6-3. Suggestions pour les associations.....	85
6-4. Suggestions pour les communes	87
6-4-1. La création d'une cellule d'information des paysans.....	87
6-4-2. Réhabilitation des infrastructures	87
6-4-3. La mise en place d'un programme d'animation	87
6-4-5. La mise en place de guichet foncier	89
6-4-6. L'accès aux services financiers	89
6-5. La mise en oeuvre d'une politique de décentralisation effective de l'Etat.....	90
CONCLUSION GENERALE.....	96
BIBLIOGRAPHIE.....	99

Annexes

ANNEXES

LISTE DES ACRONYMES

- **BIRD** : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
- **BUCAS** : Bureau de Coordination des Actions Sociales
- **CAR** : Collectivités Autochtones Rurales
- **CCS** : Commission Communication Sociale
- **CDR** : Commission Développement Rural
- **CDS** : Commission Diocesaine de la Santé
- **CEF** : Commission Education Formation
- **CHU** : Centre Hospitalier Universitaire
- **CJS** : Commission Justice Sociale
- **CSBI** : Centre de santé de base (niveau I)
- **CSB II** : Centre de Santé de Base (Niveau II)
- **DSRP** : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
- **DCPE** : Document Cadre de Politique Economique
- **FED** : Fonds Européen pour le Développement
- **IDH** : Indice de Développement Humain
- **OMD** : Objectif du Millenaire pour le Développement
- **ONG** : Organisations Non Gouvernementales
- **ONU** : Organisation des Nations Unies
- **PAS** : Programme d'Ajustement Structurel
- **PADR** : Plan d'Action pour le Développement Rural
- **PSDR** : Projet de Soutient au Développement Rural
- **PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Developpement

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau n° 1</u> : Répartition de la population d'enquête	4
<u>Tableau n° 2</u> : Les délimitations des deux communes	29
<u>Tableau n° 3</u> : La tranche d'âge des populations	31
<u>Tableau n° 4</u> : les infrastructures de culte dans les communes	33
<u>Tableau n° 5</u> : Les différents types de cultures et les superficies exploités	33
<u>Tableau n° 6</u> : Effectif du cheptel	34
<u>Tableau n° 7</u> : Les différents appuis du village Aina	46
<u>Tableau n° 8</u> : Les terres possédées par les ménages membres des associations Lovasoa et Valisoa.	55
<u>Tableau n° 9</u> : Les différents types de cultures	61
<u>Tableau n° 10</u> : Calendrier des projets des associations	63
<u>Tableau n° 11</u> : Etat financier des projets de l'association Lovasoa	69
<u>Tableau n° 12</u> : Etat financier des projets de l'association Valisoa	70
<u>Tableau n° 13</u> : Les cultures en dehors des projets des associations	75
<u>Tableau n° 14</u> : Fiche de suivi annuelle d'évaluation des associations	84
<u>Tableau n° 15</u> : Contenu d'un livret de caisse	86

LISTE DES SCHEMAS

<u>Schéma n° 1</u> : Schéma de représentation de l'organigramme du village Aina	44
<u>Schéma n° 2</u> : Organigramme type des associations	51
<u>Schéma n° 3</u> : Le pourcentage des ménages détenteurs de rizière	56
<u>Schéma n° 4</u> : Le pourcentage de familles possesseurs de tanety	56
<u>Schéma n°5</u> : Le pourcentage de familles détentrices de baiboho	57
<u>Schéma n°6</u> : Illustration d'une bonne communication de formation	83

LISTE DES GRAPHIQUES

<u>Graphique n° 1</u> : Répartition des populations dans les communes	31
<u>Graphique n° 2</u> : Le niveau d'instruction selon le sexe	52
<u>Graphique n° 3</u> : La production de haricots	64
<u>Graphique n° 4</u> : La production de haricot vert	65
<u>Graphique n°5</u> : La production de tomate	66
<u>Graphique n° 6</u> : La production de la pomme de terre et du haricot vert	67

LISTE DES PHOTOS

<u>Photo n°1</u> : une séance de formation	48
<u>Photo n° 2</u> : les baiboho de Fenoarivo pendant une culture de vary aloha	58

LISTE DES CROQUIS

<u>Croquis n°1</u> : la commune rurale de Fenoarivo	37
<u>Croquis n°2</u> : la commune rurale d'Ambatomirahavavy	38
<u>Interpretation n°1</u> : la pyramide des besoins de Maslow	28

FICHES D'ENQUETE

FIANAKAVIANA (Ménages)

DATE/ Daty		OBSERVATIONS
ENQUETE N°		
LAHY/Homme	VAVY : Femme	
Commune :		Fokontany :
Age : [0-10[[10-20[[20-30[[30-40[[40-50[[50-60[[60 et + [		
MANAMBADY (marié)	TSY MANAMBADY(non marié)	
VITA MARIAZY (mariage religieux)		
ISAN-JANAKA (nb d'enfants)		
KILASY NIJANONANA NIANATRA (Dernière classe fréquentée)		
FIRY MIANATRA NY ANKIZY (nb d'enf allant à l'école)		
FINOANA (religion)		
AVY ETO VE IANAREO (origine) ENY		
NIFINDRA MONINA VAO HAINGANA (nouveaux venus) EFA ELA (migrants de longue date) Mponina (originaires)		

TRANO (maisons)

Endrika ivelany (aspects extérieurs):

- vita amin'ny biriky (**briques**), simenitra (**Ciment – béton**), tany (**terre**)
- rihana (**étage**): misy/**oui** tsy misy/**non**

- tafo (**toiture**): fanitso (**tôle**) , Bozaka (**chaume**)
- tompontrano ve sa manofa (**propriétaire ou locataire**)
- mahazo rano fisotro avy @ jirama (**accès à l'eau potable**)
- mahazo herinaratra ve (**avez-vous accès à l'électricité**)

FIFANDRAISANA AMIN' NY MANODIDINA (rapports avec l'extérieur)

Manao ahoana ny fifandraisanareo amin'ny manodidina@ maha mpikabana anareo ao amin'ny village Aina (**quelles sont les relations qui vous lient à votre entourage**)

- Andavanandro (**quotidiennement**)
- Eny an-tsaha (**Dans les champs**)

FIKAMBANANA (association)MPIKAMBANA / NANOMBOKA OVIANA (**date d'adhésion**)

Vaovao / nouveau	Tranainy/ ancien

-IZA ary OVIANA NO NANANGANA NY FIKAMBANANA (**qui est à l'origine de la création des associations**)

-INONA NY DIKAN' NY ANARANA NOMENA NY FIKAMBANANA (**que signifie le nom de l'association**)

-IZA AVY IREO MPIKAMBANA : (**quels sont les liens entre les membres**)

MPIRAY TANANA (**liens de voisinage**)

MISY MPIHAVANA (**liens familiaux**)

-MANANA FITAOVANA IARAHANA MITANTANA VE NY FIKAMBANANA (**avez-vous des matériels que vous gérez en commun**)

-INONA NY FOTOAM-PIVORIANAREO (**quand ont lieu les réunions**)

ISAM-BOLANA (**mensuel**) ISAN-TELOVOLANA (**trimestriel**) ISAN-TAONA (**annuel**)

-MOMBA-NA INONA IZANY FIVORIANA IZANY (**objet des réunions**)

-AHOANA NY FOMBA FANATANTERAHANAREO IZANY (**comment se déroule la réunion**)

-IZA AVY NO MANDRAY ANJARA

AIZA NO ATAO IZANY

(Qui sont les participants) (Où se déroule la reunion)

-INONA NY HETSIKA EFA NATAONAREO MPIKAMBANA MIARAKA / ANTONY (**quels sont les activités que vous avez déjà effectué en commun**)

-MANDOA LATSAK 'EMBOKA VE NY MPIKAMBANA.RAHA MISY ATAO INONA (**faites vous une cotisation**)

-INONA NY ASA ATAONAREO MPIKAMBANA MIARAKA (**quels sont les travaux que vous effectuez en commun**)

-INONA NY ZAVATRA EFA VITANAREO / MBOLA TSY VITA (**quels sont vos réalisations, ceux qui sont inachevés**)

FIOFANANA / formation

-IZA NO NAHAFANTARANAREO NY VILLAGE AINA (**comment avez su de l'existence du village Aina**)

-INONA NY FIOFANANA EFA AZONAREO (**quels sont les formations que l'on vous a données**)

MOMBA NY FAMBOLENA (**concernant l'agriculture**) MOMBA ZAVATRA Hafa (**autres**)

-IZA AVY NY MANATRIKA NY FIOFANANA AO AMIN'NY FIKAMBANANA (**tout le monde assiste t-il aux réunions**)

-FANTATRAO VE IZA AVY NY MPAMPIOFANA MISY ETO AMIN'NY VILLAGE AINA (**savez vous qui sont les formateurs**)

-MANAO AHOANA NY FOMBA FAMPITANA NY FIOFANANA (**comment se fait la formation**)

AN-TSORATRA (**écrite**)

AM-BAVA (**orale**)

FANOMEZANA OHATRA@ ALALAN'NY ASA (**Demonstration**)

-INONA NY FIOVANA TSAPANAREO TAO AORIAN'NY FIOFANANA (**quelles changements avez vous constaté après les formations**)

-MANIRY NY HANARAKA FIOFANANA Hafa VE IANAREO: MOMBA NY INONA, NAHOANA (**désirez-vous suivre d'autres formations**)

-INONA NY TETIK'ASA TIANAREO HAMAFISINA (**quels sont les projets que vous voulez approfondir**)

-INONA NY TETIK'ASA TIANAREO ATAOKA TSY HITA ATO AMIN'NY VILLAGE AINA (**y a-t-il des projets que vous souhaiteriez que le village Aina intègre dans ses programmes**)

-INONA NY FANATSARANA ANDRASANAO HISY EO AMIN'NY FIKAMBANANA (**vos suggestions pour l'amélioration des associations**)

MANAO AHOANA NY FOMBA FIJERINAO NY HO AVY NY FIFANDRAISANAREO AMIN'NY MPANOHANA, MPANAMPY ANAREO AMIN'NY TETIK'ASA (**comment voyez vous l'avenir de l'association et celui du village Aina**)

ACTIVITES

Lahy

Vavy

-INONA NY ASA ATAONAO (quel est votre métier) -FIRY IANAREO ATO ANTRANO NO MIAZA (combine de personnes travaillent dans la maison) -ASA FANAMPINY (activité secondaire)		
NY TANY VOLENAREO VE (domaine d'exploitation) LOVA (heritage) NOVIDIANA (acheté) TANIM-PANJAKANA (terrain d'omaniale)		
LAVITRA NY FONENANA VE NY TANY /FIRY KM (distance entre terrain de culture et habitation)		

Exploitations

TANY (terres cultivables)	VELARANY (superficie)	ZAVATRA AMBOLENA (cultures)
TANIMBARY (rizières)		
TANETY		
ALA (fôret)		
TAVY (en friche)		
FITAMBARANY (total)		

- MAMPANOFA TANY (**FERMAGE**)
- MANAO AM-PAHANY (**METAYAGE**)
- Mampifandimby voly (**ROTATION CULTURALE**) - tany lava volo (**JACHERE**)

ASA

- FIRY NY OLONA AO AN TRANO NO MANDRAY ANJARA AMIN'NY FAMBOLENA
(**Nombres de personnes actives pour les activités agricoles**)
- MANAKARAMA / MISY OLON-KAFA HANAMPY REHEFA MAMBOLY (**faites vous appel à une main d'oeuvre salarié**)
- Inona ny fitaovam- pamokarana ampisainareo (**quels sont vos moyens de production**)
- Nisy fivoarana hitanareo ve (**avez vous constaté des changements**)
- Teo @ vokatra (**par rapport à vos récoltes**)
- Teo @ teknikam-pamokarana (**par rapport à vos techniques de productions**)
- Teo @fidiram-bola (**par rapport à vos rentrées d'argent**)

VILLAGE AINA

Historique création du village

Quels sont vos objectifs

Organisation dans le village Aina

Comment vous faites vous connaître

D'où vient votre financement

Votre zone géographique d'intervention

Critère de selection des personnes

Comment se fait la création des associations paysannes

Combien y a –t-il d'associations de paysans membres chez vous

Travaillez-vous avec la commune, les fokontany

Quels rapport vous entretenez avec le BUCAS

A propos des formations :

Degré de coopération des gens

Les formations sont à l'initiative de qui

Quels sont les moyens et les techniques que vous utilisez à la formation des paysans

Qui sont et d'où viennent les formateurs

Comment évaluez-vous les résultats

Quels sont les impacts que vous attendez sur les paysans

Quels sont les impacts visibles qui vous ont été donnés de voir jusqu'à présent

COMMUNES

Historique des communes

Politique de développement dans la commune

Coopération avec le village Aina

Projets concernant l'agriculture, les aides aux paysans

Y a-t-il des tabous dans la commune

PAYSANS

Inona ny asa ataonareo (**quel est votre métier**)

Nareo ve mamboly (**est –ce que vous cultivez**)

Mampivady asa ve ianareo

(Est ce que vous exercez deux activités en même temps)

Mahavelona anareo ve ny asa ataonareo (**les activités que vous exercez vous suffisent- elles**)

Manao fikambanana ve ianareo (**êtes-vous membres d'une association quelconque**)

Raha eny, iza (**si oui, laquelle**)

Raha tsia, nahoana (**si non, pourquoi**)

Fantatrareo ve ny village Aina (**connaissez-vous le village Aina**)

Raha Eny, Inona no atao ao (**si oui, pouvez vous nous dire ce qu'on y fait**)

RAKOTOARISOA Andrianaina Sariaka

23 ans

E- Mail : andrianaina.sariaka_r@yahoo.fr



STAGES

Janv 2009-Oct 2009 : Stage au sein du BUCAS, Antananarivo. Commission Développement Rural (CDR)- Education formation (CEF)

2006-2007 : Stage au sein de la Commune rurale d'Antehiroka – Antananarivo

Thème du mémoire Licence : « La Commune : Unité de base de développement »

2005- 2006 : Stage au sein du fokontany Antaninandro Afovoany 3^{ème} arrondissement de la Commune Urbaine d'Antananarivo

Thème du rapport de stage : « Fokontany et décentralisation »

Rubrique épistémologique : Sociologie du développement

Titre du mémoire : Impacts des formations sur les associations paysannes- Cas du village Aina- Association Lovasoa commune Fenoarivo- Association Valisoa commune Ambatomirahavavy.

Date de soutenance : 29 Octobre 2009

Résumé

Le village Aina vient en aide aux familles paysannes en difficulté. Regroupés en associations, les familles bénéficient d'appuis diverses: techniques, matérielles et financiers. Les associations Lovasoa dans la commune de Fenoarivo et Valisoa dans la commune d'Ambatomirahavavy sont parmi celles qui ont eu recours à ces appuis du village Aina. Leurs projets de culture et d'élevage sont renforcés par des formations. Les démarches d'encadrement à l'encontre des paysans, mobilisent ces derniers autour de priorités et de démarches reconnues qui correspondent aux intérêts et aux attentes des membres. Leur condition de vie s'en sont trouvé améliorés. Le village Aina paraît être un modèle intéressant d'institution d'aide aux paysans.

Mots-clés : Développement rural, formation, association, agriculture, ménages, impacts

Année universitaire : 2008-2009

Directeur de mémoire : RAZAFINDRALAMBO Martial